

هكذا من لامل

Radio-Télévision : Europe et immigration

Le Monde

81646
121

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14724 - 6 F

DIMANCHE 31 MAI - LUNDI 1^{er} JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le bourbier haïtien

Au lendemain du coup d'Etat militaire du 30 septembre dernier, qui a renversé à Haïti le président démocratiquement élu, le Père Jean-Bertrand Aristide, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, promettait une réaction « forte et rapide » ayant valeur de « test » pour tout le continent. Huit mois plus tard, le gouvernement provisoire installé par l'armée est toujours aux commandes, et la répression contre les partisans du président légitime n'a pas cessé. Haïti, qui figurait déjà parmi les trois pays du monde où les conditions de vie sont les plus dramatiques, s'enfoncé chaque jour davantage dans une tragédie qui pousse les moins misérables à tenter de gagner les côtes américaines sur des embarcations de fortune, au prix fort et au péril de leur vie.

DEPUIS le coup d'Etat, près de 40 000 des quelques 6 millions et demi d'Haïtiens ont pris la mer. La plupart, interceptés, ont été conduits à Guantanamo, la base américaine à Cuba. Devant cet afflux, le président Bush a d'abord imposé, à partir de janvier, après une bataille juridique menée jusqu'à devant la Cour suprême - la rapatriement de près de 15 000 d'entre eux, considérés comme de simples réfugiés économiques. Finalement, un nouveau pas, les Etats-Unis ont décidé de recueillir directement les réfugiés recueillis par la garde côtière et de fermer prochainement le camp d'accueil de Guantanamo. L'exode n'en a pas moins continué ces derniers jours, mettant Washington dans une situation délicate. Comment justifier, en effet, que le droit d'asile soit automatiquement accordé aux deux mille cubains (plus de 2 000 l'an passé) et qu'il soit refusé à la plupart des Haïtiens ? De retour chez eux, ceux-ci sont à la merci de bandes incontrôlées de soldats ou de miliciens racketteurs, qui ont déjà tué près de 2 000 personnes depuis le coup d'Etat.

Forcé est de constater que l'embargo économique imposé par les Etats-Unis depuis novembre, dans le cadre des sanctions décrétées par l'Organisation des Etats américains (OEA), n'a fait qu'aggraver le sort des plus pauvres, tout en enrichissant l'armée et l'oligarchie locale, composée à tous les niveaux - y compris celui de la drogue, en recrudescence. En l'absence d'un réel blocus naval, une dizaine de tankers, venant des Etats-Unis, d'Europe et d'Afrique, ont pu décharger à Port-au-Prince leurs cargaisons. Or seule une réelle pénurie de pétrole aurait pu amener les autorités haïtiennes à accepter un retour à l'ordre constitutionnel.

ETABLIS sous l'égide de l'OEA, après cinq mois de laborieux pourparlers, l'accord sur le rétablissement de la légalité, signé à Washington en février, a été rejeté, à l'issue d'innombrables manœuvres dilatoires, par le pouvoir en place, parce qu'il impliquait le retour du président Aristide.

Si cette perspective est, semble-t-il, bien accueillie par une partie des « petits soldats », leurs supérieurs et l'oligarchie locale redoutent par-dessus tout de se voir privés de ce prétexte, avocat de la théologie de la libération. Le Père Aristide, dont le sens politique n'est pas le fort, n'a pas calmé leurs craintes en affirmant récemment que le « seul moyen pour l'armée de se préserver de la vengeance du peuple était de renverser le gouvernement provisoire en place ». Seule une réelle mobilisation de la communauté internationale, par l'intermédiaire de l'ONU, semble en mesure de renverser les uns et les autres à la fois.

M0146 - 0601 0 - 6.00 F



Dénouant l'embargo élaboré par le Conseil de sécurité

La Serbie s'en prend vivement aux Etats-Unis et à la CEE

Les dirigeants de Belgrade ont dénoncé l'embargo contre la Serbie que le Conseil de sécurité de l'ONU devait décréter, samedi 30 mai. Un représentant du ministère des affaires étrangères a déclaré que ces sanctions « unilatérales » étaient le résultat d'une « action lancée par les Etats-

Unis et la CEE » contre la Serbie. Tandis que les combats se poursuivaient à Sarajevo, l'ex-armée fédérale a, vendredi, de nouveau bombardé Dubrovnik. Les élections parlementaires du 31 mai, en Serbie et au Monténégro, seront sans surprise puisque l'opposition a décidé de les boycotter.

Des élections sur mesure

BELGRADE

de notre correspondant

A la veille des élections, l'atmosphère était au désespoir et à la résignation. Même ceux qui s'apprêtaient à voter dimanche pour approuver la politique du régime en place attendaient pas grand-chose des promesses faites pendant la campagne électorale, au moment où la Serbie va être frappée de sanctions par la communauté internationale. Quant à ceux qui dénoncent la « politique guerrière et chauvine » du régime de Belgrade, soutenu de facto par les autorités monténégrines, ils sont réduits à l'impuissance.

Après avoir proclamé, le 27 avril dernier, la Constitution de la nouvelle « République fédérale de Yougoslavie » en tenant à l'écart les partis d'opposition, les socialistes (ex-communistes) au pouvoir en Serbie et au Monténégro ont taillé une loi électorale à leur mesure, fixant les législatures au 31 mai. La campagne électorale a

duré à peine deux semaines. Hormis le report du scrutin, l'opposition avait posé plusieurs conditions à sa participation aux élections. Elle réclamait en premier lieu la « libération » des médias que le parti au pouvoir contrôle soigneusement. La presse indépendante, mal distribuée en province et à faible tirage, ne lui permet pas de faire face à la campagne de dénigrement dont elle fait constamment l'objet à la radio et à la télévision.

L'opposition exigeait aussi le désarmement des formations paramilitaires, qui sévissent notamment en Serbie, et demandait des mesures de clémence pour permettre le retour, avant les élections, de tous les inculpés - soit plus de deux cent mille personnes - ayant fait à l'étranger. Se voyant opposer une fin de non-recevoir, la quasi-totalité des partis d'opposition a décidé début mai de boycotter le scrutin.

FLORENCE HARTMANN

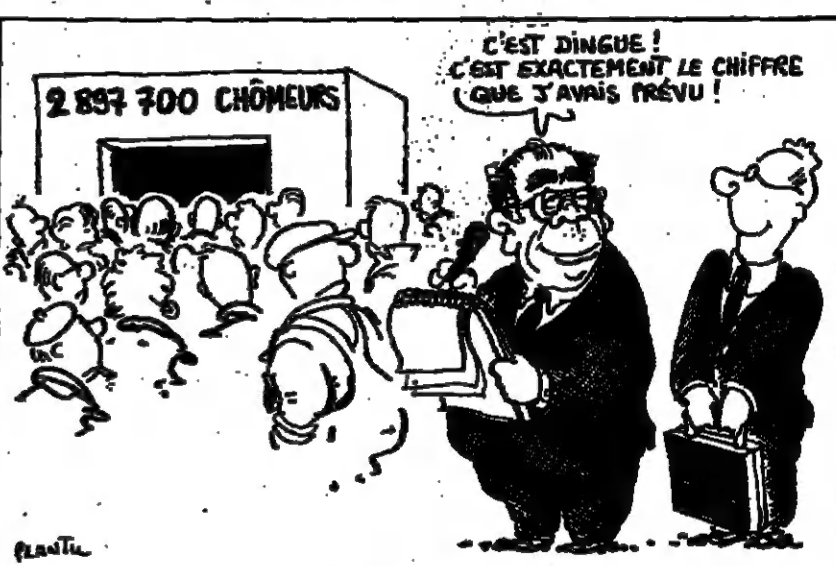
Lire la suite et nos informations page 31

10 % de la population active à la recherche d'un emploi

Le regain de croissance économique n'empêche pas une hausse du chômage

Le regain de croissance économique que l'on observe au premier trimestre n'a pas eu d'effet positif sur le chômage, dont la progression a atteint 1,4 % en avril, soit une hausse de 39 600 du nombre des demandeurs d'emploi. Depuis janvier, on dénombre 64 900 chômeurs de plus, et, en un

an, la progression est de 9,9 %. Le chômage touche désormais 10 % de la population active. Les entrées à l'ANPE se ralentissent, mais l'accroissement des licenciements économiques se confirme. Près d'un tiers des 2 897 700 chômeurs recensés sont inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE.



Lire page 15
Article de JEAN-MICHEL NORMAND

La « guerre oubliée » du Sri-Lanka

Les partisans d'une grande offensive contre le réduit tamoul du nord de l'île gagnent du terrain à Colombo

COLOMBO

de notre envoyé spécial

Encore cent dix morts en quatre-vingt heures de combat, cette fin de semaine, au Sri-Lanka ! Conflit oublié s'il en est, la « deuxième guerre tamoule » ensanglantant le pays depuis bientôt deux ans. Certes, au Parlement, une commission de députés de la majorité et de l'opposition recherche assidûment une solution politique à une guerre qui a déjà fait près de quinze mille victimes (1). Mais les combattants ne semblent pas encore fatigués : ni les militants LTTE (Tigres des libérateurs de l'Eelam tamoul), qui ont pris les armes au début des années 80 dans le nord et l'est de l'île afin d'arracher à la majorité bouddhiste une patrie séparée, l'Eelam, pour leurs compatriotes de religion hindoue ; ni les forces armées, qui pistent sur le terrain après d'importants et brillants suc-

ces l'été et l'automne derniers. Pour M. Velupillai Prabhakaran, à trente-neuf ans, chef suprême des « Tigres » et gouverneur de facto du nord de l'île, l'objectif est clair : « Rien, mais que l'Eelam », déclare-t-il lors de ses rares interventions publiques. L'Eelam, c'est-à-dire tant la province septentrionale, où les Tamouls forment 95 % de la population, que l'est, où ils sont 43 % ; au total, un tiers de l'île en superficie.

Le slogan de M. Prabhakaran marque aussi un refus du projet de règlement caressé par le président Premadasa : une très large dévolution des pouvoirs aux provinces aboutissant à faire évoluer le Sri-Lanka unitaire vers une forme de fédéralisme. En toute hypothèse, la création d'une entité ethnique séparée est inacceptable pour Colombo. Tout aussi inconcevable pour la majorité des Sri-Lankais est une union des provinces du Nord et de l'Est, que dominent

les Tamouls. Cette formule avait pourtant été acceptée le 29 juillet 1987 par le président Jayawardene. Il est vrai que Colombo n'avait alors guère le choix : l'Inde de Rajiv Gandhi, qui se considérait comme la protectrice des hindous du Sri-Lanka, envoyait une « force de paix » pour imposer une solution politique.

JEAN-PIERRE CLERC

Lire la suite page 5

(1) La première guerre (1983-1990) a fait 7 000 morts.

Le silence transféré

Les bénédictins de Hautecombe ont quitté la Savoie pour s'installer en Provence

GANAGOBIE

(Alpes-de-Haute-Provence)

de notre envoyé spécial

« Comme un cerf altéré cherche l'eau vive... » : le chant du soliste s'élève, mais ce sont trente voix qu'on entend, de moines en tunique et scapulaire noirs. Riche de ses dix siècles d'histoire, la voûte de l'église romane de Ganagobie amplifie le chœur grégorien de cet office de sexte (midi). Elle l'enfile jusqu'à la limite du plateau d'où dévalent, freinés par le

lit parsemé de la Durançe, des hectares de chênes verts, de pins, d'oliviers, d'amandiers ou de micocouliers. Le soleil de mai, déjà, écarlate la Haute-Provence.

Hasard de l'office du jour : c'est le même cerf assoiffé du psaume 41, ici transpercé par une flèche, qui est dessiné sur la mosaïque au sol du chœur et du chœur de l'église. A eux seuls, les 72 mètres carrés de cette mosaïque du XII^e, damier aux pièces blanches, noires et rouges que des générations de moines ont minutieusement sauvés des blessures de la guerre, de la Révolution et du temps, sont un hymne à la création. Remplie de statues, de griffons, de chimères et de chevaliers terrassant des dragons, cette tapisserie de mosaïque est un livre ouvert sur les combats spirituels qui, au Moyen Age, remplaçaient les monastères.

HENRI TINCO

Lire la suite page 7

Fonctionnaires : un seul supplément familial

Selon le Conseil d'Etat, les couples de fonctionnaires ne peuvent cumuler les suppléments familiaux de traitement. Cette décision tranche un imbroglio administratif. Les syndicats de la fonction publique réclamaient le bénéfice de prestations rétroactives pour un montant de 8 milliards de francs.

Lire page 6

M. Charles Millon
au « Grand Jury
RTL - le Monde »

M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, président de la région Rhône-Alpes, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde » dimanche 31 mai de 18 h 30 à 19 h 30.

CHRONIQUE DES MARCHÉS

« Devises et or. » Marché monétaire et obligataire. « Moteurs primaires. » Marché international des capitaux.

page 17

Le sommaire complet se trouve page 18

MARIE-FRANCE
PISIER
La Belle Imposture

Roman d'une passion, roman d'un été,
roman d'une illusion.

Grasset

HEURES LOCALES

L'autoroute de la discorde

De Bologne à Amiens, les maires se mobilisent pour défendre le projet de l'autoroute A16, qui doit relier le littoral de la mer du Nord au reste du pays. Ces élus craignent la présence d'une présidente écologiste à la tête de la région Nord-Pas-de-Calais.

Lire page 11 l'enquête de MARTINE LARONCHE

DATES

Il y a quarante ans : Jacques Duclos et le « complot des pigeons »

Lire page 2 l'article de MICHEL PIGNET

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Tél. : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94562 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Éditions
M. Jacques Lescaze, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaze, président
Michel Cus, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Coligny, Paris-8^e
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-52-72-73
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-52-72-73

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Commissariat aux publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
lignes de Monde au (1) 40-65-25-26

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry
94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE ITALIE PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	400 F	525 F	794 F
6 mois	800 F	1 050 F	1 588 F
1 an	1 600 F	2 100 F	3 176 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs en
premier jour de l'abonnement.
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
mois, par la poste, le montant de l'abonnement.
N° Publi 87 201 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaze : gérant
directeur de la publication
Bruno Freppel
directeur de la rédaction
Jacques Gode
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(indiqués au directeur
de la rédaction)

Vice-Président :
Jacques Amélie
Thierry Fournier
Philippe Hémery
Jacques-François Simon

Daniel Vernier
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a quarante ans

Jacques Duclos et le « complot des pigeons »

DANS la nuit du 28 au 29 mai 1952, le ministre de l'Intérieur, Charles Bruneau, accuse publiquement « les commandos armés du Parti communiste » d'avoir « tenté un complot contre les institutions républicaines » à l'occasion de la venue à Paris du général Ridgway. Le ton est donné. La presse du lendemain fournira les détails : véhicules de police renversés et incendiés, agents assaillis dans le poste central du 2^e arrondissement, tirs de semence, colonnes de plusieurs centaines d'hommes se ruant sur les forces de l'ordre autour de la gare de l'Est, au carrefour de l'Odéon et place de Stalingrad. Là, un policier paniqué a fait feu et a mortellement touché Belaid Hocine, un ouvrier algérien d'Aubervilliers. Un bilan définitif fera état de trois cent soixante-dix gardiens, CRS ou gardes mobiles blessés, dont vingt-sept grièvement.

Organisée simultanément aux quatre coins de la capitale entre 18 heures et 21 h 30, la manifestation interdite aux moins de quinze ans, sept cent dix-huit d'entre elles, « interpellées » à la suite des charges, s'entassent dans les commissariats des quartiers les plus chauds et sous le porche couvert du carreau du Temple réquisitionné à cette fin.

L'arrestation, à 22 h 5, après le retour au calme, de Jacques Duclos retient particulièrement l'attention. En l'absence de Maurice Thorez, qui, sur les bords de la mer Noire, se remet d'une attaque cérébrale, le député de la Seine assure depuis deux ans l'intérim du secrétariat général. La prise est d'importance, mais sa légalité douteuse. Les conditions de sa réalisation ne laissent pas d'intriguer. Parti en voiture du siège de l'Humanité, rue du Louvre, pour regagner, avec son épouse, le pavillon de Montreuil où il réside, Jacques Duclos n'a pas eu à éviter un barrage filtrant dressé non loin de la place de la République. L'interpellation ne doit rien au hasard. Il n'empêche, le mépris témoigné par le responsable communiste vis-à-vis des consignes de sécurité dénotait au plus haut niveau - quitter les bureaux en début d'après-midi, ne pas rentrer chez soi, etc. - étonne en ces temps de « vigilance révolutionnaire ». Dernière légèreté, le secrétaire général était en possession d'une serviette contenant, entre autres, un cahier de cent trente-cinq pages couvertes de notes prises lors de réunions confidentielles. Inconscience ? Exces de confiance en soi ? Appréciation erronée de la résolution d'un adversaire dont on dénonce pourtant les tendances « fascistes » ? Gage de légalisme et souci de dédramatiser le PCF de visées aventuristes ?

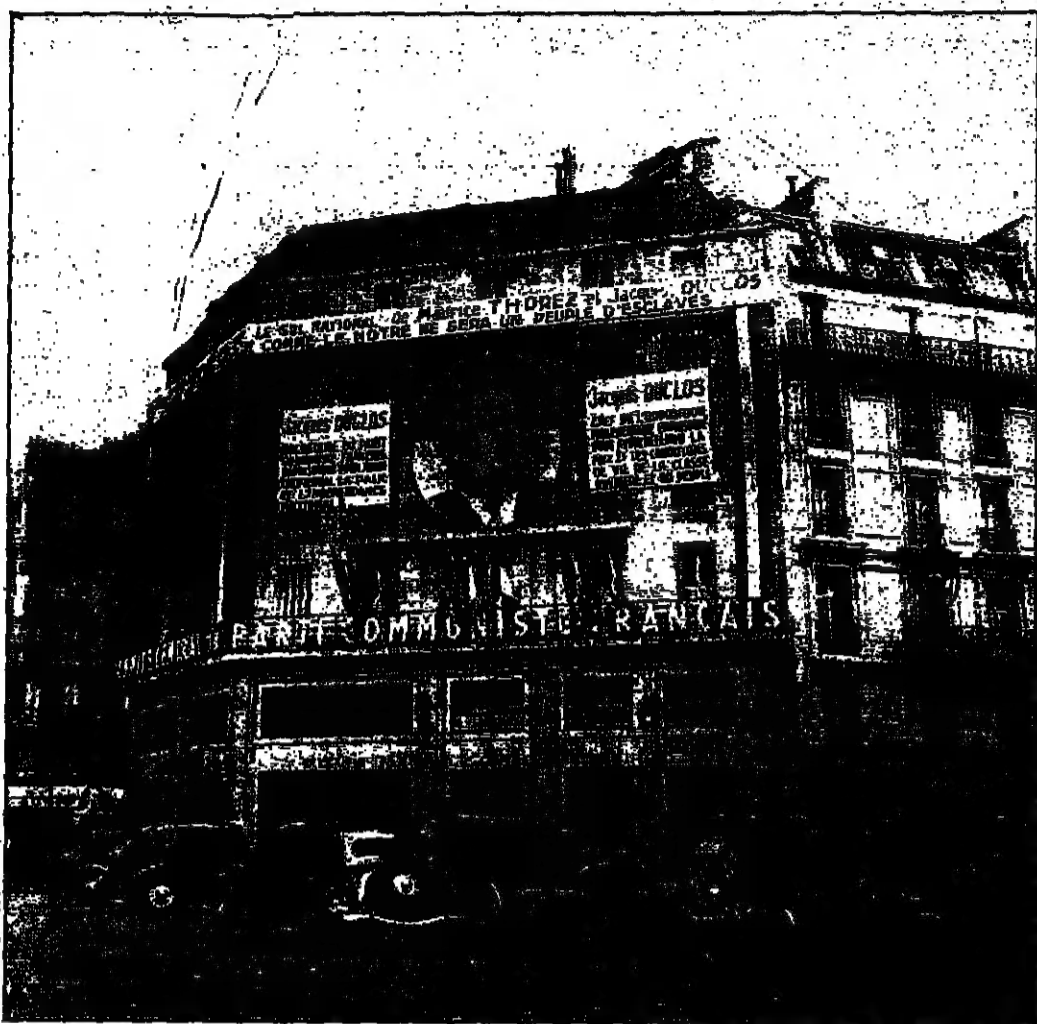
La « ligne » dictée par Thorez

Dans l'immédiat, la fouille de la Hotchkiss comble d'aise les policiers qui saisissent une matrique, un revolver, un poste de radio et « deux pigeons récemment étouffés », aussitôt soupçonnés de mystérieuses missions. La préfecture de police se risque à invoquer le flagrant délit, seule procédure permettant de contourner l'immunité du député de la Seine. Émancé du commissariat du dixième arrondissement puis dans les locaux de la PJ, il sera présenté, le 29 mai en fin d'après-midi, au doyen des juges d'instruction, Pierre Jacquinet, se lançant d'instinct à la sûreté intérieure de l'État.

Ce nouveau coup dur surprend au plus mauvais moment une direction communiste réduite à gérer les affaires courantes dans l'attente des consignes que Maurice Thorez confie aux différents « amis » qui lui rendent visite en Union soviétique. Cela ne va pas sans incompréhensions, maladroites et volte-face du plus riche effet.

Mais il y a pire pour un parti qui se veut légitime : l'épuisement de sa capacité à prendre des initiatives. Le thème de la paix, stratégique dans le mouvement communiste, ne rencontre pas le même écho qu'auparavant, cependant que « l'expérience » Pinay suscite plus de sympathie et d'intérêt que d'hostilité déclarée dans les profondeurs du pays. A défaut d'entraîner les « masses », le parti s'efforce de maintenir ses militants sous pression. Tel semble être l'objectif de la « ligne » dictée par Maurice Thorez et que François Billoux a ramené en avril 1952. Les communistes sont invités à mener l'offensive contre la bourgeoisie, hâter l'heure du « renversement » du gouvernement et dégrader « la route vers le socialisme ».

S'il est tentant de lire, à travers les violences déclenchées au lende-



La façade du siège du Parti communiste, le 16 juin 1952.

main de la signature des accords de Paris instituant la CED, une manière d'avertissement, la propagande se concentre sur l'arrivée en France du général Ridgway qui, jusqu'à la suprématie l'après-midi, supervise l'opération des troupes américaines en Corée. Or, depuis février, les Sino-Coréens accusent celles-ci de recourir aux armes bactériologiques. Nommé à la tête des forces alliées en Europe, le général affecté des postes de baroudeur et d'abus de formule à l'exportation, l'homme se prête à la caricature. La presse communiste se déchaîne contre « Ridgway la peste ».

Peu importe, à vrai dire, la raison exacte de la manifestation. Destinée à prouver la validité d'une orientation marquée au coin du sectarisme, la journée du 28 mai entend affirmer et raffermir une certaine identité communiste, celle des « activistes », fondée sur une mystique de la lutte empreinte de sens du sacrifice et de culte du courage, notamment physique.

Le reste est affaire d'organisation. Sous le contrôle de Raymond Guyot, les spécialistes de la Fédération de la Seine déploient leur savoir-faire en la matière. Le repérage et le chronométrage des itinéraires, la fabrication et le transport sur place du « matériel » - « de gros manchettes et de petites pancartes » - l'évacuation des blessés, sont soigneusement étudiés. Éditoriaux, tracts, papillons, prises de parole, conférences, etc., concourent à échauffer les esprits au prix, parfois, de raccourcis hardis et de déformations révélatrices. Tandis que les directeurs du sommet - « ne pas reculer », « tenir la rue », « ne pas se laisser faire... » - se propagent vers la base, celle-ci comprend souvent : « Cette fois, vous pouvez y aller. » De fait, beaucoup « iront » de bon cœur. Au point de garder le souvenir d'« une joyeuse montée en ligne ».

Le temps de la réflexion et des questions viendra plus tard. À l'heure des comptes et des réparations. Car le coût politique de cette journée de défoulement sera lourd. Les violences insensées ont creusé un peu plus les ornières d'une orientation irréalisable. Le mot d'ordre de grève pour la libération de Jacques Duclos lancé, du moins à Paris, dans l'esprit et selon les méthodes du 28 mai, débouche, le 4 juin, sur un fiasco dommageable. A la règle Rensuiz, la disposition d'une seconde infanterie, cinq militants dont cinquante délégués du personnel et décapité le syndicat CGT. Isolé, amputé, le groupe dirigeant du PCF vire de bord en catastrophe et adopte, autocritiques à l'appui, un langage résolument unitaire.

Le front judiciaire, imbriqué dans la bataille politique, n'est pas moins mouvant. Dans la nuit du 29 au 30, trois magistrats, désignés pour assister le juge Jacquinet, ont prononcé cent soixante nouvelles inculpations au titre de l'article 87

du code pénal réprimant les atteintes à la sûreté intérieure de l'État. Le préfet de police, Jean Baylot, jubile et arbore, tel un trophée, l'insigne des Partisans de la paix. Ennemis jurés des communistes, cet ancien syndicaliste, socialiste et maoïste, pense à une exploitation maximale de l'affaire.

« Ne nous ridiculisons pas »

Le 31, la police perquisitionne les locaux du PCF et d'associations « amies » à Paris et en province. Il faudra cinq camions pour évacuer les documents saisis au seul siège du comité central. À Toulon, la découverte de caches d'armes et de munitions, de plans et de rapports divers concernant, particulièrement, les mouvements de troupes vers l'Indochine, aboutit à l'ouverture d'une seconde infanterie, cette fois pour complot contre la sûreté extérieure de l'État.

Ici et là, on évoque l'éventualité d'une dissolution du PCF, cependant que plusieurs ministères travaillent à l'élaboration d'un texte interdisant l'entrée dans la fonction

publique de personnes membres d'un « parti ou organisation sous obédience étrangère ». Incertain quant au résultat d'un vote de l'Assemblée sur la libération de Jacques Duclos, le PCF active quelques-uns de ses « sous-marins » introduits au cœur de l'appareil d'État et courtise ses « complices de route ». Des universitaires, des écrivains et des artistes prennent position. Jean-Paul Sartre, rentré précipitamment d'Italie, rédige d'un seul jet - « Il fallait que j'écrive ou que j'étouffe » - la première partie des *Communistes et la paix* où il fustige « les rats, visqueux » de l'anticommunisme.

Le collectif d'avocats - Charles Ledermann, Léon Matarasso, Jean Nordmann, etc. - constitué dès le 28 mai autour de Marcel Wiland, relève, mémoire après mémoire, les lacunes et les contradictions des pièces versées au dossier ainsi que les fautes de procédure commises par le juge Jacquinet, que la défense accuse de forfaiture. La thèse du flagrant délit avancée contre Jacques Duclos, se désintègre. L'instruction du « complot des pigeons » s'écroule. « Ne nous ridi-

culsons pas », conseille Antoine Pinay, de plus en plus réticent.

Prisonnier encombrant et prolixe, le dirigeant communiste proteste, cède et menace. Une opportune montée de joie aux d'urté affole les autorités soupçonnées des plus noirs desseins. On en est là lorsque, le 1^{er} juillet, la chambre des mises en accusation tranche sur le fond. La participation de Jacques Duclos à la manifestation n'étant pas établie, le flagrant délit s'écroule et le parlementaire doit être libéré. Suspect de sympathies communistes, le président Didier, l'un des rares magistrats à ne pas avoir prêté serment à Pinay, verra son appartement saccagé par l'explosion d'une bombe.

« Dans cette affaire, le dernier mot est loin d'être dit », commente, malgré le secrétaire d'État à l'Information, Raymond Marcellin. L'élargissement de Jacques Duclos n'entraîne pas l'arrêt des poursuites engagées dans le cadre de l'instruction ouverte le 29 mai. La libération provisoire des manifestants incriminés s'étire jusqu'au 10 août. En octobre, les magistrats du tribunal militaire de Paris, forts des pièces confisquées au printemps, ordonnent de nouvelles perquisitions et arrestations pour atteindre à l'intégrité du territoire et démolition de l'armée et de la nation. Cinq mois plus tard, une dernière vague déferle sur les militants syndicaux, moins excités que les élus. Pour y échapper, le secrétaire général de la CGT, Benoît Frachon, devra se cacher pendant huit mois jusqu'à ce que le dossier soit définitivement classé.

Il reviendra à la dixième chambre du tribunal correctionnel de Paris de mettre au point final, les 24 et 25 novembre 1953, à l'ultime séance judiciaire d'un événement vécu de trois ans et demi. Nul ne s'avise plus alors de parler de complot. Les vingt-deux inculpés, tirés de l'anonymat ou ne sachant trop selon quels critères, répondent désormais de délits plus classiques : rébellion et insultes à agents, aggravation sans de port d'armes et de coups et blessures, etc. La modération du réquisitoire, infligera treize condamnations à des peines de prison assorties de sursis.

Le PCF, lui aussi, a tourné la page. « Mon Dieu, comme à la reine, ce langage me paraît aujourd'hui démodé ! Nous étions déjà les gens d'un autre temps, il faut le croire », s'exclame Louis Aragon par la voix du narrateur de *Blanche ou l'Oubli*, publié en 1967. L'écriture et ses camarades ne vont certes pas aussi loin au milieu des années 50. Le Parti n'en a pas moins cessé de commémorer la manifestation du 28 mai 1952, honorée, hier encore, du titre de « glorieuse journée ».

MICHEL PIGENET

► Auteur d'un ouvrage sur la manifestation du 28 mai 1952, il paraît en poche aux éditions L'Harmattan.

"GRAND JURY"

RTL - Le Monde

هكذا من الإمل

• Le Monde • Dimanche 31 mai - Lundi 1^{er} juin 1992 3

ÉTRANGER

Après un pilonnage sans précédent de Sarajevo

Dubrovnik a été de nouveau attaquée

Les forces serbes ont déclenché, vendredi 29 mai, un bombardement d'une intensité sans précédent contre Sarajevo, la capitale bosniaque, puis se sont attaquées au port croate de Dubrovnik.

Plusieurs personnes ont été blessées lors du bombardement de Dubrovnik et de ses environs. Plusieurs bâtiments du centre historique protégé par l'UNESCO, sur lequel se sont abattus des dizaines d'obus, ont été gravement endommagés, notamment la cathédrale catholique, l'église Saint-Vladimir, l'église orthodoxe, l'église franciscaine, une fontaine et plusieurs palais historiques, a indiqué l'agence croate Hina.

Le bombardement au lance-roquettes multiples et au canon, commencé vendredi en milieu de journée par l'armée fédérale contre tous les quartiers de la ville, a duré plusieurs heures, obligeant les 30 000 personnes vivant à Dubrovnik, dont plus de 15 000 réfugiés de régions voisines, à gagner les abris.

L'armée yougoslave a tiré depuis ses positions près de l'aéroport de Čilipi (à l'est) et Uskoplje, en Bosnie-Herzégovine, des obus et des roquettes. L'attaque a commencé après le retour d'une délégation croate accompagnée par les officiers des Nations unies et les représentants

de la mission d'observation de la CEE, de Cavtat (à l'est, toujours sous occupation serbe) où ils ont participé aux négociations sur le retrait de l'armée yougoslave du secteur situé à l'est de Dubrovnik. Les forces yougoslaves s'étaient retirées ces derniers jours de plusieurs de leurs positions à l'ouest de la ville, après huit mois d'occupation.

Quelques heures auparavant, dans la nuit de jeudi à vendredi, les extrémistes serbes de Bosnie-Herzégovine avaient soumis Sarajevo à des bombardements d'une rare violence, qui ont fait dix morts. Dans le quartier historique de Bascarsija, aux maisons fragiles et sans cave plusieurs personnes ont été tuées, alors que l'explosion d'un obus dans un appartement du quartier de Vojvodina (Dobrinja (ouest)) a fait un mort et un blessé. Le siège de la présidence a été gravement endommagé. Deux « casernes bleues » et trois gardes de sécurité y ont été blessés. L'hôtel Belgrade, une manufacture de tabac et le réseau de distribution

d'eau ont été touchés, de nombreuses maisons, des immeubles de bureaux ont pris feu.

Les artilleurs serbes ont utilisé pour la première fois des obus de 155 mm et des lance-roquettes multiples, selon la radio de Sarajevo qui ajoute que les forces serbes ont attaqué sans succès le gratte-ciel du journal *Oslobodjenje*, situé dans la partie ouest de la ville qu'elles cherchent à couper du reste de Sarajevo. (AFP, Reuters.)

Alors que l'ONU s'appretait à décréter l'embargo contre la Serbie

Washington a sévèrement condamné les derniers bombardements

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait adopter, samedi 30 mai, une résolution imposant à la Serbie et au Monténégro un embargo commercial, pétrolier et aérien. Le texte devait recueillir au moins treize voix sur quinze au Conseil de sécurité. On s'attendait en effet à New-York à l'abstention de la Chine et du Zimbabwe; le président Boris Eltsine a indiqué, samedi à Moscou, que la

Russie voterait ces sanctions. Les États-Unis, notamment, avaient souligné que la nouvelle « République fédérale de Yougoslavie », qui se veut l'héritier de l'ancienne fédération, soit privée du siège de cette dernière à l'ONU et qu'elle ait à faire acte de candidature, ce qui implique qu'elle respecte les mêmes conditions que tout nouveau venu. Le texte prévoit l'adoption « si nécessaire de nouvelles mesures », mais les diplomates de l'ONU ont fait savoir que le recours à la force n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant.

Washington a de nouveau condamné en termes très durs les autorités serbes, vendredi, après le dernier bombardement de Sarajevo — que le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, a qualifié de « crimes » — et celui de Dubrovnik. Cette « violation flagrante du cessez-le-feu qui contraindrait aux lois du monde civilisé, remet en cause le rôle des forces de maintien de la paix de l'ONU en Croatie », a déclaré M. Boucher à propos de Dubrovnik.

A Bonn, le chancelier Kohl a

demandé, vendredi, que la Serbie et le Monténégro soient exclus de l'ONU et des autres organisations internationales. L'Allemagne s'était prononcée lors de la dernière réunion des Douze pour un embargo total, y compris pétrolier, contrairement à l'attitude plus pusillanime d'autres États européens, dont la France. D'autre part, M. Karl Lamers, chargé des questions de politique étrangère au sein de la CDU, a estimé vendredi que des raids aériens sur les aéroports et les positions d'artillerie serbes devaient être envisagés en cas d'échec des sanctions économiques. Cela lui a valu de sévères critiques du SPD. « Il est absurde d'imaginer qu'une intervention militaire pourrait arrêter le bain de sang », a déclaré M. Karsten Voigt, l'un des dirigeants sociaux-démocrates.

A Ankara, le président Turgut Özal a déclaré que la Turquie était prête à participer à des unités militaires d'intervention en Bosnie-Herzégovine, formées dans le cadre de l'ONU ou de l'OTAN. (AFP, Reuters.)

Le gouvernement va renforcer la législation anti-Mafia

Le gouvernement italien a annoncé, vendredi 29 mai, une série de mesures pour renforcer la législation anti-Mafia. Selon le ministre de la justice, M. Claudio Martelli, il faut qu'il soit « clair que l'assassinat du juge Falcone, de son épouse et de trois hommes d'écoute (sera) pour la Mafia la plus mauvaise affaire de son histoire ».

Le gouvernement envisage, notamment, de prolonger de six mois à un an le délai des enquêtes préliminaires pour délits de Mafia. Les forces de police devraient disposer d'une plus large autonomie pour conduire leurs enquêtes. Une révision des garanties accordées aux « repentis », pour inciter d'autres membres de la Mafia à collaborer avec la justice, est également à l'étude, ainsi qu'une modification des normes pour les enquêtes sur les patrimoines. Une première série de décrets-lois devrait être présentée lors du prochain conseil des ministres.

Un autre scandale à Milan

L'Italie continue, d'autre part, d'être agitée par les scandales. Sept personnes, dont le chef du groupe socialiste au Conseil régional de Lombardie, M. Michele Colucci, ont été arrêtées à Milan dans la nuit de jeudi à vendredi, pour escroquerie dans une affaire de cours de formation professionnelle organisés par la région de Lombardie à partir de 1985, et financés par la CEE pour quelque 210 milliards de lire (environ 1 milliard de franc).

Selon les enquêteurs, certains de ces cours n'auraient jamais eu lieu, les listes contenaient de nombreux noms d'élèves qui n'ont jamais fréquenté ces cours, des enseignants qui n'ont jamais signé les livres de

comptes assurant qu'ils avaient été payés... Ancien conseiller régional chargé de la formation professionnelle puis des services sociaux, M. Colucci a été également cité dans la précédente affaire milanaise de pots-de-vin versés par des entreprises pour obtenir des contrats.

Enfin, M. Achille Occhetto, chef du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-communiste), est revenu, jeudi à la télévision, sur ce scandale des pots-de-vin, dans lequel sont impliqués des élus de plusieurs formations politiques, dont le PDS. « Milan pèse sur notre conscience, j'ai honte mais je ne veux pas être le seul Italien à avoir honte », a dit M. Occhetto, en faisant allusion aux démocrates-chrétiens et aux socialistes. « Nous allons limoger des responsables. Nous avons besoin de moins de professionnels et de plus de bénévoles pour gérer un parti aux effectifs en baisse, et nous aurons un parti propre », a annoncé M. Occhetto. (AFP, Reuters.)

■ BELGIQUE : arrêt de la grève de la faim des policiers de Liège. — La police de Liège a mis fin, vendredi 29 mai, à des protestations sous forme de grèves de la faim tournantes, organisées depuis la fin du mois d'avril pour soutenir leur revendications salariales (le *Monde* du 14 mai). Les 680 membres de la police liégaise sont parvenus à un accord avec la municipalité sur une hausse de 4,36 % de leurs salaires, assortie d'une augmentation de 12 000 francs belges (environ 2 100 francs) de leur prime annuelle d'habilitation. Treize policiers ont été hospitalisés pendant ces cinq semaines de mouvement. (Reuters.)

Des élections sur mesure

Suite de la première page

En répétant que s'abstenir est un acte de haute trahison alors que la « Yougoslavie » est menacée d'être mise au ban de la communauté internationale, Belgrade s'est assurée un taux de participation suffisant pour valider les élections. Le reste était gagné d'avance au niveau du Parlement fédéral puisque les 40 sièges de la Chambre des Républiques sont pourvus par des députés choisis au sein des Parlements de Serbie et du Monténégro : à côté des ex-communistes occupent plus des deux tiers des sièges. En contrôlant la Chambre haute dont le consentement est indispensable pour toute décision, les communistes assurent le contrôle de tout le Parlement. « A quel bon présenter des candidats ? Même si l'opposition remportait 99 % des sièges, la Chambre des citoyens ne pourrait exercer aucune autorité », expliquait M. Stojanovic, l'un des leaders du Parti démocratique de Serbie.

L'extrême droite « fasciste »

Au Monténégro comme en Serbie, restent en lice le parti au pouvoir et quelques « partis satellites » venus cautionner des élections prétendues pluralistes. A Belgrade, au côté du SPS (ex-communiste), on retrouve le Parti radical serbe (SRS) du sociologue ultra-nationaliste Vojislav Seselj, dont les milices armées font la guerre en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, l'Alliance communiste — Mouvement pour la Yougoslavie — et d'autres formations mineures qui gravitent autour du SPS. Le parti créé par M. Milosevic, président de la Serbie, était donné favori par les sondages, qui prévoyaient encore un tiers d'abstention. Un décret permettant le vote des réfugiés de Croatie et de Bosnie, à condition qu'ils résident en Serbie et au Monténégro depuis plus de six mois, devrait permettre le gonflement de suffrages du parti de M. Seselj, partisan du déplacement des populations et qui réclame ouvertement l'expulsion des non-Serbes.

L'impuissance face au régime autoritaire de M. Milosevic, la catastrophe économique et les menaces d'isolement de la Serbie, ont finalement donné à l'opposition serbe, restée jusqu'à ce jour désunie, la force de se rassembler. Le Mouvement démocratique de Serbie (DEPOS), fondé samedi 23 mai au siège de l'Association des écrivains avec les principaux partis d'opposition, accorde une place toute particulière à des intel-

li, Mort d'Edmund Stevens, doyen des journalistes occidentaux à Moscou. — Edmund Stevens, décédé, dimanche 24 mai, à Moscou, à l'âge de quatre-vingt-un ans, était le dernier survivant de la génération des correspondants occidentaux installés « à vie » dans l'ex-URSS, où il s'était établi dans les années 30. Sa « couverture » de la période de guerre et de l'URSS stationnaire pour diverses publications américaines et britanniques lui avait valu un prix Pulitzer en 1950.

lectuels dont beaucoup étaient restés jusqu'à aujourd'hui proches du pouvoir. Leur objectif est de « lutter contre les communistes et l'extrême droite fasciste » et de créer un « État démocratique en Serbie » ; ils s'efforcent aussi de devenir les seuls interlocuteurs légitimes de la communauté internationale.

FLORENCE HARTMANN

DANEMARK : le référendum sur les accords de Maastricht

Désunion et indécision

Environ quatre millions de Danois sont appelés aux urnes, mardi 2 juin, pour ratifier, par référendum, les accords de Maastricht, que leur Parlement, le Folketing, avait approuvés le 12 mai, à une forte majorité (130 voix contre 25, et 20 abstentions). C'est la troisième fois, en l'espace de deux décennies, que les citoyens du royaume auront ainsi à décider de l'avenir de leurs rapports avec l'Europe. Les derniers sondages donnent un léger avantage aux partisans de l'Union européenne.

COPENHAGUE

de notre correspondant

En 1972, consultés sur l'adhésion à une CEE qui ne comportait alors que six membres, les Danois avaient fini par dire « oui » — avec plus de réserve que d'enthousiasme — parce que la Grande-Bretagne y entrerait et que leurs exportateurs ne voulaient pour rien au monde perdre ce marché essentiel. En février 1986, le référendum (consultatif) sur l'Acte unique avait permis de constater que la foi des Danois dans la Communauté ne s'était guère affirmée : le nombre des « non » était resté obstinément stable, et les abstentions — forme de protestation ou d'indifférence — avaient atteint 25 %.

Commencée assez tard, la campagne électorale a vite pris une tournure ultra-passionnée et s'est déroulée dans la plus grande confusion. Les sondages, quasi quotidiens, diffusés par quatre instituts différents, avaient de quoi désorienter l'homme de la rue, puisqu'ils annonçaient régulièrement une égalité entre les « oui » et les « non », avec, de temps en temps, une légère avance pour les uns, un léger recul pour les autres. A mesure que le date fatidique se rapprochait, les électeurs furent soumis à un véritable déluge de publicité dans les journaux, émissions télévisées et radiodiffusées, réunions, débats organisés dans les

moindres bourgades... Dans cette atmosphère de turbulence, les responsables les plus haut placés, réputés pourtant pour leur équilibre, ont eu parfois du mal à dominer leurs nerfs.

D'où un florilège de bavures, voire d'erreurs cocasses. Le ministre libéral des Affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, a ainsi été jusqu'à accuser sur le petit écran les vieux communistes enrôlés à Moscou de diriger, dans l'ombre, les escadrons du refus... Ces propos, furieusement rétorqués dans un pays où le Parti communiste a été entièrement balayé de la scène politique, ont soulevé un tel tollé parmi les partisans du « non » que le ministre s'est empressé de rechercher d'autres arguments. Au cœur de toutes les discussions, on a retrouvé le même mot-clé, le même tabou : personne n'osait évoquer explicitement les accords de Maastricht. On parlait uniquement de l'« Union ». Une Union impressionnante et redoutée, aux contours encore flous, pour laquelle et contre laquelle il fallait se prononcer.

Des souvenirs douloureux

Cette situation n'est pas nouvelle. Voici vingt ans que l'expression « Romunion », utilisée pour désigner le traité de Rome, a le don de faire sortir de leurs gonds les Danois les plus sérieux. Pourquoi ? Parce que Rome est d'abord pour eux, protestants luthériens, le symbole de la domination virtuelle d'une Europe catholique, arrogante et corrompue, qu'ils rejettent, même s'il ne s'agit que d'un fantôme. Quant au mot union, il est lié à une série de naufrages historiques au souvenir douloureux, qui ne manquent pas de produire chez eux un déficit secret : union de Kalmar, aux XIV^e et XV^e siècles ; union avec la Norvège, brisée par les guerres de l'Empire ; union avec le duché de longue allemande, rompue par Bismarck ; union avec l'Islande, à laquelle Rayjevik mit un terme pendant que la métropole était occupée en 1944-1945 par les nazis.

Le paradoxe n'est qu'apparent.

En 1992, cette bataille autour de l'union européenne a été systématiquement placée sous le signe de la désunion :

— désunion entre les partis plaçant pour le « oui » à la construction européenne, dont le Danemark ne peut rester à l'écart. Ceux-ci auraient pu envisager, puisque la souveraineté du royaume, il était difficile de voir collaborer l'extrême gauche et l'extrême droite parlementaires, qui recommandaient cette option. Quant au fameux « Front contre le Marché commun », rassemblement populaire créé au début des années 70, il s'était scindé en deux à l'autisme dernier :

— désunion dans le camp du « non », qui part en guerre contre la bureaucratie bruxelloise et redoute une perte de souveraineté du royaume. Il était difficile de voir collaborer l'extrême gauche et l'extrême droite parlementaires, qui recommandaient cette option. Quant au fameux « Front contre le Marché commun », rassemblement populaire créé au début des années 70, il s'était scindé en deux à l'autisme dernier :

A trois jours du vote, les sondages donnent un léger avantage aux partisans de Maastricht, mais environ 20 % des électeurs restent indécis, et ce sont eux, sans doute, qui feront basculer, dans un sens ou dans l'autre, les résultats d'un référendum qui pourrait marquer, et pour longtemps, l'avenir du Danemark.

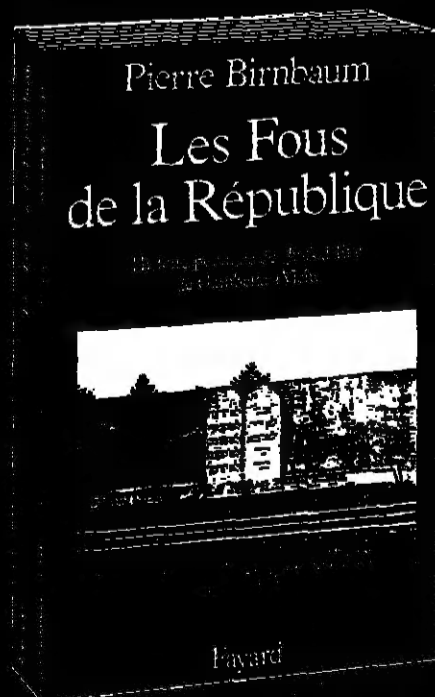
CAMILLE OLSEN

Le Monde publiera lundi (numéro daté 2 juin), dans le supplément « Espaces européens », les points de vue d'un journaliste et d'un professeur danois sur le traité de Maastricht.

POUR L'AMOUR DE LA RÉPUBLIQUE

L'histoire d'un amour bafoué...
Un gigantesque travail d'historien.

Michel Crépu, *La Croix*



Faisant mentir l'abbé Grégoire qui voyait dans l'émancipation des juifs de France sinon leur conversion du moins leur assimilation, les « juifs d'Etat » réussissent à concilier la tradition, voire une certaine solidarité communautaire, avec la loyauté républicaine.

Nicolas Weil, *Le Monde*

Une fresque romanesque à la Balzac, à la Zola...
Ouvrage monumental.

Guy Le Clech, *L'Arche*

FAYARD

EUROPE

GÉORGIE : une rencontre avec le nouveau numéro un à Tbilissi

M. Chevardnadze entend maintenir l'Ossétie du Sud au sein de la République

A la tête, depuis le 10 mars dernier, de sa Géorgie natale, M. Edouard Chevardnadze a fait, devant un petit groupe de journalistes français, vendredi 29 mai, à Tbilissi, le bilan de ses premières semaines d'exercice du pouvoir.

Tbilissi

de notre envoyé spécial

L'ancien ministre des affaires étrangères de M. Mikhaïl Gorbatchev s'est installé provisoirement à l'Institut d'histoire contemporaine, car les locaux du gouvernement ont brûlé lors des durs combats de rue qui ont précédé l'éviction, début janvier, du président Gamsakhourdia. Les traces de ces affrontements sont encore visibles sur l'avenue Roustaveli, la principale artère de la capitale. C'est à l'arme lourde que l'opposition démocratique est venue à bout des hommes de M. Gamsakhourdia, retranchés dans les sous-sols du Parlement, et les vieux immeubles soviétiques faisant face au bâtiment ne sont plus qu'un amas de décombres noircis.

M. Chevardnadze est aujourd'hui au pouvoir depuis deux mois et demi. Le plus important à ses yeux est la fin de l'isolement dont souffrait la Géorgie, sous la férule nationaliste et xénophobe de M. Gamsakhourdia. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lui a rendu visite les 25 et 26 mai. M. Roland Dumas est attendu dans les prochains semaines. « Il était vital, pour nous, d'être reconnus par la communauté internationale. Nous avons établi des relations diplomatiques avec les principaux pays occidentaux, dont la France, et nous avons pu entrer dans les grandes organisations économiques internationales. Cela devrait nous permettre d'obtenir les crédits sans lesquels nous risquons tout simplement la famine... »

L'épouse du président du Conseil d'Etat géorgien (et est son titre officiel, en attendant les élections prévues pour le 1^{er} octobre) est de constituer, grâce à ces crédits, des stocks alimentaires suffisants pour avoir six mois de réserves. Les

denrées seront mises en vente à des prix élevés, mais il y aura au moins de la farine, du lait et du beurre dans les magasins.

Certes, le Conseil d'Etat n'a pas été élu. « Mais il vaut quand même mieux qu'une junte militaire », a-t-il dit. La date et les modalités des élections ont été fixées. Les partis - nombreux en Géorgie - ont commencé à apprendre à dialoguer. L'ordre public continue de poser des problèmes. « Nous avons quatorze organisations armées. Ce n'est pas une situation normale. » Un décret a été promulgué qui vise à intégrer toutes les milices apparues ces dernières années au sein d'une armée nationale géorgienne encore à créer. « Celle-ci ne sera jamais utilisée dans les affaires intérieures. » C'est le rôle de la police et, dans les cas graves, des forces militaires, peu nombreuses, elles aussi à constituer.

« Ce conflit absurde doit cesser »

Le conflit avec l'Ossétie du Sud (le Monde du 30 mai) ? La situation s'est brusquement détériorée à la suite de cet « acte barbare » qu'a été, le 20 mai, l'assassinat par des miliciens géorgiens de trente-six femmes et enfants ossètes dans un convoi de réfugiés. Par représailles, les Ossètes du Nord ont coupé le gazoduc qui approvisionne en gaz naturel la Géorgie et l'Arménie. Les dernières réserves de mazout s'épuisent, et bientôt des boulangeries ne pourront faire cuire le pain. « Ce conflit absurde doit cesser. »

Pas question pour autant, de rendre aux Ossètes du Sud, minorité ethnique de cent mille personnes, le statut d'autonomie au sein de la République géorgienne que leur a enlevé le président Gamsakhourdia. « Ce n'est pas d'actualité », M. Chevardnadze a une proposition concrète : que les troupes ex-soviétiques encore basées à Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud, soient chargées d'observer la réalité du cessez-le-feu proclamé le jeudi 28 mai, mais qu'aucune des deux parties ne puisse jusqu'ici. Sur le fond de cette affaire, M. Chevardnadze a les

mêmes convictions que l'immense majorité de ses compatriotes. Il n'est pas question que les cent mille Ossètes du Sud soient réunis avec les six cent mille Ossètes du Nord et ainsi rattachés à la Russie, à laquelle appartiennent ces derniers. « Tant qu'un Géorgien vit, cela ne se fera pas. »

Est-ce que son retour en Géorgie, où il fut le premier secrétaire du PC, de 1972 à 1985, a été facile ? « Il y a beaucoup d'anciens dissidents qui siègent au Conseil d'Etat. Certains y siègent avec moi. Certains ont été emprisonnés lorsque j'étais premier secrétaire. Tout cela est dépassé. » Comment explique-t-il que les Géorgiens aient massivement élu, en octobre 1990, en la personne de M. Zviad Gamsakhourdia, un président mégalomane qui les a conduits au bord de la guerre civile ? « Notre démocratie est très jeune. Notre culture politique est récente. » A-t-il encore des contacts avec M. Gorbatchev ? « On se téléphone de temps en temps. Il m'a appelé à son retour des Etats-Unis. » De quoi ont-ils parlé ? « De l'amour », répond M. Chevardnadze dans un grand éclat de rire.

DOMINIQUE DHOMBRES

M. Jacques Delors à Moscou. - Le président de la commission européenne est arrivé, vendredi 29 mai, à Moscou où il doit examiner avec les autorités russes un projet d'accord entre la CEE et la Russie. - (AFP, Itar-Tass.)

NAKHITCHEVAN : intervention du CICR. - Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a évacué les corps de dix-sept combattants du Nakhitchevan, enclave azerbaïdjanaise à la frontière de l'Arménie, de l'Iran et de la Turquie. Un porte-parole du CICR a indiqué que l'organisation humanitaire avait obtenu deux trépas, les 27 et 28 mai, pour récupérer ces corps sur la ligne de front entre forces armées géorgiennes et azerbaïdjanaises. Trente mille personnes, soit 10 % de la population, ont été déplacées par les combats. - (AFP.)

LOIN DES CAPITALALES

La légende des Cosaques ressuscite sur le Dniestr

DOUBOSSARY (Moldavie)
de notre envoyé spécial

DES vieilles armures, ils ont sorti les tchertkes, leurs grandes redingotes aux cartouchières sur la poitrine. Dans les granges, ils ont dénichés les chachkas, leurs larges sabres légèrement recourbés de leurs ancêtres. Ils ont dépoussiéré les papahs, leurs hauts bonnets de fourrure. De leurs mémoires ont surgi les exploits guerriers de leurs aïeux.

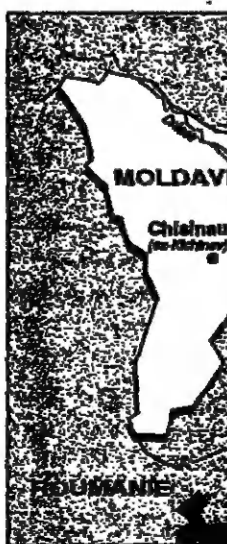
Le soir, soulevés, l'air martial et un peu fier, ils chantent les refrains enseignés par leur mère. Ils sont là, venus des confins méridionaux de la Russie, des rives du Don, du Kuban, de leur exil en Sibérie. Les voilà, en Moldavie, comme surgis d'un roman de Tolstoï, les petits-fils des paysans-soldats du tsar, les indigibles et glorieux défenseurs des lointains marches de la Russie étendue. Ici, à Doubossary, au front, sur le fleuve, avec les Russes de l'est de Moldavie qui se battent contre les Moldaves. Contre une kalachnikov et un paquet de roubles, ils sont venus mourir. Pour que revivie la légende de leurs grands-pères. Les Cosaques sont sur le Dniestr.

Ils se sont précipités, raconte Oleg, un jeune Cosaque d'Koutak (Sibérie), pour « sauver les Slaves en danger » de l'est de la Moldavie, ces Russes et ces Ukrainiens qui peuplent majoritairement la rive est du Dniestr et qui craignent que les Moldaves ne les entraînent en Roumanie. « C'est mon devoir de Cosaque », Oleg a répondu parce qu'il a lu « qu'on avait besoin de nous », que la Moldavie, annexée par l'URSS en 1940 et aujourd'hui indépendante, « était aux mains des bandits roumains ». Sa femme, sa « petite âme » comme disent les Cosaques, a pleuré. « Avant, nous devions servir le tsar et la patrie. Maintenant, même s'il n'y a plus de tsar, la Russie, explique-t-il, est toujours là. »

Ils ne chargent plus, sabre au clair, sur leurs chevaux blancs, mais lancent leurs assauts sauvages en blindé, le fusil-mitrailleur à la main. Mais quand l'un d'eux est tombé, il y a toujours, raconte Volodia, un Cosaque de vingt-trois ans, « un cheval qui suit son cercueil jusqu'à la tombe ». Depuis peu, à Doubossary, les Cosaques ont échangé leurs habits traditionnels, un peu dépareillés, contre de plus discrets treillis. Ils se cachent. Offi-

ciellement, ils sont repartis. Après que la Moldavie eut, longuement, crié à une nouvelle ingérence de la Russie, un accord est intervenu pour leur départ.

« Ils sont repartis, affirme un haut responsable russeophone, car ils ont eu ce qu'ils voulaient : faire connaître leur mouvement, avoir des armes en trophée et une formation militaire. » Il n'en restait que vingt ou trente, selon les autorités du Dniestr, qui affirment avoir payé, sous contrat, les hommes 3 000 roubles par mois et leurs officiers, 5 000, « même si l'argent les intéresse peu ».



« On nous poursuit. Nous sommes les légalitaires », explique l'un d'eux, vêtu de vert, qui dit se battre « pour pas un kopek » et qui donne, amusé, un nom fantaisiste. Combien sont-ils encore ? « Cela n'a pas d'importance », répond-il. Est-il vraiment cosaque ? « Il n'a pas de moustache. Il est trop jeune. Mais un Cosaque sans moustache n'est pas un vrai Cosaque », intervient, lisant la sienne, un grand-père de cinquante-deux ans, venu « lutter pour le peuple et l'honneur ». « Ils se sont camouflés parmi la garde russeophone », estime, dans les tranchées adverses, un commandant moldave. Ses combattants n'ont

écrit qu'un slogan sur leurs fortifications : « Mort aux Cosaques ». Certains sont morts, en effet, personne ne sait combien.

Oleg, lui, s'en va. Il est déçu. Les autorités russophones n'ont empêché de traverser le Dniestr. « Sinon, assure-t-il, nous en aurions fini depuis longtemps. » Il rentre à Irkoutsk, où, avec ses amis, il a fait renouer les traditions cosaques. Dans la seule région du Don, les seraient plus de dix mille à préparer leur mouvement renouveau. « Nous avons nos détachements qui patrouillent, explique Oleg, pour assurer l'ordre. »

L'ordre cosaque. Lorsque l'un d'eux eut été arrêté par la police locale pour avoir « vagabondé » une fille, ils l'ont libéré. « Pour lui donner, poursuit-il sans démonstration, cent coups de fouet sur la place publique. »

Les Cosaques du Don, du Kuban et de toute la Russie quittent le Dniestr. Pour être se cachent-ils ? Comment savoir, « ils n'obéissent qu'à leurs chefs », leurs aïeux, leurs ascendants (grands traditions des cosaques), avait un général de l'ex-armée soviétique stationné dans le Dniestr. Mais, pour les Russes et les Ukrainiens de Moldavie, « l'esprit cosaque » est resté : « Il faut être né dans nos familles pour le comprendre », jette l'un d'eux. « Alexandre » s'est découvert « cosaque de la mer Noire ». Il sort des tranchées où flotte son drapeau, blanc à croix bleue : « Nous avons vu de vrais amis. Ils nous ont aidés à faire renouer nos traditions. C'est à nous de lutter maintenant. »

A Doubossary, Vied, venu du Kuban, affirme vouloir « rester jusqu'à la fin ». Pour sonner le tocsin. Si la guerre, interrompue par un simple cessez-le-feu, reprend, alors, dit-il, « tout le Don, le Kuban, le Terek se lèveront ». Sur la rive moldave, les restaurants brûlent de révolte, « fantasmes, effrayants, admiratifs » - de Cosaques tués sans bouger, de beuveries et d'horreurs. Ecrasés par les bocheviques pour avoir combattu aux côtés des blancs tsaristes, ressuscités une première fois parce que Staline avait déclaré la Russie éternelle un pari face à Hitler, les Cosaques ont fait revivre, sur le Dniestr de l'Union décomposée, leur fabuleuse légende. Et, aussi, le spectre de la vieille Russie.



JEAN-BAPTISTE NAUDET

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le débat sur l'éducation

Le président de l'université Yale a démissionné pour créer un réseau national d'écoles privées

WASHINGTON

correspondance

L'annonce de la démission de M. Benno Schmidt, qui quitte ses fonctions de président de la prestigieuse université Yale pour prendre la tête d'une entreprise commerciale visant à créer un système national privé d'éducation, provoque des remous dans les milieux universitaires. M. Schmidt a accepté de diriger le projet Edison, inspiré par M. Christopher Whittle, homme d'affaires engagé dans la commercialisation de l'éducation, aux yeux duquel les élèves et étudiants sont surtout des consommateurs potentiels.

Il s'agit, d'ici à l'automne 1996, de construire et d'ouvrir deux cents écoles (maternelles, primaires, secondaires) qui recevront cent cinquante mille élèves. L'objectif est d'ouvrir mille écoles dans la prochaine décennie. Ce projet rejoint les intentions du gouvernement Bush, estimant que seule la

concurrence permettra d'améliorer la qualité des écoles publiques.

Dans l'immédiat, M. Whittle dispose seulement de 60 millions de dollars, fournis par les quatre grands groupes industriels et financiers associés au projet. Reste à trouver quelque 2,3 milliards de dollars. Les bénéfices escomptés sont élevés : 700 millions de dollars pour la première année des opérations portant sur deux cents écoles. Mais comment faire des bénéfices alors que, pour attirer les « clients », les écoles du projet Edison coûteront moins cher que les écoles publiques ? M. Whittle envisage de réduire la bureaucratie, de diminuer le nombre des enseignants (leurs traitements seront amoindris), de faire appel au volontariat, d'écarter le travail personnel des élèves, qui disposeront d'ordinateurs et de magnétoscopes, et de demander à ces derniers d'exécuter des menus travaux comme le nettoyage des locaux de l'école.

Beaucoup d'éducateurs redoutent l'effet négatif de cette commercialisation du lien étroit entre le profit et l'éducation. Une mauvaise année financière oblige-t-elle une école à fermer ses portes ? Est-ce qu'une compression des bénéfices entraînera une baisse de la qualité de l'enseignement ? Jusqu'à nouvel ordre, ces questions restent sans réponse.

HENRI PIERRE

M. Ross Perot fait campagne par satellite. - Le milliardaire texan Ross Perot, qui devrait annoncer sa candidature indépendante à la Maison Blanche dans les prochains jours, a inauguré, vendredi 29 mai, en Floride, sa campagne par satellite. Grâce à cette technique, M. Perot s'adressera en même temps, lors de son meeting à Orlando, à des auditeurs réunis dans cinq autres Etats : Ohio, Alabama, Kansas, Wyoming et Idaho. - (AFP.)

CHILI : devant le Parlement

Le chef de l'Etat propose l'abandon des dernières restrictions à la démocratie

Le Parlement chilien doit débattre, à partir du lundi 1^{er} juin, des modifications constitutionnelles proposées par le président Aylwin pour passer du retour à la démocratie, notamment l'abolition de l'immobilité des commandants en chef des différentes armées.

SANTIAGO-CHILI

correspondance

La période de transition entre le régime militaire et la démocratie est-elle terminée ? A entendre le président Aylwin, le doute n'est plus permis : « La transition est (...) le passage de l'Etat policier à l'Etat

de droit (...), de la coexistence basée sur la force et la terreur à la cohabitation pacifique : tout cela, nous l'avons atteint. » Il faut croire, cependant, que la tâche n'est pas complètement achevée puisque le chef de l'Etat chilien a soumis aux parlementaires neuf propositions de réformes constitutionnelles. Trois de ces projets s'attaquent au cœur même du système mis en place par la Constitution de 1980, élaborée sous le régime militaire, avec l'idée que la présidence serait exercée par le général Pinochet jusqu'en 1997.

Cette Constitution prévoit deux mécanismes de blocage de la représentation populaire. Le système électoral « binominal » limite de facto l'influence de la majorité politique. Par ce mode de scrutin, deux candidats sont élus par circonscription, et les deux tiers des voix sont nécessaires pour qu'une liste emporte les deux sièges. Dans le cas contraire, le candidat de la liste arrivée en seconde position est élu avec le candidat de la liste arrivée en tête. De sorte que, dans chaque circonscription, un candidat élu avec 35 % des voix accède au Parlement avec un concurrent ayant obtenu 65 % des suffrages.

Le blocage des sénateurs

Le régime militaire entendait ainsi « équilibrer » la représentation entre les partis opposés au général Pinochet, nettement majoritaires, et les partis qui lui étaient favorables. La manœuvre échoua au niveau du Parlement, elle réussit au niveau du Sénat. D'autant que l'institution de sénateurs désignés a encore renforcé la représentation des partisans du général Pinochet au sein

de la Chambre haute. Le gouvernement du président Aylwin a donc été contraint, pour les questions importantes, de rechercher un consensus avec au moins un des partis de droite. Cela a bien évidemment limité le nombre des réformes entreprises depuis le changement de régime.

L'introduction du scrutin à la proportionnelle et la suppression des sénateurs désignés ont donc pour objet de démocratiser la Constitution de 1980. Un troisième projet de réforme entend rétablir la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire, en mettant fin notamment à l'immobilité des commandants en chef des armées. « Ce mécanisme limite l'autorité du chef de l'Etat par un pouvoir de fait, ce qui, dans des circonstances déterminées, pourrait amener la force à prévaloir sur le droit », a souligné le président Aylwin. Bien que la réforme proposée ne s'applique pas aux commandants actuellement en poste (le général Pinochet est toujours commandant en chef de l'armée de terre), l'un des deux partis de la droite chilienne s'est déclaré franchement opposé à ce projet.

Démocratie complète ou démocratie toujours nous surveillant : les parlementaires devront choisir. La tâche du président Aylwin pour obtenir une majorité sera peut-être facilitée par les résultats des élections municipales du 28 juin, première consultation nationale depuis les élections présidentielle et législatives de 1989.

BRUNO ADRIAN

DIPLOMATIE

Réunion à Washington des cinq principaux exportateurs

Peu de progrès dans les discussions sur le contrôle des ventes d'armes

Les cinq principaux exportateurs d'armes du monde se sont engagés à ne pas vendre ni aider au développement d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques, a annoncé, vendredi 29 mai, un responsable du département d'Etat.

Les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et la Grande-Bretagne se sont réunis à Washington pour deux jours dans le cadre d'un effort, entamé il y a un an, pour contrôler les ventes d'armes dans le monde et qui a déjà donné lieu à deux réunions, à Paris et Londres.

Le responsable du département d'Etat a reconnu que la réunion de Washington n'avait pas apporté de « grandes nouveautés ». A la question de savoir si cet accord inter-

disait aux Etats-Unis de faire quoi que ce soit qui ne leur était pas déjà interdit, il a répondu « non ».

Il a indiqué que des premières informations sur les exportations d'armes vers le Moyen-Orient avaient été échangées, comme cela avait été décidé à la conférence de Londres. Trois participants l'ont fait valoir pour leurs ventes en 1991. Les deux autres, qu'il n'a pas voulu nommer, doivent l'avoir fait avant la fin du mois de juin.

Les cinq Grands se sont mis d'accord pour harmoniser leurs méthodes de contrôle des exportations et créer des procédures d'échanges d'informations sur les transferts vers le Moyen-Orient. Ils doivent se retrouver à Moscou à une date non fixée. - (AFP.)

CAMBODGE : la moitié du contingent a débarqué à Sihanoukville

Les « casques bleus » français à pied d'œuvre pour une mission difficile

SIHANOUKVILLE

de notre envoyé spécial

Il y a quelques mois à peine, le port s'appelait encore Kompong-Som. Il vient tout juste d'être rebaptisé, par le prince en personne, et se nomme désormais Sihanoukville. C'est là que la moitié du contingent français de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge) a débarqué, vendredi 29 mai. Dans la touffeur d'une saison sèche qui s'étire en attendant la mousson, quatre cent cinquante « paras » ont mis pied à terre devant le général Michel Lorrion, numéro deux de l'APRONUC, et le colonel Iratortza, commandant le bataillon français.

Après un « voyage de rêve » - avion charter pour touristes, centre hôtelier de luxe près de la plage thaïlandaise de Pattaya, puis bateau de croisière - les unités françaises ont pris contact avec une réalité plus rude, dans ce port bourdonnant d'activité. Le 3 juin, le bataillon entier - huit cent soixante-dix hommes - se déploiera dans la zone 6 - une région allant de la frontière thaïlandaise aux portes du Vietnam, sur un arc de cercle de plus de 300 kilomètres. En zone 4, au nord-est du pays, quelques-uns feront de la signature pendant un mois, en attendant l'arrivée du contingent uruguayen, en retard comme tant d'autres choses dans ce programme de paix de l'ONU.

Pour quatre unités de la 1^{re} division parachutiste, il s'agit d'un « retour en Indochine » : y avaient en effet servi - y compris, pour certains, à Dien-Bien-Phu - les 6^e et 9^e régiments de parachutistes d'infanterie de marine (RPMa), le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (RCP) et le 17^e régiment de génie parachutiste (RGP). Un tiers de ces soldats sont des appelés volontaires, envoyés sur le terrain pour la première fois. Mais ce casé indochinois, auquel certains aiment à se référer, est déjà lointain.

Au sein de l'APRONUC, la mission des Français, arrivés parmi les premiers - après les Indonésiens et les Malaisiens, voisins - sera, selon les termes du colonel Iratortza, de « ramener à la paix des gens qui ne savent plus ce que cela veut dire », mais qui, pour le plus part, ne rêvent que de cela. Il faut

dra être prêt pour le 13 juin, date à laquelle débiteront officiellement le contingent et le désarmement de 70 % des forces en présence. On semble pourtant être loin du compte.

Les réticences des Khmers rouges

Les contingents arrivent lentement. En outre, il faut organiser la collaboration entre militaires et spécialistes du monde entier : des pilotes « civils » russes d'hélicoptères aux techniciens chinois, en passant par des soldats pakistais ou canadiens. Surtout, il faut faire face aux réticences des factions cambodgiennes, en particulier des Khmers rouges. Ainsi, le contingent néerlandais n'a toujours pas été autorisé par ces derniers à pénétrer dans la zone de Pailin, qui lui est assignée par l'ONU. Cette unité a dû rebrousser chemin aux abords de cette région riche en pierres précieuses, où biva des généraux se sont entichés dans le trafic avec la Thaïlande.

Dans la zone 6, le contact n'a toujours pas pu être établi avec les Khmers rouges. Fortes de quelques centaines d'hommes, leurs troupes sont basées dans la montagne près

de la ville de Kampot. C'est, par ailleurs, pour répondre aux objections des hommes de M. Pol Pot - qui refusait que débute le désarmement avant que la frontière avec le Vietnam soit bouclée par les « casques bleus » - que l'APRONUC a décidé de confier temporairement les quatre provinces reculées de la zone 4 aux Français. Ainsi leur présence, déjà réduite par rapport aux besoins d'un pays en guerre depuis vingt-deux ans, apparaît plus que symbolique, presque dérisoire tant elle dépend, pour réussir, de la bonne volonté de chacun - et surtout des Khmers rouges.

Certains ici se montrent optimistes : l'opération n'a pas mal débuté, et la situation s'est déjà améliorée - sans même comparer avec les actions de l'ONU en Yougoslavie. D'autres, pourtant, craignent un dérapage, en raison notamment de l'insuffisance des moyens mis en œuvre, même s'il s'agit là de la plus importante mission de l'histoire des Nations unies. La riposte à une bavure ou à une provocation serait malaisée.

PATRICE DE BEER

■ **AFGHANISTAN** : une roquette a touché l'avion du président. L'avion transportant le président par intérim de l'Afghanistan, M. Sibghatullah Mojaddedi, a essuyé des tirs de roquettes, vendredi 29 mai. Blessé par l'explosion d'un de ses engins « à queue mûre de l'appareil », le pilote a toutefois réussi à se poser sur l'aérodrome de Kaboul. La milice ouzbèke du général Dostom, responsable de la sécurité autour de l'aéroport de la capitale, a mis en cause le mouvement de M. Heikmatyar, son ennemi islamiste. - (AFP, AP, Reuters)

■ **THAÏLANDE** : l'opposition revendique le pouvoir. La tension restait vive, samedi 30 mai, à Bangkok, où l'on craint un coup d'État après les menaces voilées proférées, la veille, par l'armée à l'encontre du mouvement démocratique. Dans ces conditions, le président du Parlement a décidé, vendredi, de reporter sa décision de proposer le général en retraite Somboun Rahong comme successeur de M. Suchinda Krapayoon au poste de premier ministre. L'opposition a rejeté cette nomination, prétendant désormais détenir la majorité au Parlement depuis le ralliement « d'un mois quinze députés » de la coalition promilitaire. - (Reuters, UPI)

■ **PHILIPPINES** : M. Fidel Ramos se proclame vainqueur des élections. Sans attendre les résultats définitifs des élections du 11 mai, M. Fidel Ramos s'est proclamé vainqueur, le samedi 30 mai, alors que près de 80 % des quelque 25 millions de bulletins sont dépouillés. L'ancien chef de la police du dictateur Ferdinand Marcos, devenu ministre de la Défense du nouveau régime démocratique, avait le soutien de la présidente

Aquino. Il compte environ 800 000 voix d'avance sur M. Myrman Santiago, qui a centré sa campagne sur une dénonciation de la corruption. M. Eduardo Cojuangco, ami et partenaire en affaires de Marcos, est en troisième position. - (AFP, AP, Reuters)

■ **THAÏLANDE** : l'opposition revendique le pouvoir. La tension restait vive, samedi 30 mai, à Bangkok, où l'on craint un coup d'État après les menaces voilées proférées, la veille, par l'armée à l'encontre du mouvement démocratique. Dans ces conditions, le président du Parlement a décidé, vendredi, de reporter sa décision de proposer le général en retraite Somboun Rahong comme successeur de M. Suchinda Krapayoon au poste de premier ministre. L'opposition a rejeté cette nomination, prétendant désormais détenir la majorité au Parlement depuis le ralliement « d'un mois quinze députés » de la coalition promilitaire. - (Reuters, UPI)

A TRAVERS LE MONDE

BURKINA

Ecrasante victoire du parti présidentiel aux législatives

L'Organisation pour la démocratie populaire-Mouvement du travail (ODP-MT, que dirige le président Blaise Compaoré) a remporté 78 sièges parlementaires sur 107, lors des élections législatives du dimanche 24 mai. Ces résultats officiels, annoncés, vendredi 29 mai à Ouagadougou, par la commission nationale d'organisation des élections, représentent une écrasante victoire pour les partisans du chef de l'État, dont la légitimité avait été, un moment, ébranlée.

Les partis de l'opposition ne dépasseront que de 23 sièges, dont 12 pour la Convention nationale des patriotes progressistes-Parti social démocratique (CNPP/PSD) de M. Pierre Yao. Ce dernier a dénoncé des « fraudes », les listes électorales ayant été, selon lui, manipulées, afin d'en exclure les opposants. En revanche, les observateurs étrangers (Africains, Français et Allemands) ont estimé que le scrutin s'était déroulé dans des conditions « satisfaisantes ». Autre ombre au tableau, indiscutable celle-ci : la très faible taux de participation (33,8 %). - (AFP)

ÉTATS-UNIS

Le débat sur la mort du président Kennedy relancé

Dix jours après l'affirmation par des médecins légistes que le président John Kennedy avait bien été assassiné de dos par une seule personne, des techniciens de la Navy ont contredit, vendredi 29 mai, cette version officielle en soutenant qu'il avait aussi été touché de face.

Lors d'une conférence de presse à New-York, trois techniciens de la Navy, dont un photographe qui a pris des clichés de l'autopsie et un homme qui avait effectué des radios du corps, ont affirmé que les photos et radios présentées jusqu'ici avaient été maquillées.

Selon les trois hommes - MM. Jerril Custer, Paul O'Connor et Floyd Riebo, - les photos de la tête du président montrant l'arrière du crâne intact ont été retouchées pour cacher un trou qui aurait été provoqué par une balle entrant de face. Ce maquillage aurait été effectué pour cacher à la version officielle, qui veut que le président Kennedy ait été assassiné, le 22 novembre 1963, par le seul Lee Harvey Oswald, qui l'a tué depuis l'arrière, affirmant les hommes de la Navy. - (AFP)

RWANDA

Amorce de dialogue entre gouvernement et rebelles

Les premiers contacts officiels entre les partis politiques membres du nouveau gouvernement de coalition et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont eu lieu, vendredi 29 mai, à Bruxelles, a-t-on appris auprès du FPR. Des responsables du Mouvement démocratique républicain (MDR), du Parti social-démocrate (PSD) et du Parti libéral (PL) ont eu une entrevue avec une délégation du FPR, conduite par son président, le colonel Kanyaranga. Ces entretiens ont porté, notamment, sur la préparation des discussions qui doivent s'ouvrir en juin, à Paris, sous l'égide de la France, entre le gouvernement et le FPR.

Paralysé depuis un an et demi par la guerre civile, le Rwanda est toujours en proie aux violences

politiques. Kigali a ainsi été le théâtre, jeudi et vendredi, de manifestations sanglantes, qui ont fait au moins un mort et plusieurs blessés. Selon d'autres informations, non confirmées, le bilan oscillerait entre cinq et sept morts. Au cours d'une marche organisée par les partisans du président Juvenal Habyarimana, de jeunes manifestants, souvent armés de bâtons, de pierres et de machettes, ont attaqué des personnalités de l'opposition ou des biens leur appartenant, déclenchant des affrontements dans les rues de la capitale. - (AFP)

Soudan

Des milliers de civils fuyant les combats se réfugient au Kenya

Plus de 22 500 civils soudanais, dont quelque 12 500 enfants, fuyant les combats dans le sud du pays, sont arrivés, vendredi 29 mai, au Kenya. Ce nouvel afflux, annoncé par le Haut-Commissariat pour les réfugiés auprès des Nations unies (HCR), porte à plus de 280 000 le nombre total des réfugiés - soudanais, mais aussi éthiopiens et somaliens - qui ont réussi à gagner le Kenya au cours de ces derniers mois. L'afflux soudain de ces Soudanais fait suite à l'annonce de la prise de la ville de Kapoeta, jusque-là aux mains des rebelles sudistes, par les troupes de Khartoum.

Le HCR, qui a débouqué 500 000 dollars des fonds d'urgence pour faire face à cette nouvelle vague de réfugiés, a lancé, en vain, il y a deux semaines, un appel à l'aide internationale pour financer l'accueil de ces populations. Selon les estimations du HCR, les réfugiés somaliens et éthiopiens arrivent désormais au Kenya au rythme de 1 000 à 2 000 personnes par jour, la plupart dans un état de malnutrition et de désydratation avancé. - (AFP)

La « guerre oubliée » du Sri-Lanka

Suite de la première page

Trente mois plus tard, le dernier des soldats de New-Delhi rembarquait piteusement : à contre-cœur, l'Inde avait cédé à la demande de M. Premadasa, n'ayant réglé aucun problème et ayant perdu deux mille hommes contre les Tigres.

Aujourd'hui, le Sri-Lanka vit une situation étrange (2). Dans le Nord, il existe déjà une entité tamoule autonome recouvrant l'essentiel de la province septentrionale, avec, pour capitale, Jaffna, deuxième ville de l'île. Les forces de Colombo n'y occupent que quelques enclaves : la base aérienne de Palali ; huit îles face à Jaffna ; la langue de terre de Pooneryn, point de départ, aguerri, du seul ferry vers Jaffna ; et Elephant Pass, unique accès routier à la capitale du « pays tamoul ». Depuis l'automne, cette situation est figée : l'armée a peu lancé d'opérations « pointues », sinon pour disputer aux Tigres le Wel-Oya, zone du Nord-Est où sont installés des camps des LTTE et où se tiendraient M. Prabhakaran lui-même.

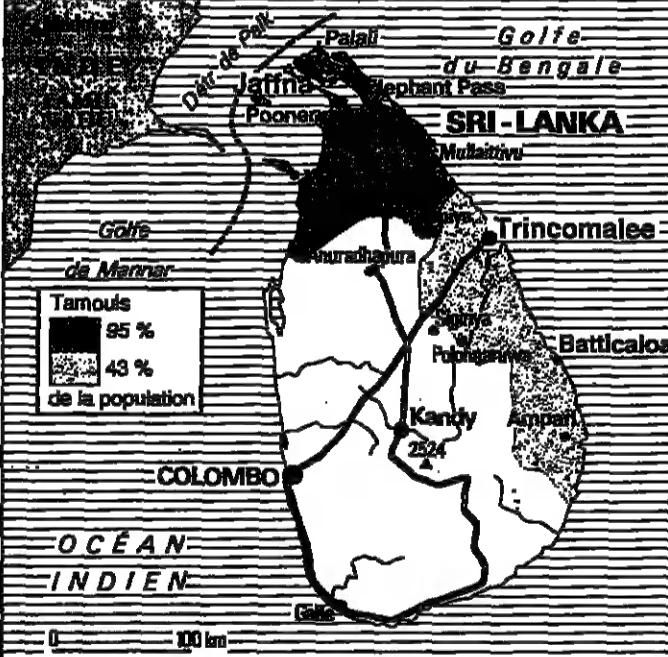
Dans cette « drôle de guerre » conventionnelle, les populations

routes. Les rebelles pratiquent eux aussi une politique de terreur : outre, naturellement, les Cinghalais, leurs victimes désignées sont des villageois musulmans, assassinés par centaines, de façon souvent atroce ; ces hommes, qui parlent tamoul mais refusent l'empire des LTTE, sont tenus pour « traîtres » par les Tigres.

Des centaines de milliers de réfugiés

Bien que les récoltes aient, pour la première fois depuis 1990, été effectuées cette année dans l'Est, les civils sont très touchés par cette guerre, en particulier les paysans, qui n'ont plus guère se déplacer, ne serait-ce que pour aller se faire soigner en ville. Plusieurs centaines de milliers d'habitants se sont réfugiés vers le sud, notamment à Colombo, où ils grossissent la troupe des vendeurs à la sauvette et des mendiants. Les violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre ont déçu depuis un an, en partie en raison des pressions internationales.

Tout en manifestant une réelle



demeurées sur place (3) souffrent du blocus imposé par Colombo sur certains produits « stratégiques » (des instruments chirurgicaux aux piles électriques...) et vivent dans la crainte permanente de l'assaut. A Jaffna, certains quartiers ont été dévastés par les batailles de 1987 et 1990. La ville, aguerrie riant et armée, est méconnaissable : privée d'électricité et d'eau courante, on y voit plus circuler, faute d'essence, que des bicyclettes. Aucune grave carence alimentaire n'a été constatée, mais la situation n'y est pourtant signalée : la campagne fournit à plein ses récoltes. Pour ne pas trop s'aliéner la population, l'armée laisse passer les produits nécessaires à la vie quotidienne, à l'exception notable de médicaments tels que les antibiotiques. Enfin, la Croix-Rouge internationale est autorisée à débarquer chaque mois 8 000 tonnes de produits divers. Le gouvernement, désireux de maintenir la fiction de son contrôle sur le Nord, envoie même à Jaffna, toujours via la Croix-Rouge, les traitements des fonctionnaires. Détail piquant : il finance ainsi en partie la guerre menée contre lui, puisque les LTTE prélèvent un impôt sur ces versements.

Dans la province de l'Est, la situation est très différente. Après la rupture par les LTTE, le 10 juin 1990, d'une trêve d'un an, l'armée a mis peu de temps à lui reprendre le contrôle des villes, Amparai, Batticaloa et Trincomalee, ainsi que des petites localités et des grands axes de circulation. Comme l'ont dénoncé maintes instances internationales, cette reconquête s'est accompagnée - de part et d'autre, mais surtout de la part des militaires - de graves violations des droits de l'homme : disparition de civils et exécutions sommaires notamment. Les combattants tamouls, très aguerries, sont dès lors réfugiés dans leurs camps de la « jungle », d'où ils harcèlent les soldats sri-lankais installés à l'orée des villages et aux carrefours. Tous les matins, les militaires doivent déminer les

combattants, les LTTE ont perdu du terrain. Le mouvement, qui recrute sur une base de deux millions de personnes environ et qui a perdu près de sept mille combattants en deux ans, s'essouffait. Ses guerriers sont de plus en plus souvent des adolescents et, pour près d'un quart, de jeunes femmes. La conscription est présentée par les LTTE comme une ardeur obligation. Nombre de familles, qui n'entendent pas sacrifier leurs enfants, émigrent avec eux, les plus aisés notamment. L'ampleur de cet exode est attestée par le fait que soixante mille Tamouls du Sri-Lanka vivent aujourd'hui en France. Selon des informations officielles, les Tigres ne seraient pas plus de sept mille cinq cents. Un dur endoctrinement aidant, ces combattants sont très déterminés : la renvoie à chacun d'une capsule de cyanure pour se suicider plutôt que d'être pris comme la prise de toge virile pour les guerriers.

Les Tigres sont surtout concentrés dans le Nord, pour défendre le « territoire sacré » de Jaffna. Leurs commandos ont sur leur adversaire l'avantage d'une rusticité et d'une mobilité supérieures, dérivées de leur connaissance du terrain. Ils ont, par exemple, créé une unité de trois cent cinquante « Tigres de mer », spécialisés dans le débarquement des armes. Celles-ci viennent soit du sous-continent indien à bord d'embarcations ultrarapides permettant d'échapper à la marine de Delhi, soit de cargos s'immobilisant hors des eaux territoriales.

La principale raison de l'affaiblissement des Tigres est autre. Leur cause, d'abord bien accueillie à l'étranger après le pogrom de juillet 1983 où des centaines de Sri-Lankais de religion hindoue avaient péri, y est devenue moins populaire, en Europe notamment : des notes barbares des LTTE ont indigné l'opinion, en particulier les massacres d'adversaires tamouls auxquels ils se sont livrés. La surveillance qu'ils exercent sur leurs compatriotes

émigrés, aux fins de la collecte de « l'impôt patriotique », inquiète les pays occidentaux. Mais l'erreur majeure des Tigres a sans aucun doute été l'assassinat, en mai 1991, de Rajiv Gandhi. Cette action leur a valu la vive hostilité de l'Inde, longtemps leur protectrice mais qui vient de déclarer les LTTE hors la loi.

Les autorités de Colombo semblent hésitantes. Fin 1991 d'abord, puis en février, tout semblait prêt pour une « offensive finale » contre Jaffna. Pourquoi n'a-t-elle pas eu lieu ? Certains observateurs estiment que les forces armées ont alors mené une « guerre psychologique », afin de jurer les réactions internationales à une telle entreprise. D'autres mettent cette hésitation sur le compte de divisions au sein du pouvoir. Il existe au Sri-Lanka comme ailleurs des « colonnes » et des « faucons ». Les forces armées elles-mêmes sont partagées : le général Kobekaduwa, commandant du front nord, au contact de l'ennemi, est ainsi très réservé sur l'opportunité d'un assaut. La population sri-lankaise, quant à elle, est lasse, toutes ethnies confondues. L'exaspération, voire la haine, qui avait saisi Cinghalais et musulmans lorsque les LTTE avaient relancé la guerre en juin 1990, a fait place à la résignation. Des missions de paix ont été menées ces derniers mois par des personnalités religieuses, notamment des bouddhistes - geste important du fait que les bikkus (bonzes) sont souvent considérés comme l'avant-garde du nationalisme cinghalais.

Pressions et ouverture

L'immense majorité des Sri-Lankais souhaite le succès de la commission parlementaire de paix. « C'est la seule façon d'interdire la désintégration de la nation et la poursuite du massacre de nos soldats et de tant de jeunes gens dévoués à une cause », nous déclare M. Moonasinghe. Selon cet influent député de l'opposition (SLFP) qui préside la commission, ses travaux devraient aboutir en juin. Mais nul ne croit qu'ils contraindront les LTTE à la négociation. Quel qu'il en soit, l'opposition, emmenée par l'ancien premier ministre, M. Sirimavo Bandaranaike, penche pour la fermeté, ne voulant pas laisser le président empocher le bénéfice d'un sursaut nationaliste.

Beaucoup dépend donc de M. Premadasa. Le chef de l'État n'avait guère été, en tant que premier ministre, dans les années 80, un adversaire implacable des rebelles tamouls. Devenu président en 1989, il a aussitôt entamé des négociations avec les LTTE. Il ne s'est pas opposé, fin 1989, à l'établissement du pouvoir LTTE sur tout le Nord-Est. Et il n'a jamais mis les Tigres hors la loi. M. Premadasa n'est donc pas un « faucon ». En fait, sa politique a toujours entretenu combiner pressions et ouverture à la négociation. Certains signes laissent néanmoins à penser qu'il aurait récemment opté pour la ligne dure, poussé peut-être par de graves difficultés de politique intérieure. Ainsi les commandants des trois armées ont reçu fin avril, début mai, pour mener les offensives à leur façon. Un récent et substantiel renforcement des moyens en matériel suggère aussi que les « faucons » dominent. L'offensive contre Jaffna pourrait avoir lieu avant l'été.

JEAN-PIERRE CLERC

(2) Sur 17 millions de Sri-Lankais, les Cinghalais, presque tous bouddhistes, sont 12,5 millions ; les musulmans, un peu plus de 1 million ; les Tamouls, presque tous hindous, représentent plus de 3 millions de personnes ; ils se partagent entre 2 millions d'entre eux dits « de Jaffna », installés de temps immémoriaux dans l'île, et 1 million d'origine indienne, plus récente, vivant au centre de Ceylan, où ils travaillent dans les plantations, de thé. Les chrétiens sont 1,2 million.

(3) Plus d'un demi-million de Tamouls ont émigré, pour l'essentiel en Europe de l'Ouest et dans des pays du Golfe.

AFRIQUE

■ **ÉTHIOPIE** : levée du couvre-feu instauré il y a dix-sept ans. - Les habitants d'Addis-Abeba ont été, dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 mai, la levée du couvre-feu, qui était en vigueur dans le pays depuis dix-sept ans. Les boîtes de nuit de la capitale sont restées ouvertes jusqu'à l'aube, tandis que, dans les rues, des groupes de musiciens célébraient l'événement. Le couvre-feu a été levé jeudi, un an jour pour jour après la chute du régime Mengistu. - (AFP, Reuters)

POLITIQUE

Un avis du Conseil d'Etat

Les couples de fonctionnaires ne peuvent cumuler les suppléments familiaux de traitement

En vertu de la loi du 13 juillet 1983 les fonctionnaires ont droit à une rémunération comprenant, en cas d'enfants à charge, un supplément familial de traitement (1). A la suite d'une décision dans laquelle le Conseil d'Etat avait admis que rien n'interdit, en l'absence d'une disposition législative expresse, qu'un agent public cumule ce supplément familial de traitement avec un avantage analogue dévolu par son conjoint lorsque celui-ci travaille dans le secteur privé, de nombreux couples de fonctionnaires ont revendiqué pour eux-mêmes le bénéfice de ce cumul, sans l'obtenir (le Monde du 16 mars).

Deux tribunaux administratifs, ceux de Grenoble et de Nancy, confrontés à de nombreuses demandes de recours, avaient donc saisi en appel le Conseil d'Etat pour lui demander de trancher la question alors que les syndicats de la fonction publique réclamaient le bénéfice de prestations rétroactives pour un montant de l'ordre de huit milliards de francs. Un million de fonctionnaires étaient directement concernés.

La haute juridiction administrative a tranché cet imbroglio, vendredi 29 mai, en estimant que dans les ménages de fonctionnaires les accessoires de traitement accordés du fait des enfants en charge ne peuvent se cumuler. Le bénéfice du supplément familial ne peut être accordé qu'une fois au titre d'un même enfant.

De l'avis du Conseil d'Etat ce principe « trouve sa source dans la loi du 14 septembre 1941, premier embryon d'un statut général des fonctionnaires, dont l'article 97 excluait expressément le cumul de tels avantages pour les ménages de fonctionnaires » et si cet article a été « abrogé par l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental » il a « été ensuite rétabli par l'ordonnance du

6 janvier 1945 » et « est resté en vigueur jusqu'à son abrogation explicite par la loi du 26 juillet 1991 (...) qui s'est bornée à rappeler une règle ancienne et n'a rien changé au droit applicable ».

Le Conseil d'Etat a précisé que cette règle du non-cumul du supplément familial de traitement doit s'appliquer non seulement aux fonctionnaires des administrations de l'Etat mais également à ceux des collectivités locales et des établissements hospitaliers couverts par le statut de 1983, ainsi qu'aux militaires de carrière, aux magistrats et aux agents non titulaires de la

fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale dont le traitement est fixé par référence au traitement des fonctionnaires.

(1) Calculé en fonction du nombre d'enfants, cette composante du traitement des agents de l'Etat est allouée en plus de la rémunération dite pour « service fait » et vient s'ajouter à diverses autres indemnités. D'un montant de 15 F par mois pour le premier enfant elle passe rapidement à une moyenne mensuelle de 402 F pour le second puis de 986 F pour le troisième. Au-delà, cette moyenne mensuelle s'établit à 694 F.

Annonçant son retrait du comité directeur

M. Allègre regrette que le PS soit « en panne d'idées »

M. Claude Allègre, ancien conseiller spécial de M. Lionel Jospin lorsque celui-ci était ministre de l'Éducation nationale, annonce, dans un entretien au Point daté du 30 mai, qu'il a « décidé de démissionner » du bureau exécutif du Parti socialiste. « Je veux retrouver ma pleine liberté d'intellectuel », affirme-t-il, en précisant qu'il ne se représentera pas au comité directeur du PS lors du prochain congrès de Bordeaux en juillet.

Comparant « avec un certain recul » le bilan de M. Giscard d'Estaing et celui des socialistes, M. Allègre note que ces derniers, s'ils « ont mieux réussi sur le plan économique », « n'ont pas fait la différence dans le domaine social ». « Sous Giscard, les chômeurs étaient indemnisés à 90 %, les travailleurs sont entrés dans les conseils d'administration des entreprises, les prisons ont été pour la première fois réformées, le vote à dix-huit ans a été instauré, M. Simone Veil a fait la loi sur l'IVG », souligne

M. Allègre. La gauche a amené la retraite à soixante ans, la cinquième semaine de congés payés, l'impôt sur les grandes fortunes, le RMI, les mesures sur l'éducation nationale. Selon l'ancien collaborateur de M. Jospin, « la comparaison n'est pas assez contrastée ».

M. Allègre estime que le PS est « en panne d'idées » et que le nouveau programme du parti « est de l'eau tiède ». « L'expression de « modernisation du PS » agace », précise-t-il, ajoutant que « le monolithisme aujourd'hui recherché conduirait à l'éclatement du parti ». Commentant, enfin, la démission du gouvernement de M. Bernard Tapie, M. Allègre se déclare « choqué par le mélange des affaires et de la politique », mais précise qu'il est « stupéfié par le manque de décence de certains socialistes qui, après avoir porté aux nues M. Tapie, lui ont brutalement tourné le dos ».

Il y a trente-cinq ans, le Parlement débattait du traité de Rome

Quand les députés progressistes exhortaient la France à refuser le « saut dans l'inconnu » de l'Europe...

Il y aura bientôt trente-cinq ans, le 24 juillet 1957, l'Assemblée nationale adoptait définitivement le traité de Rome, qui marquait la naissance de la Communauté économique européenne. Référence permanente dans l'actualité parlementaire sur le projet de loi constitutionnel préalable à la ratification du traité de Maastricht, les accords de 1957 avaient été négociés, au nom de la France, par M. Maurice Faure, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Eclipsée par les préoccupations algériennes, la

ratification du traité de Rome n'avait pas donné lieu aux débats passionnés et aux déchirements suscités trois ans plus tôt par le projet de Communauté européenne de défense (CED). Si les divisions apparues, tant à gauche qu'à droite, à propos de Maastricht, évoquant davantage la querelle de la CED, on retrouve dans les arguments avancés par les adversaires de la ratification les mêmes craintes que celles exprimées par les parlementaires en 1957.

Heureusement, il y avait l'Algérie ! M. Maurice Faure reconnaît aujourd'hui, avec un brin de cynisme, que le conflit algérien qui mobilisait l'opinion publique, il y a trente-cinq ans, lui a « opportunément » permis de mener à bien les négociations sur le traité de Rome avec ses cinq partenaires européens. Après le refus de la France de ratifier la CED et alors que les plâtres ouverts par ce débat dans tous les groupes politiques étaient encore vives, le gouvernement avait tout à craindre d'un nouveau débat européen. L'enjeu était de taille : « Il fallait repartir, rattraper le fil rompu par la CED », se souvient M. Faure. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères savait que la première maladresse, la moindre surenchère, pouvaient être fatales à une ratification par la France.

Janvier 1957. Après plusieurs mois de négociations, le gouvernement de Guy Mollet a prudemment accepté de répondre aux interpellations des députés sur les enjeux du futur traité. Le débat est vif. Aux côtés de Jacques Duclos qui, au nom des communistes, dénonce « l'Europe vaticane, centre de bellicisme actif » et met en garde les « fraternités de la relance européenne » contre la montée de l'iniquité dans le pays, on trouve, même chez les modérés, de fortes réticences à

l'égard d'un traité qui risque de mettre en péril l'agriculture française et de compromettre le développement économique de l'outre-mer. Dans un ordre du jour voté par 322 voix contre 207, l'Assemblée nationale fixe un cadre précis au gouvernement pour la suite des négociations.

C'est muni de ce mandat impératif que M. Faure retrouve, dans le château bruxellois de Val-Duchesse, ses homologues allemand, italien, belge, néerlandais et luxembourgeois. « Notre but était de tout faire pour ne pas renouveler la CED », raconte-t-il. L'obésité, c'était que la France refuse et symboliquement, le ministre français demande à ses partenaires de modérer leurs exigences, « de ne pas trop en faire » pour ne pas froisser la susceptibilité hexagonale.

La confiance qui s'est progressivement instaurée entre les six chanceliers apaisait les difficultés. « Il y avait entre nous une unité de vue totale sur la construction européenne. Nous étions devenus des amis. Beaucoup de choses se réglaient dans le chambré d'une fenêtre, la confiance était absolue, confiait M. Faure. Mais nous étions que six pays, très hétérogènes, et surtout... il n'y avait pas la Grande-Bretagne ! »

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères obtient satisfaction sur les deux points symboliques : la politique agricole commune et l'intégration de l'outre-mer à la CEE. « C'est la France qui menait le débat, l'Allemagne suivait. Le traité était un marché non exprimé : favorable à la politique agricole française et favorable à la politique industrielle allemande ».

Le traité est signé le 23 mars. De retour devant l'Assemblée nationale, M. Faure va devoir convaincre les députés de la justesse et de l'équilibre du traité. Les craintes à l'égard d'une Allemagne qui a déjà largement reconstruit son potentiel industriel sont loin d'être dissipées, et la nouvelle politique agricole commune définie par les Six ne rassure pas tous les parlementaires, en dépit du soutien qu'elle a reçu de la majorité des organisations professionnelles. Le débat sur la ratification s'ouvre le 1^{er} juillet. Dans son discours, M. Faure met en garde les députés tentés par le repli hexagonal : « Nous vivons aujourd'hui sur une fiction qui consiste à dire : il y a quatre grands dans le monde. Eh bien ! il n'y a que quatre grands, il y en a deux : l'Amérique et la Russie. Il y en aura un troisième à la fin du siècle : la Chine. Il dépend de nous qu'il y en ait un quatrième : l'Europe ».

« Inutile, dangereux et inopportuniste » S'il obtient le soutien explicite de M. Valéry Giscard d'Estaing (groupe des indépendants et paysans d'action sociale) qui, à la tribune du Palais-Bourbon, appelle déjà de ses vœux, au-delà de la construction d'une culture économique, une unité politique européenne, ainsi que celui des socialistes, du Rassemblement des gauches républicaines et encore celui de l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR) de M. François Mitterrand, M. Faure ne parvient pas pour autant à convaincre la totalité du groupe radical et radical-socialiste auquel il appartient.

Parmi les orateurs résolument hostiles à la ratification, deux voix fortes s'élèvent : celle de Pierre Cot, membre des Républicains progressistes — et père de l'un des députés socialistes les plus européens du Parlement de Strasbourg, M. Jean-Pierre Cot — et celle de Pierre Mendès France. « Le gouvernement nous propose de faire un saut dans l'inconnu et de le faire avec un mauvais parachute », s'exclame Pierre Cot. « Le marché commun est à la fois inutile, dangereux et inopportuniste », poursuit-il, avant d'alerter ses collègues : « dans leur conscience de Français », sur le risque d'« invasion pacifique » de leur pays par une Allemagne omnipotente. « Nous pourrions voir dans nos villes, à la tête de nos

silence mystère

LIVRES POLITIQUES

DANS le très gaullienne hiérarchie des valeurs qui caractérise encore l'esprit et le fonctionnement de la V^e République, la politique extérieure et la défense sont sous la responsabilité directe du chef de l'Etat. Ces deux champs d'action qui, plus que d'autres, sont censés établir le rang de la France dans le monde, appartiennent, selon une pratique déterminée par l'usage plus que par la Constitution, au domaine dit « réservé » du président. Les successeurs du général de Gaulle ont sur ce point respecté l'héritage, quand bien même ils en avaient critiqué la validité, ce qui est surtout vrai de M. Mitterrand. Le fond, comme la forme, a été protégé puisque, pour l'essentiel, la politique extérieure et le système de défense imposés, non sans mal, par le fondateur de la Cinquième ont, peu à peu, surmonté les réserves et les oppositions initiales pour devenir l'objet d'un consensus que les présidents successifs ont géré jalousement.

Le général de Gaulle avait touché juste : la notion si particulière de « rang », dans une hiérarchisation des nations très subjective par rapport à d'autres critères de classement, continue de fêter la fierté nationale et donne à croire que la France (son influence, le respect qu'elle inspire, le rôle qu'elle joue) détiendrait le pouvoir d'être un peu plus que ce qu'elle est. Il y a dans la notion magique d'un mélange de nostalgie historique, de narcissisme culturel, de volontarisme et de prétention, de particularisme et de messianisme. Toujours est-il que la France se voudrait à part, un peu au-dessus des pays auxquels elle est comparable. Comme on sait, il est difficile de tenir son rang quand les moyens sont mesurés. Les successeurs du général de Gaulle ont fait de leur mieux, sans encourir les foudres de leurs concitoyens, les oppositions qu'ils ont affrontées portant sur des désaccords internes, d'ordre économique ou social le plus souvent.

Or, au moment où renaît, avec la ratification du traité de Maastricht, le vieux débat sur le part de souveraineté nationale qu'il convient de sacrifier à la construction européenne, d'autres formes

Le domaine contesté

de contestation globale visent la gestion présidentielle de la diplomatie française. Deux exemples charpentés de cette attitude critique, qui rompt avec le consensus ambiant (si l'on excepte les reproches ponctuels), nous sont donnés avec les essais d'un journaliste, Alain Genestier, qui publie les *Péchés du prince*, et d'un diplomate, Jacques Jéssel, auteur de la *Double Défaite de Mitterrand*. Dans les deux cas, il s'agit de démontrer que le président de la République a commis de grosses erreurs dans son appréciation des événements qui ont inégalement, et parfois changé, le monde, ces dernières années, et que ces fautes tiennent à la manière dont le pouvoir est exercé. Jacques Jéssel limite son « témoignage » aux questions concernant l'Allemagne et les relations Est-Ouest, qu'il connaît bien, et Alain Genestier, après avoir procédé à des observations analogues sur le théâtre européen, élargit son examen critique à la guerre du Golfe.

Les deux auteurs concluent que la diplomatie française n'a pas mesuré à temps la profondeur des changements intervenus en Europe de l'Est et qu'elle n'a pas spontanément eu les réactions qui convenaient, qu'il s'agisse de la volonté réformatrice de Gorbatchev, des aspirations qu'incarnait Eltsine, de la tentative de coup d'Etat à Moscou, de la chute du mur de Berlin et de l'irrépressible mouvement d'unification de l'Allemagne. A ces rétrospectives parallèles, Alain Genestier ajoute le décompte des illusions, des contradictions et des velléités qui, selon lui, ont marqué l'engagement de la France dans la coalition contre l'Irak. Les deux ouvrages sont intéressants par les retours documentés qu'ils opèrent sur le déroulement de ces différentes crises. Sans oublier qu'elles procèdent d'un parti pris critique, les démarches suivies dans la *Double Défaite de Mitterrand* et les *Péchés du prince* mettent sérieusement en cause la cohérence et

la lucidité d'une diplomatie qui supporte mal d'être contestée.

L'analyse de la politique extérieure permet à Alain Genestier de mettre à nu « les tics et les travers du système mitterrandien ». Il reproche au Prince de pécher par orgueil et de croire « qu'il suffit de ne pas donner son avis aux événements pour que tout s'arrête ». Il lui attribue une vision immobiliste de l'histoire, qui privilégie l'ordre plutôt que le mouvement, et une propension à se jouer des Etats comme il le fait des partis politiques dans l'Hexagone. Jacques Jéssel, qui a la nostalgie du gaullisme, s'interroge sur les raisons de ce qu'il considère comme un glissement. Il met en cause l'âge du capitaine, les divisions du parti au pouvoir, la politisation de l'administration et, surtout, la délérioration de l'outil diplomatique. A ses yeux, le Quai d'Orsay, chamboulé et mis au pas, « a cessé de jouer ce rôle de sonnette d'alarme, qu'on ne lui demande plus de jouer ».

Les raisons psychologiques ou partisans avancées par nos deux contestataires ne suffisent pas, toutefois, à rendre compte des ratés dans la gestion du fameux domaine réservé. Quels que soient les tics et les tics propres à M. Mitterrand, dont on célèbre la clairvoyance et la fermeté lorsqu'il prenait position dans la crise des missiles européens ou sur la défense des droits de l'homme, et qui est toujours reconnu comme un fervent européen, ils n'ont rien d'exceptionnel : ses prédécesseurs s'investissaient tout aussi subjectivement dans l'action diplomatique, au risque de commettre certaines erreurs. Le général de Gaulle était avancé en âge lorsqu'il revint au pouvoir et Georges Pompidou fut frappé par la maladie avant de l'être par la vieillesse. Enfin, qu'on sache, le parti gaulliste ne s'est pas privé en son temps d'occuper sa place dans l'Etat !

Le vrai travers du domaine réservé est, précisément, de l'être trop. Si le gouvernement, derrière le premier ministre, détermine et conduit la politique de la nation, ce n'est certainement pas en matière diplomatique ou stratégique. Le Parlement n'est guère mieux loti : il est informé et ne peut guère faire pression qu'à travers le vote de crédits ou de traités. Au pire, un ministre pourrait se démettre, un député voter la censure, mais c'était presque un crime de lèse-majesté tant il paraissait acquis que, dans ce domaine, l'autorité suprême avait un crédit d'irréversibilité, et l'héritage la force d'un dogme. Ce qui reste de faculté de contrôle, au Parlement, de possibilité de consultation auprès des leaders des grands courants d'opinion, ne compense pas le caractère personnel et sacré de l'apanage présidentiel. A la personnalisation et à la sacralisation, correspondent l'accoutumance à la déresponsabilisation et à la défiance, toutes deux piteuses conséquences.

Dès lors, au lieu d'un vrai débat sur les motivations de l'acte politique, surtout si la nécessité du secret s'en mêle, on n'en obtient qu'une caricature, réduite à l'observation de ses effets dans l'opinion (la popularité du président est-elle en hausse ? ou en baisse ?), comment se classe la France dans telle crise qui secoue le monde ? La V^e République a souvent fonctionné selon ce schéma : le président « étant expliqué publiquement, la cause était entendue. Une succession d'événements ininterrompus et de première importance (la guerre du Golfe, l'implosion de l'URSS, la recomposition de l'Europe de l'Est, la réunification de l'Allemagne), les interrogations sur la nouvelle avancée de la CEE, sont venues bousculer cette routine et, en excitant les curiosités, en suscitant quelques inquiétudes, elles ont accru le besoin d'information et libéré la controverse, au risque d'une inhabilitée intrusion dans le domaine réservé. Ce n'est pas plus mal.

► Les *Péchés du Prince*, d'Alain Genestier. Grasset, 222 pages, 36 F.
► La *Double Défaite de Mitterrand*, de Jacques Jéssel. Albin-Michel, 210 pages, 39 F.

« Inutile, dangereux et inopportuniste »

Quant au secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères, se demandait-il le traité qu'il avait négocié engageait si durablement la construction européenne ? « Quand nous l'avons signé, nous étions convaincus de l'importance du traité de Rome. Après l'échec de la CED, nous avions ouvert la voie. C'était le sens de l'histoire. Mais nous ne pensions vraiment pas qu'il serait encore, trente ans plus tard, la référence permanente de l'Europe ».

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

MÉDECINE

Selon un rapport de l'IGAS

L'hôpital de Nevers connaît de graves difficultés financières

Principal employeur public du département de la Nièvre (800 lits, 1 300 agents, 300 millions de francs de budget), l'hôpital général de Nevers est en mauvaise santé. Certains fournisseurs ne sont plus payés depuis des mois. La Nouvelle République du Centre-Ouest dévoilait récemment quelques-unes des principales difficultés budgétaires de cet établissement, dont le conseil d'administration est présidé par le premier ministre en personne, M. Pierre Bérégovoy, en tant que maire de Nevers.

Ce sont les fournisseurs de l'hôpital qui, las d'attendre le règlement de leurs factures, ont alerté les médias. Déjà, en décembre dernier, M. Raymond Thuriot, PDG de la société de charcuterie Deslandes et Thuriot, de Chambay-les-Tours (Indre-et-Loire), avait écrit une longue lettre à M. Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie et des finances, pour lui expliquer que le centre hospitalier de Nevers n'avait réglé aucune facture depuis qu'il avait obtenu le marché des établissements de la Nièvre le 1^{er} mars 1991. « L'autorité de tutelle m'a expliqué avoir un problème avec Nevers et avoir pris des décisions pour mettre en place une amélioration de la trésorerie », écrivait-il.

Début avril, M. Bérégovoy quittait le Quai de Bercy pour l'hôtel Matignon, sans avoir répondu à

M. Thuriot. Dans une lettre du 12 mai, l'industriel exposait une nouvelle fois ses difficultés au préfet de la Nièvre. « Titulaire d'un marché de viande de porc fraîche pour les hôpitaux de la Nièvre, j'ai livré ceux-ci du 1^{er} mars au 31 décembre 1991. Je n'ai pas réussi à obtenir quoi que ce soit de l'hôpital de Nevers et de son satellite, le centre de diabétologie de Pougues-les-Eaux. » Au total, les créances s'élevaient à un peu plus de 200 000 F.

« Pas d'exploitation politique »

Plusieurs autres PME de la Nièvre ou de l'Allier connaissent des difficultés équivalentes de règlement, de même que l'URSSAF et que le fournisseur d'eau, filiale de la CGE. Les problèmes de trésorerie de l'établissement avaient été évoqués lors d'un conseil municipal en date du 23 mars 1991. M. Bérégovoy expliquait alors que la situation lui semblait résulter « de l'intervention de mutations, d'engagements de travaux, de réalisations d'embauches, tout cela à l'initiative du directeur à qui tout paraissait se conformer à l'intérêt de l'hôpital sans que les finances aient été prises en compte ». Ne voulant incriminer « ni l'ancien, ni le nouveau directeur », le maire de Nevers dénonçait l'absence de vigilance de la tutelle et notait « le climat de compétition intermédiaire qui fait que lorsqu'un médecin ou un service obtient quelque chose, un autre le demande ». Il souhaitait, par ailleurs, qu'il n'y ait pas « d'exploitation politique de

cette affaire ». En 1991, la tutelle décidait une dotation supplémentaire dérogatoire de 6 millions de francs, tout en souhaitant expressément qu'un plan de redressement soit mis en œuvre. Pour M. Didier Bouland, directeur de cabinet de M. Bérégovoy à la mairie de Nevers, la cause principale des difficultés de cet hôpital général réside dans la sous-évaluation faite, il y a quelques années déjà, du taux directeur et dans le retard à l'application du taux journalier.

Mais de nombreux médecins hospitaliers accusent le directeur actuel, choisi par M. Bérégovoy, d'être à l'origine de tous les maux, et notamment du très mauvais climat régnant dans un hôpital public où de nombreux services ne seraient plus en mesure d'effectuer les soins diagnostiques et thérapeutiques.

Aux termes d'un rapport demandé à l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) par M. Jean-Louis Bianco lorsqu'il était ministre des affaires sociales et à l'intégration, il apparaît que rien, d'un point de vue budgétaire, n'est en voie de règlement, une nouvelle « aide » de 16 millions de francs semblant aujourd'hui encore « dans une phase contradictoire », on indique de bonne source que, devant cette « fuite en avant », M. André Serrurier, l'actuel directeur, aujourd'hui en congé annuel, sera rapidement amené à quitter Nevers.

JEAN-YVES NAU

DÉFENSE

Un régiment de guerre électronique à Haguenau

« Grandes oreilles » contre « cerveaux »

Le 54^e régiment de transmissions (RT), à Haguenau (Bas-Rhin), a reçu tous ses équipements pour la guerre électronique. Il est, avec le 44^e RT de Landau, en Allemagne, l'outil du commandement pour intercepter et brouiller des communications, et dresser ainsi, par ses écoutes, la carte d'un dispositif adverse sur le terrain.

HAGUENAU

de nous envoyé spécial

On les appelle « les grandes oreilles » ou encore « les maîtres de l'électron », mais leur adversaire principal est le « cerveau » de l'adversaire sur le champ de bataille, c'est-à-dire les émissions de toutes sortes qu'un PC envoie à ses unités. Ce sont les transmissions de la guerre électronique, en charge de tirer profit de toutes les indications de leur vis-à-vis, en écoutant ses signaux, puis en les interprétant, et en charge aussi de le contraindre, en brouillant ses communications, voire en modifiant subrepticement la trajectoire de ses missiles.

À Haguenau (Bas-Rhin), où le général Amédée Monchal, chef d'état-major de l'armée de terre, s'est rendu vendredi 29 mai à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de l'arme des transmissions, le 54^e RT vient de recevoir le dernier cri de ses matériels de la guerre élec-

tronique. Les 800 hommes de cette unité - dont près de 70 sont des officiers et 330 des sous-officiers en raison de la technicité de l'arme - sont prêts, à bord de leurs 400 véhicules de tous types à déployer ce qu'on appelle le système de guerre électronique de l'avant.

Dans une zone jusqu'à 100 kilomètres au-delà de la ligne des contacts, cette formation est en mesure d'écouter, si elles sont en clair, ou de décrypter si elles ont été codées, les émissions adverses pour identifier l'ensemble du dispositif qui lui fait face. C'est la recherche électronique du renseignement. Elle peut aussi contraindre, par le brouillage, les liaisons radio d'un adversaire dans le but d'altérer ses capacités à organiser les mouvements de ses forces et, donc, réussir à le neutraliser. C'est la contre-mesure électronique.

Entre 1 200 millions et 1 650 millions de francs

Selon le colonel Jacques Dolreux, qui commande le 54^e RT, le coût du système (y compris les dépenses d'études, recherche et développement) est évalué à 1 200 millions de francs. Des sources parlementaires l'estiment à 1 650 millions de francs.

Un second régiment, le 44^e RT, a un rôle plus stratégique pour intercepter et localiser de très loin, grâce à ses moyens fixes et mobiles qui travaillent en haute fréquence. Il est cantonné à Landau, en Allemagne, au sein

du corps d'armée français d'outre-Rhin. Il devrait regagner la France en 1994-1995 pour tenir garnison, probablement, à Metz (Bas-Rhin). Ce sera sans doute l'occasion pour le commandement de rééquilibrer les missions de ces deux régiments.

« L'arme des transmissions », a expliqué le général Monchal, est en pleine expansion. En dix ans, l'ensemble de l'armée de terre perdait près de 17 % de ses effectifs. Mais l'impulsion de la guerre électronique s'est traduite par le fait que les effectifs qui lui sont consacrés ont augmenté, eux, de 70 %.

Durant la guerre du Golfe, on a compté 800 transmissions dans la division « Daguet ». Encore convient-il de noter que la Force d'action rapide (FAR), mobilisée contre l'Irak, n'a qu'une unité d'appui de guerre électronique, à la différence de la 1^{re} armée, qui réunit ces deux régiments. La guerre électronique réunit aujourd'hui plus de 2 000 personnes - sur les 23 000 dans les transmissions - dont on s'assure une veille permanente, en dehors des périodes de conflit ou de crise dans des stations-frontières où les personnels ont été formés pour comprendre les langues d'Europe de l'Est. « Dès le temps de paix, on travaille dans la réalité », confie un sous-officier du 54^e RT, qui parle le russe, lorsque sa camarade de régiment avoue, elle, pratiquer le tchèque.

JACQUES ISNARD

RELIGIONS

Le silence transféré

Suite de la première page

Canagobie revit. Le vingt et unième siècle, que Malraux pronostiquait comme un nouvel âge « religieux », approche. Près de Paris, une cathédrale aux rondeurs futuristes sort de terre. Ici, entre Manosque et Sisteron, dans les odeurs que savouraient Giono, Pagnol et les autres, c'est un monastère médiéval qu'on ressuscite. A la Révolution pourtant, il fut laissé pour mort, ruiné, rasé, et ne fut plus d'un siècle. Aujourd'hui, grâce à un cocktail inédit de foi et de modernité, à l'argent des Bourguignons, Lafarge, et au génie des fils de Saint-Benoît, Canagobie offre un espace de pierre et de prière, un lien, à l'image de ce monastère exhumé de ses fondations millénaires, entre tradition et modernité.

Le clocher de l'église à la toiture de lauzes teinte la fin de l'office. Devant l'autel, les bénédictins se placent une dernière fois, referment leur livre d'heures et quittent, un à un, leur rangée de stalles. Dans un silence de mort, au milieu d'une forêt de piliers qui ceint le cloître, on entend le bruit traînant du pas des vieux moines, rampant la dalle.

Une page d'histoire

A l'entrée du réfectoire, le Père abbé, Michel Pascal, lave, d'une croûte en pain, les mains du visiteur. C'est la première fois que la communauté mange au complet dans son nouveau site de Canagobie, mais aucune émotion ne paraît. Et, comme si de rien n'était, devant des moines attablés, la large serviette blanche sous le



mention, le Père Léon Chesnay reprend *recto tono* la lecture du chapitre du De Gaulle de Lacourture qu'il avait laissé à Hautecombe. C'est une autre page d'histoire qui, ici, vient d'être tournée.

et, dans l'abbaye de Hautecombe, les pleureuses du statuaire funéraire s'en souviennent encore. Sans bruit, le départ des moines ne s'est pas fait sans déchirement. On ne quitte pas impunément un tel lieu, fondé il y a huit siècles, à la verticale du lac du Bourget, par les héritiers de Saint-Benoît, élu comme sépulture par les comtes de Savoie, les rois de Sardaigne et d'Italie, et comme « sanctuaire » de la Contre-Réforme par François de Sales, l'évêque voisin de Genève. Les pleureuses de l'abbaye se souviennent de l'arrivée, en 1922, de cette communauté bénédictine créée à la fin du siècle dernier par Dom Guéranger, exilé au début du suivant par les lois anticléricales, errant de site en site en Italie, avant de se réfugier en Savoie. Cisterciennne, l'abbaye de Hautecombe devenait bénédictine. Aujourd'hui, l'évêque du lieu l'a confiée à une communauté charismatique, celle du Chemin neuf.

Mais les pleureuses se souviennent aussi qu'à Hautecombe, la vie n'était plus possible pour des moines qui ont fait vœu de silence. Dans un tel lieu béni des dieux, comment poursuivre ce face-à-face régulier, infini, invisible avec Dieu ? Deux cent cinquante mille visiteurs se pressent chaque année à Hautecombe, attirés par la splendeur du site et la renommée de l'abbaye. A ses pieds, des bateaux-mouches font le va-et-vient, et des barques de pêcheurs, des yachts de bourgeois, parfois dans le plus simple appareil, y élisent domicile. En 1983, meurt le dernier roi d'Italie, Humbert III. Il est enterré à Hautecombe, les nostalgiques de la

monarchie italienne défilent en Savoie. La décision d'abandonner le départ fut prise en chapitre le 22 juillet 1987. Dom Michel Pascal se souvient de nuits de tortures, d'exercices de Saint-Ignace librement consentis pour savoir « où est la volonté de Dieu ». L'abbaye n'est-elle pas devenue musée, plutôt qu'église ? Ne vient-on pas voir les moines comme « des pachydermes de zoo, voire comme des fossiles ». La question hante la communauté : comment accueillir des visiteurs, tout en préservant son authenticité monastique ? Les murmures, les révoltes, sont restés intérieurs et personne n'est demeuré. Saint-Benoît, qui n'était pas un mystique échevelé, n'aurait pas désavoué le choix de revenir aux sources méditerranéennes de Canagobie, de quitter le confort de Hautecombe assuré par le tourisme pour un avenir plus risqué, que de nouveaux ateliers (parfumerie, confiserie, voire maroquinerie, etc.) déjà tentent de construire.

Le Teilhard en cachette

L'avenir d'une communauté dépend moins des lieux que de ses hommes. Pour Saint-Benoît, la « stabilité », l'un des trois vœux religieux, veut dire fidélité. Fidèle comme Marc Lacan, le frère du grand psychanalyste, qui, après soixante-trois ans de vie monastique à Hautecombe, a fait sans broncher le voyage de Canagobie. Avec un enthousiasme juvénile, cet octogénaire parle de sa passion - l'exégèse - puis du concile, de l'Eglise, du Père de Lubac dont il était l'intime. De Teilhard de Chardin, dont il lisait les livres (mis par Rome à l'index) en cachette à la bibliothèque. De son frère Jacques aussi : « Sa formation chrétienne était profonde et dans ses séminaires, il parlait de Pascal et de Thérèse d'Avila. Ma vocation religieuse l'a bouleversé, mais nous avons toujours été en relation. L'unique but de sa vie, à lui aussi, était de chercher la vérité. »

Chez Achille Mestre, l'itinéraire est différent. Sa vocation est plutôt celle du jeune homme riche. Agrégé de droit public, vice-doyen d'une faculté parisienne, il a servi dans des cabinets ministériels. A quarante-cinq ans, il vient de se faire moine et d'être ordonné prêtre. Rept ? Isolement ? Il rit de bon cœur : « Si on vient au monastère pour fuir le monde, on ne tient pas longtemps. On y vient pour suivre le Christ. Ici, il n'y a rien d'autre pour se raccrocher. Tous les soirs, c'est le grand silence. »

Autre profil de moine moderne, sans lien avec la caricature des

publicités de pâtes ou de camembert, celui d'Hugues Minguet, sorti de la banque et des affaires. Il frôle comme aporousement les volumes de la collection sans prix (une Bible du douzième, une grammaire hébraïque du seizième, des enluminures etc., soixante-dix mille ouvrages) qui vient aussi de déménager de Hautecombe à Canagobie. Un homme de son temps aussi. C'est lui, avec le Père abbé, qui a réuni, pour lancer l'opération mécène (1), les concours de chefs d'entreprise ou d'amis de l'abbaye, comme Michel Giraud, Pierre Lafitte, Jacques Rigaud, Roger Fauroux, Georges Duby, André Froissard, et tant de simples particuliers. Cent trente entreprises ont répondu à l'appel du comité de parrainage pour des fonds supérieurs à 5 000 F chacune.

Ouvriers ou ingénieurs, fils de militaires ou d'agriculteurs, ces moines croient tout à la fois à la peine du temps et à la modernité de la vie monastique. Ils disent que des tabous se libèrent, que passe le temps des drogues de toute nature et qu'après les sauts à l'élastique dans le vide ou les traversées de champs de bruyères qu'affectionnent les adeptes du « nouvel âge » mystico-ésotérique, point une nouvelle ère spirituelle. Ils en voient pour preuves les questions de sens et d'éthique que viennent leur poser les hommes d'affaires, les entrepreneurs, les jeunes qui s'arrêtaient hier à Hautecombe et le feront demain à Canagobie. Il reste à construire une porterie, une hôtellerie, mais déjà est créé un Centre entreprises, avec une unité, et demain des séminaires, de recherche.

Un jour débarqua, à Hautecombe, un jeune « punk » qui avait découvert la foi dans un vieux grenier, où il venait de dénicher l'Histoire d'une âme de Thérèse de Lisieux. Il devint le livre et fit quelques mois au noviciat. Ainsi va la vie au monastère. Comme pour faire pas de danse, on y apprend à se retourner, pour mieux avancer. A Hautecombe commence l'office de vêpres, mais le lac, encore, est éclaboussé de soleil.

HENRI TINCO

Canonisation de Claude La Colombière un mystique du dix-septième siècle

Le pape devait canoniser, dimanche 31 mai à Rome, le Père Claude La Colombière (1641-1682), un jésuite qui exerça, au dix-septième siècle, une influence intellectuelle et spirituelle, à Paris, dans la région lyonnaise et à Londres.

Dès son plus jeune âge, le Père Claude La Colombière baigna dans une atmosphère de grande culture. Son père, notaire royal à Saint-Symphorien-d'Ozon (Rhône), le confia à neuf ans au collège des jésuites de Lyon, celui de la Très Sainte Trinité, qui jouit alors d'une réputation européenne. Le 15 octobre 1658, à dix-sept ans, il entre au noviciat de la Compagnie de Jésus en Avignon et, après quelques années de professorat, il est envoyé à Paris pour y faire ses quatre ans d'études théologiques (1666-1670). Quelle aubaine pour le jeune et brillant humaniste : à Paris, les jésuites sont engagés dans toutes les luttes intellectuelles de l'époque. Il

devient même précepteur des fils de Colbert. Or le ministre aime réunir en son hôtel particulier des hommes de lettres et des savants, et il n'est pas rare que le précepteur soit invité à ces réunions.

Ordonné prêtre en avril 1669, La Colombière rentre en 1670 à Lyon, où il enseigne la rhétorique. Mais, quatre ans plus tard, il se retire, pour sa dernière année de formation, dans le moment fort est la retraite de trente jours selon les exercices spirituels de saint Ignace. Des notes quotidiennes qu'il laisse alors, on découvre, sous les dehors brillants de l'humanisme, des qualités d'esprit et de cœur.

Sa religion n'a rien d'un formalisme. Sa relation à Dieu est un « cœur à cœur », une intimité avec Jésus-Christ, le « seul véritable ami ». Rien ne doit y porter ombrage. C'est « le pur amour » de Dieu, dont on parle tant à l'époque, l'absolu des grands mystiques, la liberté intérieure radicale pour ne vivre qu'en « goût de Dieu ».

A Paris-le-Monial, on lui confie le soin de juger les apparitions et

messager de Marguerite-Marie Alacoque, à qui l'on doit le culte du Sacré-Cœur. Il reconnaît l'authenticité divine de ces phénomènes mystiques. Dix-huit mois plus tard, il est envoyé à Londres en qualité de « précepteur » de la duchesse d'York, dans cette Angleterre farouchement anti-papiste. En août 1678, se déclenche la « terreur papiste » : au début, Claude n'est pas inquiété. Mais, dans la nuit du 13 au 14 novembre, il est arrêté et jeté dans l'horrible prison de King's Bench. Il évite de justesse le martyre, mais un décret royal le bannit.

C'est un homme à la santé minée par la peste qui rentre à Lyon le 11 mars 1679. Pendant deux ans, il va traîner sa vie entre Lyon, Saint-Symphorien et Paray-le-Monial. C'est là qu'il meurt, en février 1682, laissant un catalogue moins de vertus à imiter que d'orientations de vie. Autant, dit-il, « il faut être saint pour faire des saints », autant il faut être homme pour faire des hommes des saints.

ANDRÉ RAVIER, jésuite

SOCIÉTÉ

Transmis par le juge Van Ruymbeke dans l'affaire de la SAGES

Sept dossiers d'élus socialistes sont bloqués au parquet de Rennes

Sept dossiers, concernant les relations d'élus socialistes avec la SAGES, le bureau d'études dirigé par M. Michel Rey, ont été bloqués depuis deux semaines au parquet général de Rennes, attendant selon toute vraisemblance le feu vert du ministère de la justice pour pouvoir être transmis aux procureurs concernés.

Ces sept dossiers ont été transmis au parquet général de Rennes par le conseiller Renaud Van Ruymbeke dans le cadre des procédures en vigueur qui obligent un magistrat instructeur à interrompre momentanément son instruction dès qu'apparaît le nom d'un élu susceptible d'être inculpé, afin que soit désignée la juridiction compétente s'agissant de personnes « protégées ». Cette démarche, obligatoire sous peine de nullité de la procédure, ne préjuge pas du sort final réservé par l'instruction aux personnes en cause. Cette fois, il s'agit cependant de « faits nouveaux » découverts par le magistrat rennais et qui sont en dehors de sa saisine originale.

La Loire-Atlantique sur la sellette

M. Van Ruymbeke, qui enquête sur le financement des partis politiques dans la Sarthe (affaires Urbain et SAGES) et en Loire-Atlantique (affaire Trager), a donc buté sur sept noms d'élus socialistes, dont l'un est, par ailleurs, membre du gouvernement. Il s'agit de MM. Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans et secrétaire d'Etat aux collectivités locales; Jean-Yves Le Drian, maire de Lorient et ancien secrétaire d'Etat à la mer; Jean-Marie Ayrault, maire de Nantes et député de Loire-Atlantique; Jacques Floch, maire de Rezé et député de Loire-Atlantique; André Pinçon, maire de Laval (Mayenne); Guy Briantais, maire de Courcouronnes (Essonne); Gérard Letailleur, maire de Petit-Couronne (Seine-Maritime); enfin d'un adjoint au maire de Le Teil (Ardèche).

Les noms de ces élus apparaissent dans les dossiers saisis dans le

cadre de l'enquête sur la SAGES, ce bureau d'études proche du PS dont le directeur, M. Michel Rey, a été incarcéré fin février par le juge Van Ruymbeke pour trafic d'influence. Il semble que M. Van Ruymbeke aurait veillé, en les transmettant, à distinguer, comme l'a recommandé récemment le ministre de la justice (le Monde du 22 mai), « les situations relevant de pratiques irrégulières de financement des partis politiques de celles faisant apparaître un enrichissement personnel ». Il y aurait été aidé par M. Rey qui, silencieux pendant plus de deux mois, a commencé à se confier au juge rennais en avril.

Les socialistes de Loire-Atlantique semblent particulièrement sur la sellette puisque MM. Ayrault et Floch ont déjà fait l'objet d'une requête similaire de M. Van Ruymbeke dans le cadre d'un des volets de l'affaire Trager (le Monde du 30 avril), tandis que M. Floch est inculpé dans un autre volet de la même affaire Trager par un juge d'instruction d'Angers (le Monde du 7 février).

Ces sept dossiers placent le gouvernement devant un dilemme. Permettre leur transmission, c'est courir le risque que les procureurs compétents déclenchent à leur tour des procédures susceptibles d'aboutir à l'inculpation des élus concernés. Outre les retombées politiques, ce serait encourager le juge Van Ruymbeke, dont on sait qu'il ne manque pas de noms d'élus dans ses dossiers, à poursuivre son « bombardement » tous azimuts.

Mais les garder sous le boisseau, serait, inversement, enlever tout crédit à la politique du nouveau garde des sceaux qui, il y a peu, demandait aux procureurs de faire preuve de « célérité » et de « fermeté » dans le traitement des affaires de financement illicites des partis et d'enrichissement des élus. Plus ces sept dossiers resteront immobilisés, plus M. Michel Van Ruymbeke risque de se voir suspecté, au sein de la magistrature, de tenir un « double langage ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

REPÈRES

SCIENCES

Les frères Bogdanov condamnés

Les frères Igor et Grigori Bogdanov ont été condamnés par la cour d'appel de Paris, le 26 mai, pour leurs emprunts au livre de l'astrophysicien Trinh Xuan Thuan, *La Mélodie secrète*, paru aux éditions Fayard. Dans son arrêt, la cour d'appel confirme l'ordonnance de référé rendue le 16 août 1991 qui enjoignait aux frères Bogdanov, auteurs avec le philosophe Jean Guilton du livre à succès *Dieu et la science*, publié par les éditions Grasset, de verser 50 000 francs aux éditions Fayard (le Monde du 23 août 1991). M. Georges-Alexandre Pros, conseil des éditions Fayard, a en outre obtenu de la cour d'appel la condamnation des deux vulgarisateurs scientifiques à payer 15 000 F sur le fondement de l'article 77 du nouveau code de procédure civile.

NUCLÉAIRE

Découverte à Moscou de plusieurs sites radioactifs

Plusieurs sites radioactifs, qui représenteraient au total six cents points de contamination, ont été découverts dans le centre et la proche banlieue de Moscou au cours des dix dernières années, ont affirmé des chercheurs russes, jeudi 28 mai, lors d'une table ronde sur l'environnement à laquelle participaient des experts d'une douzaine de pays.

Evguén Dokouchaïev, physicien spécialiste de la radioactivité au comité d'Etat russe de géologie, a précisé que certains de ces sites (dont deux se trouvent dans le parc Gorki) présentent un réel danger. La plupart d'entre eux ont été « désactivés », mais certains doivent encore être nettoyés, a affirmé cependant un porte-parole du ministère russe de l'environnement. — (AFP)

RECHERCHE

L'Institut Pasteur de Lyon pourrait être débaptisé

Considérant que l'Institut Pasteur de Lyon, cantonné au total six cents points de contamination, ont été découverts dans le centre et la proche banlieue de Moscou au cours des dix dernières années, ont affirmé des chercheurs russes, jeudi 28 mai, lors d'une table ronde sur l'environnement à laquelle participaient des experts d'une douzaine de pays.

Cette décision est la conséquence de l'éviction brutale, le 14 février, du directeur, M. Jacques Thèze, nommé en 1989 pour redresser la situation défectueuse de l'Institut lyonnais qui emploie cinq cents personnes. Son plan, incluant la suppression de cent cinquante emplois afin de retrouver l'équilibre financier, misait sur le développement de la recherche par l'installation de nouveaux laboratoires. Avec l'accord du maire de Lyon, cette logique a été interrompue par les instances locales, essentiellement à la suite de fortes réticences internes. Faute d'un accord amiable avant le 3 juillet, le conseil d'administration a été porté devant le ministre de l'Intérieur. — (De notre bureau régional)

GUY BROUTY

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5791 HORIZONTALEMENT

I. La dégradation des espèces. Manquant d'espace vital. — II. Affection largement partagée. Une personne qui divague. — III. Noircir. Un ballot bien emballé. En rouge. — IV. Provisions pour nourrissons. Equipal. — V. Produit par le « tapin ». Figure mythologique. Pour Cléopâtre, c'était quelque chose de sacré. Compte courant. — VI. La bière les nourrit tant bien que mal. Quel dommage ! — VII. Il est presque toujours à la fenêtre. Hurlé par un instructeur militaire. Champ de véroniques. — VIII. Enlever une bricole. Sifflement prolongé. — IX. Elles vibrent quand, par exemple, la foule entonne la Marseillaise. D'un auditeur. — X. Matricide. Assombri. — XI. Lance... flammes. Ne ressemble pas du tout à une buse. Quartier de Vienne. — XII. Yves, pour ses amis. Un appel « déconcertant ». Sec à main. — XIII. Regardes de très près. Eut à l'œil. — XIV. Abbréviation. Dans les cinq premiers. — XV. Les grands froids. Courses de cycles.

VERTICALEMENT

1. Facilite le retour à la terre. Est exposé à tous les vents. — 2. N'est pas le moindre charme de la pêche. Il procède par extinction. — 3. Occupe une haute situation. Choix défectueux. Fait des singeries. — 4. Relatif à la première personne. Élément d'un grain. — 5. Pas large s'il s'agit d'une faveur. En Italie (graphie admise). Marque d'opposition. — 6. Toujours en queue dans l'omnium. Hébergement joué. Membre de sa lever. — 7. Dépourvu d'oe. N'ont nul besoin d'un chapeau. Pronom. — 8. Signale malheurs accidents de la circulation. Reçoit souvent plus de cent balles par jour. Crédit partiel. — 9. Un endroit

du tonnerre. Une vache ou un chameau. — 10. Fait partie du paysage breton. Congé épais. Jetés sur des planches. En France. — 11. Orientation. Il veut bien un « bravo ». Saint. — 12. Façon de se montrer. On s'y met rarement de bonne grâce. — 13. Pronom peu royal. Un point sur une carte. Tribu. — 14. Donne un coup de balai. Marc ou Jean. — 15. Travail éreçant. « Fonds » pour culottes.

Solution du problème n° 5790

Horizontalement
I. Vestibule. — II. Etourneau. — III. Noire. — IV. Gué. Née. — V. Er. Ba. S.O.S. — VI. Antée. S.N.E. — VII. Néon. Es. — VIII. Carnation. — IX. Eusebe. — X. Esclava. — XI. Dos. Hus.

Verticalement
1. Vengeance. — 2. Etourneau. — 3. Soie. Foras. — 4. Tus. Barnes. — 5. Indé. A.B.C. — 6. An. Etal. — 7. Lénissé. — 8. Reison. Vu. — 9. Eue. Séantes.



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Roland-Garros, terre américaine

Ivan Lendl a été éliminé, vendredi 29 mai, dès le deuxième tour des Internationaux de France à Roland-Garros, au terme d'un match-marathon contre le Brésilien Jaime Oncins. Stefan Edberg a dû travailler pendant cinq sets pour venir à bout de l'Argentin Gabriel Markus. Les têtes de série américaines, Jim Courier, Pete Sampras et Andre Agassi, se sont qualifiés pour les huitièmes de finale, comme l'Espagnol Carlos Costa, l'un des outsiders du tournoi. Rude journée pour les dames, en revanche : Mary-Jose Fernandez et Manuela Maleeva-Fragnière, têtes de série numéros 6 et 8, ont prématurément quitté la terre battue parisienne.

Aurélien d'un parfum d'enfance, le premier ne peut qu'être un sourire ébaï, courir avec cette sorte de nonchalance et montrer que tout est possible avec élégance. Le second a la allure d'un joueur de base-ball, le visage sans émotion et coque à la perfection. Le troisième, les cheveux mouillés de fluo, la tête coiffée comme une gitane, crie, crache et gesticule dans une danse qui lui donne toute sa puissance. Les Américains sont à Paris. Sampras, Courier, Agassi forment un triangle étoilé — sans oublier Chang également qualifié — qui se resserre et plane sur Roland-Garros après la sortie des vétérans McEnroe, Lend et Connors, celui-ci restant bien ironique sur cette nouvelle génération condamnée selon lui par la fâcheuse tendance à « gagner de l'argent avant de gagner les matches ».

Courier, le roi, et ses dauphins monarcaux. L'enfant modèle de la middle classe baroque, héros rouquin, sage et dévoué à sa famille, entouré de deux de ses fils d'immigrés (Sampras le Grec et Agassi l'Iranien) si bien américanisés. Le roi et ses anciens copains, devenus aujourd'hui des rivaux, tous les trois confirmant clairement qu'ils sont prétendants au trophée du tournoi.

« Trop d'argent en jeu »

Sampras, visage catastrophé de la finale de la Coupe Davis, a retrouvé cette grâce un peu énigmatique, mi-sourire, mi-bouche bée, la démarche chaloupée, un soupçon de léthargie et de négligence. L'impression aussi d'être toujours ailleurs, ce qui lui a valu un jour ce commentaire assasin de John McEnroe : « Ce type est froid comme un concombre ». Sampras, timide et posé, s'est réconcilié cette année avec la terre battue, éliminant ses adversaires en trois sets, dont le Français Rodolphe Gilbert vendredi. Sampras ou le style fluide, une sorte de talent inné s'épanouissant naturellement au risque d'être un tantinet fainéant. « Quand je me regarde à la télé, ça me semble tellement facile. » Même s'il corrige aujourd'hui cette image de dilatoire : « Il y a quelques années, j'avais effectivement un talent qui me permettait de ne pas trop travailler. Cela m'a amené jusqu'au 80^e rang mondial. Mais ensuite j'ai beaucoup travaillé ma condition physique avec mon entraîneur ».

Classé aujourd'hui 10^e à l'ATP, Sampras regarde son ami Jim Courier avec un brin d'envie, de nostalgie aussi : « Je n'ai jamais vu quelqu'un travailler autant que lui ».

Après un match, il s'entraîne pendant une heure ou bien il va courir. C'est cela qui paie. Il est tellement fort qu'il peut courir tant qu'il veut. Quand j'ai vu qu'il est devenu n° 1, cela m'a ouvert les yeux sur le fait qu'on pouvait travailler beaucoup plus sans être forcément blessé. J'étais plutôt du style à faire un bon match suivi d'un mauvais alors qu'il arrivait, lui, à jouer tous les jours. Nous sommes un peu moins amis qu'avant, lorsque nous étions tous les deux dans les 80^e places. L'ambiance est très compétitive entre les dix premiers. Il y a trop d'argent en jeu. C'est dommage ».

Jim Courier, lui, ne semble pas avoir d'états d'âme. Vainqueur l'année dernière à Roland-Garros, le numéro un mondial gère son ascension vers le deuxième titre avec la confiance du « taurin », comme le surnomme son entraîneur, un taurin froid et furieux à qui rien ne résisterait, pas même les grandes pointures, tels Muster ou Mancini, qui se sont déjà présentés à lui : « Je suis content de m'en être tiré sans trop de fatigue. Je me sens frais, c'est une bonne chose. » Face à Mancini, Courier a été égal à lui-même, mécaniquement régulier dans sa frappe de bœuf, une sorte de puissance déferlante, mais réglée comme une image de synthèse, apparemment sans débordements possibles, ni risque d'erreur.

Rien à voir avec son ancien compagnon de chambre André Agassi, du temps où les deux

agassi étaient pensionnaires à l'école du gourou Nick Bollettieri. On imagine mal d'ailleurs comme les deux jeunes gens ont pu être amis : « Oh, nous avions à l'époque des conversations de gamins, ça n'allait pas plus loin », précise Courier. Hormis leur frappe de balle hargneuse, sur laquelle ils mettent une énergie totale, tout semble séparer le bon élève appliqué, sérieux et discret du flamboyant hippy du tennis, amateur de hamburgers, d'interviews, de belles voitures et de montagnes russes. Agassi, qui disputa la finale de Roland-Garros l'année dernière devant Courier, doit sa renaissance à... Pete Sampras, en avril dernier contre lequel il gagna le tournoi d'Atlanta.

Entre les deux épreuves, une série de contre-performances le faisant dégringoler du 4^e au 61^e rang au classement ATP et menaçant son avenir au sein même du tennis professionnel. Agassi semble avoir retrouvé la forme, il le dit et il le montre. Devant le Croate Goran Prpic, après un set basané, l'homme au bandana semblait vouloir se battre sur chaque point. Une performance à Roland-Garros apparaît vitale à l'Idole des tennismans, à moins qu'il ne se contente de gérer son image et les 20 millions de dollars qu'un contrat avec Donny lui assure sur dix ans. Il paraît que Pete Sampras et Jim Courier sont assez effrayés de voir évoluer ainsi leur compatriote.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Carlos Costa, en finesse

« Il ne manquait plus que la musique », s'est exclamé Agustí Pujol, le président de la Fédération espagnole de tennis, à l'issue de la rencontre. L'un de ses poulains, Carlos Costa, venait de l'emporter de fort belle manière face au Sud-Africain Wayne Ferreira. De la musique ? Pour accompagner un tennis d'une grande pureté : gestes coulés, mouvements amples, coup droit et revers déroulés en majesté, balle ramènée dans le court par un coup de poignet très sec — un coup de griffe — et plantée dans des angles impossibles. Cette poise de chat est la boîte secrète de ce Catalan aux yeux clairs : un vrai ballet de plaisir. De la musique ? Comme à la corride où les fanfares suivent, admiratives, les véroniques d'un matador habile. Hypnotisé par tant de grâce, Ferreira laissait filer les jeux sans piper mot.

« Tout pourra arriver »

A vingt-quatre ans, Carlos Costa est arrivé à Roland-Garros nimbé d'une gloire toute neuve. Il y a tout juste un an, trois ans après avoir commencé sur le circuit professionnel, il était classé 151^e mondial. Illustre inconnu, il devait forcer dur dans les qualifications afin d'obtenir un ticket pour Roland-Garros, avant d'être éliminé au troisième tour par Michael Stich. Petit joueur obscur, il enchaînait les tournois pour grappiller quelques points et quelques dollars dans les premiers tours et s'engouffrait dans un avion pour aller cachotter ailleurs.

Cette année, Carlos Costa, rentré dans le club des dix

meilleurs joueurs, est tête de série numéro 8 et millionnaire. Pourtant, il a bien failli laisser tomber la raquette il y a quelques mois. Il se jugeait trop mauvais, incapable de soutenir son échange. C'est un ami, le joueur Jordi Arrese, qui l'a persuadé de prendre cette route anticipée. Il s'est convaincu que son service, foudroyant (entre 185 et 195 km/h), sa confiance à tout épreuve et surtout son coup de patte pouvaient faire trembler les plus grands.

D'accord, a dit Costa. Mais si je ne suis pas dans les cent premiers dans un an, je raccroche. Entraîné par Roberto Vicenzo, il a bécoté son service et son coup droit. Le travail a payé. Vainqueur à Estoril, à Barcelone, finaliste à Madrid et à Rome, demi-finaliste à Hambourg, Carlos Costa accroche petit à petit les vedettes du tennis mondial à son tableau de chaises : Sergi Bruguera, Emilio Sanchez, Alberto Mancini, Petr Korda ou Andre Agassi. Seul Jim Courier et Stefan Edberg, les deux premiers mondiaux, sont parvenus à lire et détourner la trajectoire de ses balles toujours placées justes.

Mais voilà. Fort de cet impressionnant palmarès, Carlos Costa est fatigué. Il a en effet enchaîné les tournois, pensant que ses apparitions seraient éphémères. Depuis le 5 avril, il a disputé vingt-neuf matches sans pouvoir souffler vraiment. « Si je passe quelques jours à Roland-Garros, j'oublierai que je suis croisé, disant-il avant d'entamer le tournoi. Après, je suis convaincu que tout pourra arriver ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du vendredi 29 mai

SIMPLES MESSIEURS

(Deuxième tour)

Troisième quart de tableau
M. Chang (E-U) n° 5) b. M. Gorrix (Esp) 6-3, 2-6, 6-3, 6-0;
N. Kulti (Sud) b. M. Zilber (All) 4-6, 6-1, 2-6, 7-6, 6-2;
D. Perez (Ur) b. D. Nargiso (It) 4-6, 6-3, 6-7, 7-5, 8-6; A. Krickstein (E-U) 13) b. M. Washington (E-U) 4-6, 5-7, 6-4, 7-6, 6-3.

Quatrième quart de tableau
D. Prinosil (All) b. J. Tarango (E-U) 7-6, 1-6, 4-6, 7-5, 6-2;
J. Onie (Bel) b. T. Lendl (Tch) n° 1) 3-6, 3-6, 6-3, 6-2, 8-6;
A. Cherkasov (CEI) b. R. Azar (Arg) 5-7, 7-6, 6-1, 6-2; S. Edberg (Sue) n° 2) b. G. Markus (Arg) 4-6, 7-6, 7-3, 4-6, 6-4.

(Troisième tour)

Premier quart de tableau
J. Courier (E-U) n° 1) b. A. Man-

cini (Ita), 6-4, 6-2, 6-0; A. Medvedev (Ukr) b. T. Woodbridge (Aus) 7-6, 6-2, 6-1; C. Costa (Esp) n° 9) b. G. Schaller (Aut), 2-6, 6-2, 6-2, 6-2; G. Ivanovic (Cro) n° 8) b. M. Larsson (Sud) 6-7, 6-3, 6-1, 3-6, 9-7.

Deuxième quart de tableau
P. Sampras (E-U) n° 3) b. R. Gilbert (Fra) 6-3, 6-2, 6-3; C. Steeb (All) b. A. Volkov (CEI) n° 1) b. G. Prpic (Cro) 2-6, 6-4, 6-1, 7-6; E. Sanchez (Esp) b. S. Wuyts (Bel), 6-0, 6-4, 7-6.

SIMPLES DAMES

(Deuxième tour)

Premier quart de tableau
K. Habsudova (Tch) b. N. Van Lottum (Fra), 7-3, 6-1.

Deuxième quart de tableau
L. Ferrando (Ita) b. B. Bowes (E-U) 6-4, 6-4.

(Troisième tour)

Troisième quart de tableau
M. Bollegraf (P-B) b. M. Maleeva-Fragnière (Sui) n° 7) 7-3, 6-2; N. Tauziat (Fra) n° 12) b. S. Wasserman (Bel) 6-4, 6-3; K. Date (Jap) n° 14) b. M. Endo (Esp) 6-3, 6-2; A. Sanchez-Vicario (Esp) n° 4) b. J. Wiesner (Aut), 6-3, 6-2.

Quatrième quart de tableau
S. Hack (All) b. M.-J. Fernandez (E-U) 7-6, 6-2; N. Zvereva (CEI) b. M. Maleeva (Sui) 6-4, 6-4; J. Novotna (Tch) 10) b. B. Schütz (P-B) 6-3, 6-4; S. Graf (All) n° 2) b. A. Coetzee (R-S-A) 6-2, 6-1.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et joueuses et, éventuellement, leur rang parmi les têtes de série.)

ros, terre américaine

ARCHITECTURE

« Le Beaubourg du Danube »

M^{me} Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie
a inauguré le nouvel Institut français en Hongrie

BUDAPEST

de notre correspondant

L'entrée de jeu, le nouvel Institut français en Hongrie, inauguré lundi 25 mai, bat deux records : c'est l'un des plus grands établissements culturels français à travers le monde et c'est aussi le seul qui sera inauguré cette année. Autre particularité : il se trouve dans le plus petit pays d'Europe centrale qui est sans doute le moins francophone.

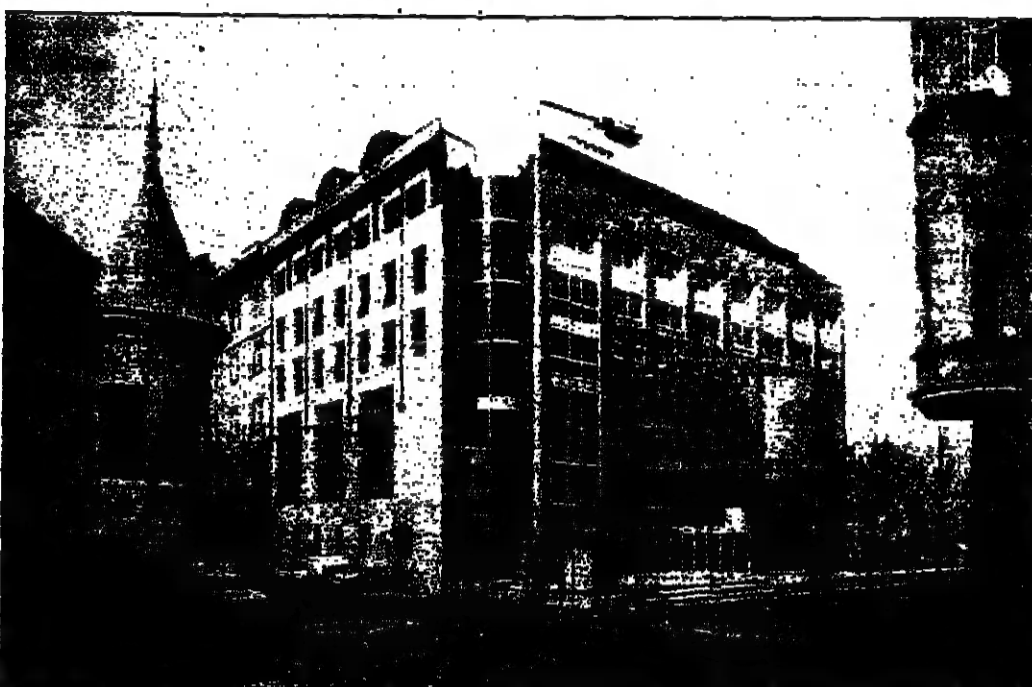
L'ouverture du bâtiment devait coïncider avec le début du Festival de printemps de Budapest, paré cette année par la France, mais a dû être retardé à cause des élections régionales dans l'Hongrie. Ce projet n'est pas directement lié aux récents changements politiques mais remonte à 1982. Situation rarissime, la France possédait un terrain vague en plein cœur de Budapest qui abritait jadis la Légation française détruite pendant la guerre.

Même si un institut français est présent en Hongrie depuis 1947, il s'est longtemps contenté d'une activité confidentielle et n'a donc pas cherché à s'agrandir en utilisant ce terrain, transformé en court de tennis pour le personnel de l'ambassade. Dirigés par l'architecte Georges Maurios (voir encadré), les travaux de l'institut ont duré quatre ans et représentent un investissement de l'ordre de 80 millions de francs pour le ministère des affaires étrangères. Le style de l'édifice, situé sur le bord du Danube, à deux pas du centre-ville, allie modernité et références à la tradition hongroise mais a suscité un grand intérêt, notamment de la part de la télévision, qui a consacré deux émissions d'une demi-heure au projet et diffusées à une heure de grande écoute.

Un avantage

de l'architecture

Moins intime mais sûrement plus fonctionnel, que l'ancien bâtiment, le nouvel institut, doté d'un budget de fonctionnement de l'ordre de 8 millions de francs et de quinze salariés, passe pour le fleuron des établissements culturels français à l'étranger et a déjà été surnommé « le Beaubourg du Danube ». Grâce à sa superficie, les cours de langues peuvent être multipliés par deux, et l'institut est désormais en mesure d'élargir l'ensemble de ses activités avec l'installation d'un auditorium de deux cent vingt places, d'une bibliothèque, de trois étages, d'une salle de spectacle, d'une salle d'exposition et de



dans et d'un « Café viennois » en préparation. « Il se passera quelque chose, tous les soirs », se félicite le directeur, Alain Lombard.

Pourquoi un tel intérêt pour Budapest ? La France a bénéficié d'un « avantage en nature » en pos-

sédant déjà un important terrain. Et la Hongrie était le seul pays socialiste d'Europe où un tel projet était envisageable dès 1982. Depuis le changement de régime, l'enjeu n'est plus le même. Soucieux de prendre leurs marques, l'institut

français tout comme le British Council et le Goethe Institut de Budapest ont tous deux tenté de répondre à la demande.

YVES-MICHEL RIOIS

L'éclectisme redécouvert

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

En rupture avec des habitudes visuelles peu portées sur la modernité, le bâtiment qui a construit Georges Maurios pour l'institut français, ne peut que susciter la surprise. Comme tous les pays d'Europe de l'Est, la Hongrie avait fait rentrer dans le rang ses avant-gardes architecturales, pourtant florissantes au début du siècle, débordantes d'une imagination qui trouvait à se loger dans deux vagues principales, le style sécession d'importation viennoise, et ce qu'on appelle justement le style éclectique parce qu'il est difficile d'y retrouver ses racines. Enfin, depuis environ deux décennies, a émergé un style organique et gentiment fantaisiste, puisant son inspiration dans la nature, s'exprimant dans le bois et l'ardoise, et dont un bon exemple

représente actuellement la Hongrie à l'exposition de Séville. Mais en point, le vieux Budapest était cependant à peu près intact, à un ou deux hôtels internationaux près, et dans les hôtels, les rivières du Danube avaient gardé le plus somptueux des virginités.

C'est dans ce contexte qu'intervient le travail de Maurios, première œuvre architecturale de Budapest qui soit issue des courants contemporains, autrement dit qui échappe au style international. En vérité, le bâtiment, pour emprunter son vocabulaire aux tendances françaises les plus vibrantes, antécédentes les matériaux — verre, métal ou pierre — et les formes — cube rigoureux, rondour aimable à défaut d'être coquille, triangle agressif — est d'une « modernité » à toute épreuve, avec son gabarit haussmannien, son expressivité trapue, il retrouve par des voies détournées mais

élégantes les temps glorieux de la sécession et de l'éclectisme. Surtout, il est d'une belle civilité sur les rives du fleuve, au pied de la colline de Buda, car il se fonde dans les couleurs et les formes de la ville.

Ce n'est sans doute pas un pur chef-d'œuvre, ne serait-ce que parce que l'intérieur a souffert d'un programme hésitant qui frôle parfois le contradictoire, et parce que l'architecte, plus hongrois que les Hongrois eux-mêmes, y a accumulé les détails éclectiques, les passages, les racines, toutes sortes d'originalités individuellement sympathiques, mais qui finissent par être étonnantes. Cependant, il y a de beaux et forts moments, une ligne inspirée, qui méritent un coup de chapeau poli mais sincère.

FRÉDÉRIC EDELMANN

MUSIQUES

Le pari de Sapho

Pour chanter Oum Kalsoum
il faut bien du courage

SAPHO

au Théâtre de la Ville

Le 6 février 1975, le monde arabe enterrait son astre : Oum Kalsoum, chanteuse, mais bien plus qu'une chanteuse. Peut-on aujourd'hui, sans frôler le désastre absolu, reprendre son répertoire, même lorsque, comme Sapho, l'on a grandi au Maroc, avec une culture arabe en bruit de fond ? De la grande voix égyptienne, la jeune Sapho retiendra, imprimée sur une mémoire diffuse, des bribes, des sons échappés d'une fenêtre, d'une boutique où la radio laissait filtrer les accents modulés de la voix du « rossignol du Caire ».

Sur son dernier album la Traversée du désert, Sapho juxtaposait huit minutes et demi d'Altaï, un des plus célèbres parmi les poèmes chantés par Oum Kalsoum, et quarante-cinq secondes du standard français *Parlez-moi d'amour*. Histoire de faire mentir ceux pour qui ces « objets de culture et de culte » sont destinés à être « emballés, emballés sur leur aile, puis une seconde fois ». Ainsi décidée-elle de monter, au beau milieu de la tournée qui promène son actuel spectacle de music-hall, un récital autour d'Altaï (les Ruines, poème d'Ibrahim Nagui et musique de Riad El Soumatti), la chanson qu'Oum Kalsoum pouvait étirer sans dommage une heure et demi durant, et que Sapho ramène à trois quarts d'heure au Théâtre de la Ville.

Rongée

par le trac

Sapho ne bénéficie d'aucun des savoir-faire indispensables à l'interprétation de cette mélodie conçue au Caire : ni l'arabe adéquat, ni la connaissance des modes sans lesquels la musique arabe perd son âme, ni les techniques vocales à base de modulation souple, d'arrêts brusques et de langueurs suppléantes. Le joueur de khanoun Elie Elachcar, qui l'accompagne en scène ainsi que neuf autres musiciens au nez papillon (violons, luth, flûte, contrebasse et percussions), se chargea de les lui enseigner. « J'ai, explique Sapho, énormément travaillé pendant deux mois. » Ce qui est peu, comparé aux années de souffrance nécessaires à l'émergence d'un talent dans un art aussi exigeant que celui du chant au Proche-Orient.

Le pari était donc extrêmement risqué. Si risqué qu'il compensait à l'avance toutes les approximations prévues. Sapho entrait donc en scène rongée par le trac. Elle le

montrait même, l'affiche. Presque fragile dans un décor sachant éviter le fiasco (un tissu étalé à terre dans un savant désordre de pils rappelant les dunes du désert), en volonte et habillée de robes bien plus extravagantes que les mauves et les verts d'Oum Kalsoum, Sapho avait un début difficile. L'attaque manqua de tranchant, de précision. Sapho commettait de petites erreurs significatives. Par exemple, en montant d'emblée sur scène pour y lire la traduction du poème (« Mon amour, j'ai visité ta demeure, les minutes me brûlent comme brèves, dans mon sang... »). Elle était ainsi le plaisir ambigu de l'attente, ces demi-heures de lente introduction où l'égérie du Raï trônait comme une reine muette et concentrée.

On pouvait craindre de Sapho qu'elle ne s'abandonne à son penchant naturel pour la séduction. Mais la chanteuse française a su rester dans le registre du sobre. Au fil du spectacle — de la chanson, — elle a su se libérer petit à petit du poids de l'héritage, parfaire les limites de sa voix, emballer la salle, tous fans de Sapho ou curieux d'Oum Kalsoum. Elle a répété à l'envi le claquement des syllabes, les descentes et les remontées de rythmes, les glissements de la mélodie et les frémissements de la gorge. Mais, entre elle et l'Égypte d'il y a cinquante ans, le fossé culturel est grand : il l'empêche de se servir des mots comme des poignards, de décocher des flèches assassines aux dictateurs (de son cœur). Ou encore d'accéder à cet art de « répéter sans fin les mêmes phrases sur les mêmes airs, mais jamais de la même façon » qui, dit-on, rendait jalouse la femme de Nasser. Mais rendons hommage à Sapho, qui est entrée dans le jeu dangereux qu'elle s'était imposé par défi, sans exubérance tapageuse. C'est si rare !

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Théâtre de la Ville, le 30 mai à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

La pop oblique de Dominique Dalcant

Dominique Dalcant finira sa première tournée par son premier concert parisien, à l'Espace européen, le 1^{er} juin. Il s'y produira sous son nom. Pour l'instant il a assuré la première partie de Kent. On est vaguement surpris de voir un musicien qu'on imaginait comme un rat de studio se lancer sur la route avec un seul album (*Entre l'étoile et le carré*, Crammed-BMG) à son actif. Ce disque, sorti à l'automne dernier, révélait un anglophile qui chante le plus souvent en français, un musicien en quête « de la pop sans paroles » qui n'hésite pas à dérouter l'auditeur à force d'artifices technologiques. En évitant les rites obligatoires du rock (premier groupe, concerts dans les MJC), Dominique Dalcant, enfant de la banlieue parisienne, est le dernier rejeton d'une longue tradition de solitaires qui voyagent aux marges du rock français, de Mansart à Jean-Louis Murat en passant par Etienne Daho.

En décembre dernier, aux Transmusicales de Rennes, Dalcant faisait ses débuts sur scène avec un groupe de rock qui a vécu le temps de deux concerts. Depuis, il a joué en solo et — pour la tournée avec Kent — réuni une formation acoustique (guitare, violoncelle, contrebasse et percussions). Dominique Dalcant découvre les joies de la musique en collectivité, de « n'être plus uniquement conditionné par [ses] envies ». Il se défend de n'être qu'un technicien et, de concerts solos en performances acoustiques, cherche à convaincre le public que « ses chansons tiennent debout toutes seules », sans machines ni effets spéciaux.

Au panthéon de Dominique Dalcant, on trouve aussi bien Martyn Bates, l'ancien chanteur d'Eyes In Gaza — une de ces figures anglaises obscures que les Français aiment à s'approprier — que Burt Bacharach, compositeur de Mariène Dietrich, ou Dionne Warwick, comme pour définir l'espace droit et infranchissable qui sépare la musique de Dominique Dalcant du Top 50.

THOMAS SOTINEL

Lundi 1^{er} juin à 20 heures. Espace européen, 3, rue Biot, Paris (17^e).

DESIGN

La réserve surnaturelle

Claude et François-Xavier Lalanne rendent hommage à la nature
Une nature qui imite l'art

LES LALANNE

à la galerie J.G. Mitterand

Un an après leur grande rétrospective au château de Chenonceaux, Claude et François-Xavier Lalanne exposent un ensemble de sculptures, certaines célèbres, d'autres plus nouvelles. Grandeur nature, un âne attelé en bronze semble attendre son maître imaginaire. En fait, on pénètre dans un monde poétique où la nature, débarrassée des mauvaises herbes, des grappes et tout ce qui l'éloigne de l'homme, redevient une muse pour le rêveur. Les chouettes sont de marbre et ouvrent de grands yeux ronds tracés dans la pierre. Une peau de crocodile de bronze — un troupeau — semble endormie sur un tabouret de style. Une grue lumineuse se pavane en vitrine, tandis qu'un singe vert se tient là, avec l'air fixe d'un gardien qu'on réveille. Une souris se promène sur une console ; et la maîtrise de la technique épouse la fantaisie de l'expression, avec une rare légèreté. La mémoire se concentre dans la main. Comme si pour attendre ces évidences, un cheval volant, un singe attablé, un taureau en trois dimensions — sorti d'un de ces panneaux qu'on trouve dans les bonnes boucheries — un homme à la tête de choux (collection Gains-

bourg), il avait fallu, à force de travail, retrouver la vérité première : la sensation.

C'est en 1956 que les Lalanne ont commencé leur travail commun, présentant dès 1964, leur premier rhinocéros-bureau en toile de laiton, et d'autres objets à vivre, sous le titre *Zoophytes*. De lit-cuif en couverts-feuilles (pour Dali), de bar-santerie en hippopotame-bibliothèque, ce couple de maîtres ferronniers s'applique à couler des rêves dans le métal, les rendant plus familiers que la réalité elle-même, à l'image de ces moutons qui ne bèlent jamais.

La tradition
sensibile

Leurs univers se distinguent clairement à travers leurs références, leurs échelles. Dans ces portes de jardin en bronze dont les grilles sont des branches d'arbre, dans les courbes, les tours et les détours de ce miroir, Claude Lalanne rend constamment hommage à la nature fantastique de l'art nouveau, de Majorelle ou de Guimard, sans jamais la parodier. François-Xavier Lalanne oppose à ce trait stylisé des formes plus monumentales ou symboliques, que frottent des références invisibles, ensemble de choses vues et aimées. Ne fut-il pas

gardienné dans les salles égyptiennes et assyriennes ? Et voisin de Brancusi et de Tinguely, lorsqu'il occupait l'un des ateliers de l'Impasse Ronsin, à Montparnasse ? Mais l'œil ne s'encombre pas de discours. Il perçoit naturellement la tradition sensible.

En marge de tous les mouvements revendiqués, de toutes les théories, ils ont su rester fidèles à un certain esprit issu de cette bohème surréaliste des années 60, qui savait s'amuser dans les dîners cannibales de Daniel Spoerri (à la Est Art Gallery de Düsseldorf) et attirer les collectionneurs chez Alexandre Iolas ou chez Castelli. Leur grand talent est de donner l'illusion qu'ils créent des formes comme on fait au jeu de mots. Loin des paysagistes studieux, et les sculpteurs animaliers, ils sont du côté de Wilde : « Ce n'est pas l'art qui imite la nature, mais la nature qui imite l'art. »

LAURENCE BENAÏM

Les Portes du Jardin. J. G. M. Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot, 75006 Paris. Tél. : 42-26-12-05. Jusqu'au 25 juillet.

A lire : *Les Lalanne*, de Robert Rosenblum, Skira éd.

Revue de détail

Le Grand Palais accueillera dans un an
une exposition réunissant près de mille objets

« Design du XIX^e au XXI^e siècle » : tel est le titre de la grande exposition qui se tiendra au Grand Palais, du 10 mai au 10 juillet 1993 et dont le projet a été annoncé par M. François Barré, délégué aux arts plastiques, lors d'une conférence de presse, le 26 mai, au ministère de la culture. A travers cent cinquante ans de design, près de mille objets — du siège Thonet à la montre Swatch en passant par les belles américaines — seront mis en scène dans cette « exposition bilan et perspective » conçue, comme « la traversée du millénaire ».

Le commissaire de la manifestation est Sylvain Dubuisson, quarante-six ans, architecte, designer, créateur de l'année au Salon du meuble 1990, Grand Prix national de la création industrielle 1990, et qui a acquis une véritable notoriété, au cours de la dernière décennie, à travers ses objets aux titres poétiques (lampe « Beaucoup de bruit pour rien », chaise « L'aube et le temps qu'elle dure ») et ses espaces d'accueil (Musée historique des tissus de Lyon, préfecture de Besançon). A ses côtés, Marianne Barzilai, philosophe, bibliothécaire et journaliste, responsable de plusieurs expositions, qui vont des « Motifs d'Auvergne » (centenaire de Vincent Van Gogh), aux « Ecrans modèles » (Festival des arts électroniques de Rennes).

L'exposition du Grand Palais s'articulera en deux grandes parties : la première traitera des objets et de leur évolution, la seconde de leur repré-

sentation. La scénographie a été confiée à François Seigneur, l'un des auteurs du pavillon de la France à Séville : deux passerelles d'aéroport, un plateau de 150 mètres de long, un échafaudage géant et sa forêt de poteaux galvanisés, donnent la mesure d'une mise en scène spectaculaire que devrait compléter une sonorisation (enregistrements, bruits de la ville, etc.).

Le budget de cette manifestation est de 30 millions de francs : 16 millions de francs seront attribués par le ministère de la culture, le reste devrait être assuré par des partenaires industriels (des accords ont déjà été signés avec Renault, SNECMA, Thyssen), deux cent mille visiteurs sont attendus.

L. B.

Une mort très douce se trouve pas presser. — Le manuscrit de l'ouvrage de Simone de Beauvoir, *Une mort très douce*, qui relate la mort de sa mère, n'a pas trouvé preneur jeudi 28 mai, au cours d'une vente aux enchères organisée par Sotheby's à Londres. La dernière offre n'a atteint que 5 200 livres (environ 52 000 F) alors que l'ouvrage, retiré de la vente, avait été estimé entre 6 000 et 8 000 livres. En revanche, l'édition originale du *Deuxième Sexe* a été vendue au cours de la même vente pour 1 650 livres (environ 16 500 F).

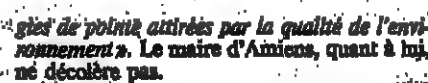
« L'AUTOROUTE A16 n'est bel et bien un rendez-vous du tunnel pour la Manche. C'est impératif pour la Manche, mais pas pour M. Jean-Louis Bianco, l'actuel ministre des transports, mais ceux de son prédécesseur, M. Michel Delebarre, en mai 1990, à l'occasion de l'immigration du premier tronçon de la rocade littorale. Depuis, les dernières élections régionales au Nord-Pas-de-Calais ont bouleversé les cartes. Le jeu des alliances a voulu que le principe d'un morcellement des décrets entre les Verts et les socialistes prévus pour l'autoroute A16 (Calais-Boulogne-Amiens-Pari), qui doit servir le tunnel sous la Manche, de même que pour l'autoroute A1 bis conçue pour décharger l'axe Paris-Lille empoisonné par le trafic des poids lourds.

La décision suscitait un véritable tollé de la part d'élus de tous bords, principalement port-AIG. La perte frontalière belge-Calais-Boulonne de cette liaison devrait être totalement achevée l'année prochaine, date de la mise en service du tunnel, sous forme d'une liaison « caractéristique monoutillage gratuite (LACRA). Les travaux ont commencé entre Amiens et l'Isle-Adam (Val-d'Oise). C'est la Région de la Somme qui se trouve en question. Confiée à la Société des routes de France, de l'est de la France (SDF), la réalisation de cette section n'attire pas que la signature de la déclaration d'intérêt public (DUP) par le ministre de l'équipement

Dans les départements de la Somme et du Pas-de-Calais, les élus ont fait front commun. MM. Guy Lengagne (PS), député du Pas-de-Calais, Léonore Deprez (UDF-PSR), maire du Touquet, Gilles de Robien (UDF-PSR), maire d'Amiens, ou encore Dominique Dupilet (PS), maire de Wimereux, ont manifesté leur opposition au projet de moratoire. Même le maire de Boulogne, M. Jean Musset, qui figurait, lors des dernières élections régionales, sur la liste de Jean-Louis Bodo, partisan d'une voie express à la place de l'A16, a stigmatisé son opposition.

Dans le Pas-de-Calais, frappé par le chômage, et la région d'Amiens, les espoirs de développement économique se sont cristallisés autour de l'A16. « Il faut désenclaver Boulogne-sur-Mer, marfais M. Guy Lengagne, l'ancien maire de la cité portuaire. L'autoroute permettra de retenir une partie des touristes sur la Côte d'Opale et de créer un débouché sûr pour les industriels qui préfèrent le camion. Le projet de TGV Nord lie au tunnel va déjà nous valoir la suppression d'une bonne part de notre desserte ferroviaire vers Paris. Boulogne, premier centre européen de transformation du poisson, a besoin de l'autoroute ».

Le credo est repris tout le long du littoral du Pas-de-Calais: M. Léonce Deprez, président de l'Association pour le développement de l'A16, a imaginé, avec la commune voisine d'Elaples et la chambre de commerce et d'industrie de Boulogne, un projet baptisé «Opalis», pour développer le bord de mer. A l'image de Sophia-Antipolis, Le Tonqueux-Elaples rebaptisé «Opalopolis» deviendrait l'un des «pôles de développement d'activités touristiques et tertiaires mais aussi de technolo-



L'autoport Al avait évité sa ville il y a une trentaine d'années ; plus récemment, la TGV Nord ne lui a pas accordé de gare. Deux absences qui expliquent son désir de bénéficier d'un grand équipement. Projet de zone tertiaire au sud de la ville, de zones industrielle et de bureaux à l'ouest le long de l'A16, étude d'un grand centre de logistique routier au nord : les cartons de la municipalité débordent. Virulent quand il dénonce « l'accord sclérant » du conseiller régional Delebarre « en totale contradiction avec le ministre de l'équipement et son programme autoroutier », M. Girard de Roberge adopte un ton plus conciliant pour convaincre le président du Nord-Pas-de-Calais, lui proposant de s'associer à toute démarche « pour doter les autoroutes déjà programmées d'un nombre important de sorties ».

Depuis leur arrivée à la présidence du conseil régional, les Verts ont abandonné leurs discours « doctrinaires ». « Le projet d'A16 est écologiquement criminel et économiquement absurde », affirmaient-ils leur programme avant les élections, en [] : sous-entendu, abandon pur et simple. « Cette autoroute n'améliorera que des dommages : franchissement de l'Auhée, de la Canche, pertes dans le plateau du Sorrus le Grand (...), dans la

serait d'Hardelot, séparation irrémédiable entre le pays intérieur et la zone littorale, qui perdrait l'équilibre de sa faune et de sa flore au profit d'une urbanisation à vocation saisonnière (...); l'autoroute n'irrigue pas les territoires traversés, elle les stérilise.

Aujourd'hui, « les préférences » Verta-
continent d'aller vers l'aménagement de la
RN1 en vote express. « Je montre moins
intransigent. » On veut toujours organiser
un débat sur l'A16, qu'il se retarde la déclara-
tion d'utilité, explique M^{me} Marie-Christine
Blandin. Mais ce n'est pas forcément la
solution qui émergera du débat. « Dernièrement,
la présidente a déclaré qu'elle n'a pas
l'intention de démissionner, mais elle ne veut
pas empêcher les travaux. Et les Verts disposent
de peu de moyens de pression pour imposer
leur moratoire à l'Etat, seul décideur en la
matière. La présidente évoque bien la possibi-
lité de démissionner, ce qui « risquerait de
faire basculer la région à droite », dit
l'A16. « Mais elle a la peine de claquer la

Jusqu'où M. Michel Delebarre est-il prêt à aller pour défendre la cause de ses alliés ? Pas très loin si l'on en croit son discours lors des Journées techniques de la route, vendredi 15 mai. « Qui peut imaginer que le tunnel de la Manche n'implique pas la réalisation d'une infrastructure suffisamment dimensionnée, déclarait-il. Pourquoi, pour autant, refu-

er ■ débats ■ lors qu'il a ■ dans ■
Mais qu'auront ■ prendre en considération ■
es ministres de l'équipement et de l'environ-
nement, seuls habilités ■ arrêter la décision
définitive. ■ Aujourd'hui, le ministre se
défend d'avoir souscrit ■ moratoire d'un
maximum de six ans, comme l'affirme ■ pré-
sidente de la région, ■ se déclare contre ces
procédés ■ qui ■ ■ choses si né-
cessaires ■

M. Jean-Louis Bianco a répondu qu'il prendrait rapidement une décision sur l'A16. Si la déclaration d'utilité publique n'est pas prise avant le 13 août, les travaux reportés d'environ deux ans. Raison de plus pour aller vite, car les travaux ne sont pas les mêmes, mais « en douceur ». Depuis plusieurs semaines, la direction des routes au ministère recense les avantages de l'autoroute A16 par rapport à une voie express. « Avec une vole morte, on ne peut réaliser que 40 % de la vitesse, alors qu'avec une autoroute, le système directeur des routes, et l'on passe que par des zones de habitations avec des possessions fortes ». L'expérience montre qu'il faut créer, de part et d'autre d'une voie express, des voies continues qui permettent aux riverains d'accéder à la route sans être dérangés. Dans le cas présent, la voie express nécessiterait beaucoup plus de terrain que l'autoroute. « L'autoroute A16 serait environ 10 % plus chère que l'autre option », poursuit le directeur des routes, il faudrait entre quinze et vingt ans pour la financer par les régions et les départements, elle, sera payée par le pécun.

En matière de choix, le financement prend parfois le pas sur les questions d'aménagement du territoire. Et si l'A16 est devenue en 1987, c'est peut-être pour des questions financières et pour dédommager Amiens, privée du TGV. « On a vu le plan transmanche », s'insurge M. Guy Hocquét, vice-président Vert, chargé des transports au conseil régional. En 1986, l'autoroute Boulogne-Amiens n'était qu'un programme qui prévoyait de relier le tunnel au sud-ouest de la France et au nord de l'Europe.

Des « aménagements partiels » à « capacité » étaient prévus sur la RM (entre Boulogne et Amiens) et entre Abbeville et Rouen. Mais maintenant, le SM interministériel d'aménagement de la région (1977) intègre les besoins les moins Boulogne-Abbeville-Amiens dans le directeur antérieur, comme le souligne rapport de la Cour des comptes (le Monde du 20 mai) : « ... sortir de l'impasse financière... la voie... ».

Verts réclament un cadre légal nouveau : renvoyer à leur compte la proposition de loi du député Philippe Vasseur (PR) : créer dans les régions une taxe sur l'énergie qui alimenterait un « régional d'équipement... ».

Les Verts pourraient bien perdre une manche - celle de l'Al16, - mais - perdre la partie. Prochainement, un groupe de travail sera mis en place pour l'élaboration d'un nouveau schéma régional des transports. Au programme : familiarisation des liaisons entre les trains express régionaux et le futur TGV, le développement des transports fluvial, rail-route pour constituer - pourquoi pas ? - une alternative à l'Al16 bis.

MARTINE LARONCHE

Le drame se bivaouquant au pied du [] Vincennes, [] même où [] rendait la justice, illustre la situation ambiguë de bien des maires. Car si des Sahéliens campent aujourd'hui aux portes de la capitale c'est que, ni la [] ni le [] (PCF) de Fronte-

maux magistrats, le juge de l'Hotel
Ray-sous-Bois, ni le patron
(RPR) de l'Hotel de Ville de
Paris n'ont pu ou voulu les
loger. Le premier a refusé la ma-
gnité de déposer ses hôtes
encombant sur la paillasse
du second, qui se trouve
aujourd'hui dans l'embarras.

Les décon-
smaîtres personnels
tout-puissants sur leur terri-
toire. Les citoyens l'ont par-
faitement compris. Il y a
une réaction que les
tantes à la commune, nées
ou immigrées, réclament à leur
maître l'application du droit au
logement. Hélas, l'idée a
bien des pouvoirs mais pas
celui de dénicher unabri con-
à élever un foyer ici en main-
à chacun de ses administrés.

La politique du logement social est entre les mains de l'Etat qui la finance. Son bras séculier sont les offices d'HLM, communaux ou des grandes villes, la plus souvent départementaux. Les municipalités ont parfois une place dans leur conseil d'administration et il leur arrive d'offrir des terrains aux HLM pour le logement social. A la fois constructeurs et gestionnaires des grands ensembles, les HLM choisissent les locations, en fonction de critères fixés par une réglementation

Mais les organismes d'HLM ont aussi, qui le leur rappellerait, le souci d'équilibrer leurs comptes et donc d'éviter les impayés. Ils leur arrive aussi, c'est un secret de polichinelle, de demander des crédits ethniquement plus atterrés. Ceux-ci se retournent alors vers la municipalité pour crier leur infortune. Soulignent le fossé existant entre pouvoirs réels et responsabilités politiques, un élu de

logements sordides. Compte tenu du soupçon de favoritisme qui pèse sur les « petits bourgeois » qui ont devenus les édiles, le remède semble à n'en pas douter, pire que le mal.

M. A. R.

Le maire d'Arromanches et le président du comité du débarquement s'opposent à propos de l'héritage historique de la seconde guerre mondiale

PORT de 407 habitants sur la côte normande, Arromanches vu toujours dans le souvenir est sans le plus long. Mais cet endroit de la seconde guerre mondiale est aujourd'hui synonyme de polémique dans la petite commune de Calvados. Objet de la discord, le musée créé par le comité de débarquement. Face à la mer, à quelques encablures des restes des pontons, des salles d'exposition permettent de découvrir ou de retrouver l'histoire extraordinaire de Port Winston. En juin 1944, des jetées flottantes ont servi au débarquement de dizaines de milliers d'hommes et à la livraison de milliers de tonnes de matériel.

Après la guerre, Arromanches s'impose comme passage obligé pour les vétérans britanniques qui fouleront les plages du Calvados lors de l'opération Overlord. A la veille du cinquantième du débarquement, le succès du musée se lit dans les chiffres : 400 000 visiteurs annuels, dont une

Mais cette réussite suscite bien des rivalités entre le maire de la commune et M. Raymond Tiboulet, président du comité du débarquement. « La gestion du musée est autocratique et colonialiste. D'ailleurs, à quatre-vingt-cinq ans, on ne peut plus gérer », assure M. Jean-Paul Lecomte (div. d.). Le premier magistrat d'Acromanchette, l'ancien ministre du général de Gaulle lui répond sur le même ton : « Ce garçon cherche le scandale. Il fait une erreur en s'attaquant à un vieux bœuf comme moi. Il ne m'épate pas ».

Fort d'un acte de donation établi devant notaire en 1955, le maire d'Arromanches revendique la propriété pleine et entière du musée. « La commune est seulement propriétaire, réplique Raymond Triboulet. Jusqu'en 2007, l'usufruit revient au comité du débarquement. Effectivement, en 1955, j'avais souhaité qu'une installation plus durable comme la commune s'en soit appropriée. Quelle erreur ? ». Révolté, il

L'argent des visiteurs, M. Raymond Triboulet l'utilise pour « gérer le musée où travaillent vingt personnes, célébrer dignement chaque 6 juin. Aller le Mémorial de Gaulle à Bayeux ou le musée de Pegasus Bridge à Bénouville, déficitaire ».

Elu maire d'Arromanches en 1983, le docteur Lecomte, quarante-deux ans, se réfugie derrière le droit. « L'article 619 du code civil est très clair. Tout usufruit entre personnes morales ne peut excéder trente ans. Ce n'est pas une question de gros sous, c'est une simple affaire de droit civil », explique le maire qui vient de porter l'affaire devant le tribunal de grande instance de Caen.

Le droit pour le médecin. L'histoire pour le ministre. « Le com[missaire] du débarquement, c'est moi qui [ai] créé le 22 mai 1945. J'ai alors rassemblé les maîtres de la côte, [les] voyant que personne ne se souciait de célébrer le 6 juin, une des plus glorieuses dates de notre histoire, rachète le premier sous-préfet nommé par de Gaulle. Il fallait

bien gérer le territoire. J'étais un des seuls membres du comité de libération clandestine sur le Bessin.»

Quarante-huit ans plus tard,
M. Raymond Triboulet garde un

mors de vainqueur. « J'aurais préféré un bon arrangement à un mauvais procès. Mais juridiquement parlant, c'est gagné d'avance. » Les alliés de 1992 sont même inattendants pour le ministre gailliste : son successeur actuel au ministère des anciens combattants, le secrétaire d'Etat Louis Mexandame, député socialiste de Caen, considère « la prétention du maire d'Arromanches infondée et déplacée. Vouloir récupérer le musée pour des raisons purement mercantiles est un manque de pudeur ».

Un autre personnage ne décolère pas : M. Patrick Moran, un Anglais de soixante-six ans. Né en Normandie, l'ancien participant à l'opération d'Omaha Beach livre aussi bataille contre le maire. *« Si le fin, les vétérans britanniques ne viendront plus chez les commerçants d'Arromanches. Sans détarquement, Arromanches serait plus Arromanches. »*

JEAN-JACQUES LEROSIER

26 enquêtes sur
le pays d'aujourd'hui
et
le résultat complet
des élections
du 27 mars

155 pages - 45 F

**EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX**

100

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 25 AU 29 MAI 1992

PARIS

Passage à vide

INDICE CAC 40

- 0,56 %

Dieu que le chemin est long pour arriver au sommet ! Mardi 28 avril, l'indice CAC 40, l'évaluation des actions françaises, franchissait le cap des 2 000 points. Il retrouvait ainsi ses niveaux d'avant la crise du Golfe voici près de deux ans. Tous les espoirs étaient alors permis pour atteindre, voire dépasser, le record historique des 2 129,32 points inscrit le 20 avril 1990. Hélas, cette semaine avec 0,56 % de baisse a brisé l'élan des quinze derniers jours, ramenant le CAC 40 à 2 033,29 points.

Pour les intervenants, le tassement de cette semaine (+ 0,06 % lundi, - 0,81 % mardi, - 0,76 % mercredi, + 0,95 % vendredi) est un passage à vide où aux interrogations sur les taux d'intérêt mais aussi à un manque de dynamisme des gestionnaires en raison de l'absence, jour chômé jeudi, du début d'un long pont, rien de tel pour inhiber les initiatives, même si les nouvelles sont encourageantes. « Le bruit de la mer ne réveille pas les poissons qui dorment », aimait à rappeler un jeune banquier pour expliquer cette atonie.

Contrairement aux apparences, la semaine fut riche en événements. Sur le plan macro-économique, l'INSEE a créé la surprise mardi en annonçant une progression de 1 % du PIB (produit intérieur brut) au premier trimestre. Cette progression correspond à un rythme annuel très élevé d'un peu plus de 4 %. Autre bonne nouvelle le lendemain, l'excédent commercial français qui a atteint

les 7,8 milliards en avril. Pour le quatrième mois consécutif, la balance commerciale est positive. En contrepoint, le maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé et les spéculations autour des déclarations du ministre de l'économie ont pesé sur la tendance. Mardi, M. Michel Sapin déclarait que « rien ne se fera sur les taux d'intérêt en dehors d'une action concertée ». Cette petite phrase plongeait la Bourse dans des abîmes de perplexité. D'un coup, elle voyait s'éloigner toute possibilité proche de détente du foyer de l'argent.

Grogne et déception des petits actionnaires

Déroutés par ces quelques mots, les opérateurs se mettaient en retrait du marché. Néanmoins, les records successifs de Wall Street, jeudi et vendredi, ont été timidement salués vendredi par les rares traders français présents devant leur écran.

Outre la hausse de l'or noir qui a profité aux valeurs pétrolières, tout en faisant redouter une reprise de l'inflation atlantique, la semaine aura été marquée par les assemblées générales de sociétés cotées et par les réunions d'analystes financiers. Chez LVMH, le patron du groupe, M. Bernard Arnault, table pour l'exercice 1992 sur une hausse de ses résultats et de son chiffre d'affaires. Interrogé sur une éventuelle division du titre, il a affirmé que le problème serait étudié « dans les deux ans qui viennent ». Son partenaire, le britannique Guinness, a surpris par sa morosité. M. Anthony Groser, directeur général, a réaffirmé qu'il tablait sur une « croissance acceptable de ses résultats en 1992 », tout en reconnaissant

qu'il ne voyait « aucun signe de reprise sur les marchés américains, anglais et australiens ». Chez BSN, M. Antoine Riboud a confirmé ses intentions de saisir les opportunités en Europe centrale et en Asie où les perspectives de croissance sont les plus fortes. Pour la première fois, le groupe distribuera des actions gratuites à raison de une pour dix.

Nestlé, dont le chiffre d'affaires a franchi la barre des 50 milliards de francs suisses en 1991, envisage de le porter à 100 milliards en l'an 2000. Pour les dirigeants, cette progression doit s'accompagner d'une évolution analogue du bénéfice par action. Revenant sur leurs intérêts dans la firme de produits laitiers L'Oréal, ils ont indiqué que, contrairement aux rumeurs, rien ne devrait bouger au sein du holding Gessparl (détenu à 51 % par M. Bettencourt et à 49 % par Nestlé). Les accords signés en 1974 entre les deux partenaires de ce holding qui contrôle L'Oréal seront respectés. Si l'année 1994 marque la fin d'une période de vingt ans d'indivisibilité de la participation de Nestlé dans Gessparl, rien ne changera, M. Bettencourt devant assurer le contrôle majoritaire du groupe « sa vie durant ».

Mercredi, au lendemain de l'assemblée de la SCOA où les commissaires aux comptes ont émis deux réserves, l'action de cette firme de négoce, filiale de Paribas, a touché son plus bas à 16 francs. La baisse du titre depuis le début de l'année est de 14,2 % dans un marché qui a progressé de 15 %. Numéro un mondial du BTP, Bouygues a annoncé son intention de procéder à une augmentation de capital de 1 milliard de francs. Le président du groupe, M. Martin

Bouygues, en a profité pour exprimer ses inquiétudes à propos du tunnel sous la Manche : « Le projet a tellement dérivé par rapport à ses objectifs de départ qu'on en arrive même à se demander pourquoi Eurotunnel ne ferait pas un jour faillite ». Vendredi, l'opérateur du tunnel sous la Manche annonçait que ses banques s'opposaient à tirer sur de nouvelles lignes de crédit. Parallèlement, M. Christian Cambier, président de Prigat, envisage de créer une association d'actionnaires pour que ne soient pas évincés au fil du temps les petits porteurs d'Eurotunnel.

La grogne touche aussi les minoritaires de Total en raison de la parité d'échange proposée dans le cadre de l'offre publique d'échange sur les certificats pétroliers contre des actions (trois actions contre quatre certificats). Au regard des taxes de 1957 ayant créé ces titres, des actionnaires rappellent qu'un certificat équivaut à une action, la parité à respecter devant donc être de un pour un. Ils devraient s'exprimer en ce sens lors de l'assemblée générale de la firme mardi 2 juin.

Enfin, la perspective de l'inculpation de l'ex-ministre de la ville, M. Bernard Tapie, a pesé sur les cours de son groupe. L'action BTF a perdu lundi 9,2 % à 115 francs. Après quelques fluctuations, elle terminait la semaine à 116 francs. Mise sur le marché à 135 francs en novembre 1989, elle culminait à 220 francs en juillet 1990 lors du rachat d'Adidas. Les milliers de petits porteurs, séduits à l'époque, ont tout lieu d'être déçus.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Record et agitation

INDICE DOW JONES

+ 0,3 %

Après un début de semaine en baisse en raison des craintes d'accélération de l'inflation aux États-Unis, Wall Street s'est ensuite redressé, établissant jeudi 28 mai un nouveau record. L'indice Dow Jones atteignait alors les 3 398,46 points à la clôture. Le lendemain, il franchissait en séance la barre des 3 400, avant de revenir à 3 396,91. À l'issue de ces quatre séances - le marché étant fermé lundi en raison du Memorial Day - la place new-yorkaise a progressé de 0,3 %.

Un bond des cours du pétrole à New-York, après la décision de l'Organisation des pays producteurs et exportateurs de pétrole (OPEP) de geler jusqu'à la fin septembre la production de tous ses membres sauf le Koweït, a ravivé les craintes d'accélération de l'inflation. Cela provoquait alors une nette remontée des taux d'intérêt à long terme américains et un recul de Wall Street mardi. Le marché s'est toutefois calmé mercredi, les opérateurs estimant qu'une hausse du prix du brut n'aura pas d'effet immédiat sur l'inflation. Ces inquiétudes et l'annonce d'une nouvelle hausse de l'indice de confiance des consommateurs américains en mai éloignaient alors l'éventualité d'un assouplissement

prochain de la politique de crédit de la Réserve fédérale (Fed). Les investisseurs ont ensuite bien accueilli l'annonce d'une progression meilleure que prévu des commandes de biens durables en avril aux États-Unis et d'un recul des demandes d'allocation chômage à la mi-mai, ainsi que la révision en hausse vendredi de l'estimation de la progression du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre.

Indice Dow Jones du 29 mai : 3 396,91 (c. 3 386,77).

	Cours 22 mai	Cours 29 mai
Alcoa	76 7/8	77 5/8
AT&T	42 1/2	42 1/2
Bell	43 3/4	43 3/4
Chrysler	27 3/4	27 3/4
Du Pont de Nemours	52 3/8	52 3/4
Eastman Kodak	40 1/4	39 3/4
Exxon	69 1/2	69 5/8
Ford	54 1/8	54 1/2
General Electric	76 5/8	76 3/4
General Motors	39 1/4	39 7/8
ITT	71 3/4	71
IBM	91 3/4	90 3/4
Johnson & Johnson	63 3/4	64
McKesson	63 3/8	65
Merck	73 3/4	74 1/2
Schlumberger	64 7/8	65 3/4
Texas Instruments	53 3/4	54
Union Carbide	28 3/8	28 7/8
United Tech.	52 3/8	52 1/2
Westinghouse	17 3/4	17
Xerox Corp.	75 5/8	75

TOKYO

Difficile remontée

INDICE NIKKEI

+ 0,7 %

La lente remontée de la Bourse de Tokyo s'est poursuivie cette semaine, mais toujours pas dans la facilité. Il a fallu attendre la séance de vendredi pour voir l'indice Nikkei repasser au-dessus du seuil symbolique des 18 000 points et ensuite améliorer sa performance de la fin de semaine dernière. Au total, le Nikkei s'inscrit à 18 347,75 points, en hausse de 126,75 points, soit une progression de 0,7 % d'un vendredi à l'autre.

Les valeurs ont évolué dans un marché nerveux avec peu de transactions, affecté par les préoccupations des investisseurs sur la santé de l'économie japonaise. Pour la plupart des observateurs, l'indice Nikkei aura du mal à s'extirper de la zone des 18 000 points si le gouvernement japonais ne donne pas un coup de pouce, notamment fiscal, pour relancer l'activité.

L'autre grand sujet d'inquiétude

des opérateurs a été la publication de la majeure partie des résultats de l'exercice 1991 (à se terminer le 31 mars) des entreprises japonaises. Des performances qui, le plus souvent, se sont avérées décevantes. Néanmoins, dans l'espoir fragile d'une reprise et soutenu par l'appréhension du yen et la bonne tenue du marché obligataire, un petit courant d'achat a permis au marché de se redresser, au fin de semaine.

Indices du 29 mai : Nikkei 18 347,75 (c. 18 221,00) ; Topix 1 376,32 (c. 1 371,70).

	Cours 22 mai	Cours 29 mai
Alcoa	1 250	1 300
Bell	1 100	1 100
Chrysler	1 440	1 420
Ford	1 480	1 500
General Motors	1 380	1 380
IBM	1 380	1 380
Johnson & Johnson	1 480	1 480
McKesson	1 480	1 480
Merck	1 480	1 480
Schlumberger	1 480	1 480
Texas Instruments	1 480	1 480
Union Carbide	1 480	1 480
United Tech.	1 480	1 480
Westinghouse	1 480	1 480
Xerox Corp.	1 480	1 480

LONDRES

Troublée par Olympia and York - 0,28 %

La Bourse de Londres s'est dépréciée au fil des séances affectée par la mise sous administration judiciaire du promoteur immobilier Mountleigh Group et de Canary Wharf, le projet immobilier londonien du groupe canadien Olympia and York. (Lire page 18.) Des résultats de sociétés décevants et des perspectives pessimistes sur l'économie britannique ont assombri le marché.

La fébrilité du marché immobilier après la mise sous administration de deux grands groupes a inquiété et affecté les valeurs bancaires en raison de leur lourde exposition à la dette de Olympia and York et à celles du secteur immobilier. Barclays, National Westminster ont perdu respectivement 4 % et 3 %. MEPC et Lanc Securities ont chuté dans leur sillage.

Midland a progressé de 3 % dans l'attente du déblocage de l'OPA soit de Lloyd Bank soit de Hong Kong and Shanghai Banking Corp., qui pourrait lever son offre.

Indices « FT » du 29 mai : 100 valeurs, 2 707,4 (c. 2 715,0) ; 30 valeurs 2 114,1 (c. 2 149,7) ; fonds d'Etat, 89,36 (c. 89,58) ; mines d'or, 108,3 (c. 111,9).

FRANCFORT

Stable + 0,01 %

La Bourse de Francfort est demeurée globalement stable (+ 0,01 %), consolidant ses gains. L'indice DAX, après avoir atteint lundi son plus haut niveau de l'année (1 811,37 points), n'a pas poursuivi son mouvement. Il s'est maintenu au voisinage de ce sommet. Selon la banque West LB, deux facteurs expliquent cette bonne tenue : la détente sur le front des négociations salariales et la bonne orientation du marché obligataire, qui stimule le marché des actions. Le ralentissement, plus sensible que prévu, de la croissance de la masse monétaire M3 en avril (8,8 % en avril, contre 9,4 % en mars) a fait excellente impression, selon la West LB. Sur le plan boursier, cette banque prévoit une brève période pour de consolidation, car le marché est fondamentalement orienté à la hausse. A plus long terme, le ralentissement attendu de l'inflation au 2^e semestre devrait constituer un nouveau stimulant pour la Bourse allemande.

Comme la semaine précédente, les valeurs du secteur de la sidérurgie et de la construction mécanique se sont vivement appréciées, le risque de grève s'étant éloigné.

Indices du 29 mai : DAX, 1 803,22 (c. 1 802,96) ; Commerzbank, 2 035,8 (2 035,20).

Alimentation

	29-5-92	Diff.
Bégine-Say	671	+ 14
Bongrat	3 380	+ 120
BSN	1 118	+ 13
Carrefour	2 690	- 95
Casino, G. Per.	172,20	- 6
Guyenne-Casc.	1 734	- 61
LVMH	3 394	- 178
Oliver	173	- 2
Pernod-Ricard	1 549	- 3
Promodis	3 770	- 25
Saint-Louis	1 299	- 32
Sources Perrier	36 520	- 750

Pétroles

	29-5-92	Diff.
BP-France	118,90	+ 5,90
ELF-Aquitaine	397,10	+ 6
Esso	826	+ 16
Primagaz	689	- 16
Sogaparc	425	- 6
Total	1 736	+ 99
Petrolina	467,90	- 10,90

Bâtiment, travaux publics

	29-5-92	Diff.
Bouygues	624	- 31
Ciments français	472	+ 1,80
GTM	428	- 2,50
Immob. Phéas	151	+ 3
Leffebvre	921	+ 14
Lafrance-Coppe	371,80	+ 12,20
Poliet	585	- 27
SGE-SB	242,30	- 0,30

Filatures, textiles

	29-5-92	Diff.
Agache (Fin.)	871	- 9
BHV	775	inch.
Danort	3 200	+ 20
DMC	371,30	+ 6,30
Gal. Lafayette	2 185	+ 85
Nov. Galeries	585	- 25
Prinsep	817	- 8
La Rotaite	5 870	+ 150
SCOA	16,40	- 2,15

Valeurs diverses

	29-5-92	Diff.
Accor	786	- 8
Air liquide	792	- 3
Bil	706	- 14
Bis	351,50	+ 1,50
COIP	1 142	- 79
Club Méd.	521	- 5
ELF Suez	1 109	- 36
Ballar	460,60	- 11,40
Euro Disney	118,50	- 9,70
Europe 1	1 010	- 57
Eurotunnel	36,45	+ 7
Groupe CSE	575	- 7
Hachette	140	inch.
Havas	533	- 6
Navigation mixte	1 125	- 4
Nord-Est	120	- 2,50
L'Oréal	893	- 7
Saint-Gobain	588	+ 6
Sinclair Chemical	251,10	- 6,90
Sixte Roignol	667	- 129

Banques, assurances

	29-5-92	Diff.
AGF	499	+ 3,90
AXA (ex-Cie Midl)	1 632	+ 21
Rail Expansif	1 232,50	- 3,50
Banque (C*)	462,60	- 21
Cedem	777	- 7
CCF	157,70	- 5,40
CFP	551	- 42
CFI	285	- 2
Chargers	1 260	- 32
C. Local de France	239,90	+ 4,50
CFR	259	- 2
Eurol France	1 661	+ 6
GAN	1 910	+ 7
Lucidus	730	+ 2
Paribas	407	- 10,30
Schneider	760	- 11
Société générale	521	- 30
Sovac	840	- 8
Suez (C* Fin.)	378	- 7,50
UAP	577	+ 31

Produits chimiques

	29-5-92	Diff.
Imatex-Mérieux	6 700	- 20
Rosenthal-Deleat	2 261	- 10
Synthes	1 189	- 21
WASF	831	- 11
Bayer	985	- 15
Hecht	885	- 11
Imp. Chemical	121,9	- 0,1
Nord-Hydro	151	+ 4,4

Métallurgie, construction mécanique

	29-5-92	Diff.
Alpi	321	+ 2
Danlovi Aviation	2 364	- 17
De Dietrich	1 800	- 18
Fives-Lille	407	- 3
Peugeot	787	+ 10
SAGEM	2 889	- 19
Stefan, Fecom	893	- 10
Valco	743	+ 12
Vulcanor	248	- 6

Matériel électrique

	29-5-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	649	- 19
CSE	320	- 17
De Dietrich des sats	2 364	- 17
Interchange	876	- 14
Labinal	783	+ 2
Legrand	4 879	- 21
Lyon, des sats	564	- 13
SEI	193	- 13
Merlin-Gerin	295	- 4
Moulinex	175	+ 0,40
Radio-technique	690	- 25
SEN	2 182	- 6
Scat-Avionique	1 380,10	- 4,90
Thomson-CSF	162,30	+ 1,90
IBM	495,5	- 8,50
ITT	344,90	- 10,10
Schneider	363,30	- 22
Siemens	2 350	- 1

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 mai 1992
Nombre de contrats : 75 130 environ

COURS	ÉCHÉANCES			
	JUIN 92	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93
Prémier	108,72	109	109,16	-
+ haut	108,80	109,06	109,16	-
+ bas	108,66	108,92	109,12	-
Dernier	108,80	109,04	109,14	-
Compensation	108,80	109,06	109,20	109,22

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	22-5-92	25-5-92	26-5-92	27-5-92	28-5-92
RM	3 989 745	1 232 964	2 181 371	2 545 892	-
Comptant	15 805 417	13 340 018	18 958 009	20 469 593	-
R. et obl.	202 168	204 967	200 583	189 226	-
Total	19 997 330	14 786 949	21 339 963	23 204 711	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	22-5-92	25-5-92	26-5-92	27-5-92	28-5-92
Françaises	118,3	118	117,2	116,4	-
Etrangères	107,9	107,7	107,6	107,8	-

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	25-5-92	26-5-92	27-5-92	28-5-92	29-5-92
Indice gén.	551,6	552,3	548,3	547,8	-
(base 100, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	2 046,25	2 029,58	2 014,09	2 033,29	-

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

TRAITES AU RM (*)		
	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Elf-Aquitaine	1 685 600	670 838
Alcatel Alsthom	943 200	613 935
Total	2 166 075	578 367
LYMHI	89 450	366 957
BSN	219 540	252 066
Saint-Gobain	404 120	239 940
Carrefour	85 489	235 542
Total Certif	1 184 150	234 571
L'Oréal	229 060	205 867
Enx (Gie d'at)	77 155	182 838
L'Air Liquide	224 450	182 112
Peugeot	224 450	175 203
Michelin	705 450	153 839
Accor	193 800	154 737

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Vers une délocalisation de l'Eurofranc?

Le développement du compartiment des emprunts internationaux libellés en francs (les euro-obligations) prend des proportions impressionnantes. Son succès dépasse de loin les espoirs que ses promoteurs avaient mis en lui il y a quelques années. Certes, comme il est comparativement plus coûteux de lever des fonds en francs qu'en d'autres monnaies, en particulier en dollars, les investisseurs étrangers y demeurent assez rares. Mais pour les grands emprunteurs français, c'est devenu une source de financement privilégiée qui fait concurrence au marché national des titres en francs, ceux qui sont offerts en souscription à l'intérieur du pays. Cette évolution commence à préoccuper certains spécialistes qui redoutent que l'émigration vers l'euro-obligation de plusieurs des meilleures signatures françaises ne soit, à terme, préjudiciable à la place financière de Paris.

Leurs craintes ne sont pas toujours justifiées. Elles apparaissent bien futiles à ceux qui se bornent à constater que, pour l'heure, c'est bien le contraire qui se produit. Les placements en francs sont très recherchés partout dans le monde et, comme c'est à Paris que sont lancés les euro-obligations en francs, cette capitale bénéficie actuellement plus qu'une autre de l'attention de l'ensemble de la communauté financière. Tout trait pour le mieux si on pouvait maintenir la réglementation actuelle qui permet aux autorités de l'attribuer que personnellement et uniquement à des banques installées en France le droit de diriger des euro-obligations en francs. Mais la pression est forte qui s'exerce pour élargir le marché de l'euro-franc. Plusieurs grandes banques de l'euro-marché, dont le gros des effectifs est établi à l'étranger, voudraient pouvoir diriger des émissions en francs depuis leur lieu d'implantation, comme elles le font, par exemple, en toute liberté, pour les transactions en euro-dollar. Les revendications sont anciennes et il est difficile de savoir combien de temps encore on pourra résister dans une Europe où les frontières disparaissent.

Il y a fort à parier que si le marché des nouvelles émissions en eurofrancs s'échappait de Paris, ce ne serait pas pour aller à Madrid, à

Stockholm ou à Francfort. C'est à Londres qu'il se situerait. Il est évident que l'essentiel de l'activité euro-obligataire, l'essentiel est de taille. Il ne concerne pas seulement les opérations en francs. Comment imaginer en effet que face à la rivalité de Londres, Paris puisse conserver sa part du marché des titres en francs si celui de l'eurofranc s'élargit? Le problème se pose en réalité depuis des mois et certains avaient cru qu'il serait possible de contourner la difficulté en internationalisant le marché des titres nationaux. Celui qui, de toute façon, par définition, et contrairement à l'euro-marché, est consacré à la France. Les plus prestigieux des investisseurs français ont expérimenté cette formule souvent avec bonheur. Cette solution présente beaucoup d'avantages mais elle revient plus cher aux investisseurs que celle d'un véritable euro-emprunt. Si l'on est ainsi en ne peut pas seulement parce que les frais d'émission sont plus élevés. Il y a plusieurs autres raisons, dont une des principales tient au fait qu'en se procurant des euro-obligations les investisseurs se voient, d'une façon générale, mieux à l'abri des aléas fiscaux. Ils sont, dans ces conditions, prêts à accepter une rémunération moins importante.

La rampe du succès

L'argument vaut tout particulièrement pour ceux qui souscrivent à des titres de très longue durée. Comment être certain, par exemple, que dans cinq, dix ou vingt ans, une ressource à la source difficile à récupérer, ne viendra pas grever l'intérêt que procurent des obligations émises sur le marché national? Sur l'euro-marché, de tels changements sont beaucoup moins redoutés, car l'émetteur s'engage normalement soit à fournir aux porteurs la compensation nécessaire, soit à procéder sans délai au remboursement des titres. Dès la sortie de l'emprunt toutes les assurances nécessaires sont fournies à ce sujet.

Ces éléments de beaucoup de poids dans la conjonction actuelle caractérisée par un affaiblissement des durées. Une étape importante a été franchie au début du mois de mai quand la Caisse autonome de refinancement a levé sans peine 2,5

milliards de francs pour une durée de vingt ans. Les spécialistes se préparent à accueillir une transaction dont l'échecance sera encore plus soignée pour le compte d'un débiteur particulièrement prestigieux. Il est fortement question d'une euro-emission de trois milliards de francs et de trente ans de durée dont l'emprunteur serait l'Electricité de France. Une telle opération serait un événement qui confirmerait la réussite du marché du franc. Dans aucune autre monnaie européenne on ne saurait envisager aujourd'hui le lancement d'un tel emprunt à des conditions satisfaisantes.

Tout le paradoxe de l'eurofranc est là. Ce marché a été très bien géré. Son renouveau à l'étranger est énorme et son succès qui se confirme à mesure qu'on le libéralise risque de contribuer davantage au rayonnement de la place de Londres que de celle de Paris.

Le compartiment de l'eurofranc a d'ailleurs accueilli une des transactions les plus réussies de la semaine de l'Ascension, une des rares émissions de l'année dont le débiteur soit étranger. Il s'agit de Kreditanstalt für Wiederaufbau, une dépendance de l'Etat allemand qui, jamais auparavant, n'avait emprunté en francs. D'une durée de dix ans, l'affaire porte sur deux milliards de francs, les titres se sont vendus à 100,50, le Crédit lyonnais, qui dirigeait l'opération, a fait fixer les conditions, de façon à procurer aux souscripteurs un rendement supérieur de trente-cinq points de base (ou centimes de points de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat français. Un autre émetteur étranger s'est présenté mais n'a pas pu répéter les succès, 500 millions de francs, à la SNCF. L'emprunteur est la Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire, Eurofin, qui siège à Bâle. Parce que sa transaction va augmenter l'encours d'une émission précédente, qui viendra à échéance en septembre 1995, Eurofin a pu se contenter d'offrir un rendement équivalent à celui des obligations du Trésor de même durée. Cette seconde émission était dirigée par le Crédit commercial de France.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le yen redémarre

Après un faux départ au début de l'année, le dollar ne va pas mieux que 124 yens, la monnaie japonaise avait failli vis-à-vis du billet vert, qui se vendit jusqu'à 135 yens, tandis que la devise nipponne retombait de 4,4 centimes à 4,1 centimes à Paris. Ces fluctuations, se soit établies en mai à 71,6 (base 100 en 1985) contre 65,1 en avril, par rapport à un plus bas de 47,3 en février, le ralentissement de la croissance de la masse monétaire américaine a jeté un froid et ramené les perspectives de baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis.

Tenue satisfaisante du mark

Par ailleurs, l'augmentation sensible des ventes d'automobiles et la renouée des cours du pétrole, traditionnellement favorable au dollar, n'ont exercé aucune influence positive sur le billet vert, qui a reculé de 5,445 à 5,39 francs à Paris. On est loin des 6,50 francs anticipés par beaucoup au printemps 1991 pour la fin de l'année dernière, et pas loin des 5 francs du début de 1992.

Qui dit baisse du dollar dit hausse du mark, dont la tenue est très satisfaisante sur les marchés des changes, mais assez médiocre à Paris, où le cours de la devise allemande, qui en début de semaine s'était effondré à 3,36 francs contre moins de 3,36 francs précédemment, est retombé à 3,3580 francs. Il est vrai que, mercredi, on annonçait que la France avait enregistré un excédent commercial de 7,8 milliards de francs

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 25 MAI AU 29 MAI 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

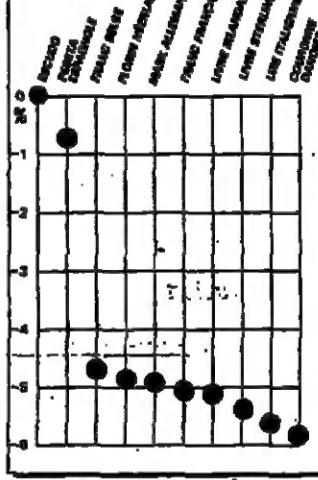
PLACE	Libra	S.E.U.	Franc suisse	Franc suisse	Danmark	Franc suisse	Mark	Florin	Lira
New-York	1,235	-	11,535	62,278	5,074	5,395	5,395	5,395	5,395
Paris	1,235	-	11,535	62,278	5,074	5,395	5,395	5,395	5,395
Bruxelles	1,235	-	11,535	62,278	5,074	5,395	5,395	5,395	5,395
Zurich	1,235	-	11,535	62,278	5,074	5,395	5,395	5,395	5,395
Frankfurt	1,235	-	11,535	62,278	5,074	5,395	5,395	5,395	5,395
Amsterdam	1,235	-	11,535	62,278	5,074	5,395	5,395	5,395	5,395
Milan	1,235	-	11,535	62,278	5,074	5,395	5,395	5,395	5,395
Tokyo	1,235	-	11,535	62,278	5,074	5,395	5,395	5,395	5,395

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 29 mai, 4,2275 F contre 4,2030 F le vendredi 22 mai 1992.

FRANÇOIS RENARD

SYSTEME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Amplitude des variations de change mensuelle par rapport à la plus forte



Taux calculés par rapport aux cours estimés de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Horizon dégagé pour le platine

« Le platine restera vulnérable pendant un certain temps aux poussées d'acheteurs baissiers et sera peut-être miné par des achats de vente. » Cette prévision est extraite du rapport Platinum 1992 publié ces jours-ci par la firme britannique Johnson Matthey, spécialiste dans le négoce des métaux précieux. « Avec l'amélioration probable de l'équilibre entre l'offre et la demande, poursuit la société, on peut s'attendre à un renforcement progressif du prix qui devrait se confirmer d'ici le troisième trimestre de 1992. » Au cours de la semaine écoulée, les cotations du métal blanc se situaient autour de 365 dollars l'once, encore en deçà du prix moyen de 1991 (376 dollars l'once) et de 1990 (472 dollars l'once). Un repli qui s'explique pour l'essentiel par l'accroissement des ventes en provenance de l'ex-URSS et par le ralentissement de l'économie mondiale enregistré l'an passé, dont le métal continue de subir les contrechocs.

Le rééquilibrage du marché

PRODUITS	COURS DU 29/5
Or brut (livres)	1 239 (- 9)
Argent (livres)	1 338 (- 16)
Nickel (livres)	7 427 (+ 7)
Souris (livres)	287 (+ 10)
Café (livres)	728 (- 9)
Cacao (livres)	864 (- 15)
Blé (livres)	349 (+ 7)
Mais (livres)	289 (+ 6)
Soye (livres)	383 (+ 3,4)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

annoncé par les spécialistes tiendrait à une limitation de l'offre sud-africaine et russe, concomitante avec une reprise de la demande en Europe pour la fabrication de pots catalytiques. Si l'optimisme à propos d'une relance de l'activité aux Etats-Unis se renforce, il est cependant amoindri par les perspectives plus sombres de l'économie japonaise. Or l'empire du Soleil-Levant est traditionnellement un fort acheteur de platine, comme le produit d'investissement et comme matériau de bijouterie (les femmes japonaises, compte tenu de la pigmentation de leur peau, se préfèrent « en platine » plutôt qu'en or...).

Dans la rétrospective de l'année 1991 proposée par Johnson Matthey, on note que jamais la production et la consommation n'avaient atteint de tels sommets. L'an passé, en effet, la demande mondiale a dépassé pour la première fois son record historique des 113,4 tonnes (soit 4 millions d'onces), pour se situer exactement à 114,5 tonnes, soit 4,04 millions d'onces. La consommation a ainsi progressé au total de 9,6 tonnes, ou 340 000 onces. Quant à la production, elle a elle aussi atteint un niveau inconnu de 117,9 tonnes (4,16 millions d'onces), le surplus d'offre sur la demande atteignant quelque 120 000 onces. Pour la dixième année consécutive, le marché a donc été excédentaire.

Le retour du Japon

Dans le détail par secteur, on observe que l'automobile a continué d'absorber une forte part de l'offre (44,5 tonnes), « la progression de la demande européenne contrebalançant l'effet de la chute des ventes de véhicules au Japon et, en Amérique du Nord », explique le rapport Platinum 1992. La consommation industrielle (23,4 tonnes) est elle aussi restée soutenue, « en dépit de la récession mondiale », la législation antipollu-

tion provoquant un accroissement de l'usage des carburants sans plomb.

La joaillerie japonaise a une fois encore connu une année faste, la demande de bijoux en platine progressant de 8 % pour atteindre 41,7 tonnes. Les investisseurs nippons, qui s'étaient quelque peu effrayés du métal blanc ces dernières années, y sont revenus en 1991. Leurs achats de grosses barres ont plus que doublé (5,8 tonnes), atteignant leur meilleur niveau depuis trois ans.

Comme prévu, c'est la stratégie commerciale de l'ex-Union soviétique qui a suscité le plus d'intérogations et même de craintes. Les ventes russes se sont élevées à 31,2 tonnes (1,1 million d'onces), progressant ainsi de 10,8 tonnes. Une grande partie de cette marchandise (9 tonnes environ) est arrivée en Suisse, destinée à garantir des swaps de métal contre des devises. L'afflux de métal « venu du froid » a sans aucun doute été à l'origine de la forte chute des prix de l'an dernier, ceux-ci passant de 424 dollars l'once à 330 dollars. L'écroulement de l'URSS s'est traduit par une multiplication des incertitudes susceptibles d'écouler le métal, et une certaine anarchie s'est installée pendant plusieurs mois, les ventes obéissant à des critères souvent incompréhensibles et surtout imprévisibles. Il semble que la Fédération de Russie, via la société d'exportation Almaz, ait repris le contrôle des transactions de métal. Pour 1992, les livraisons de platine russe devraient ainsi revenir à un niveau plus raisonnable, entre 600 000 et 700 000 onces.

Parmi les autres métaux issus de la mine de platine, le palladium (surtout utilisé dans l'électronique) a vu ses prix reculer de 27 dollars l'au passé pour s'établir à 88 dollars l'once, malgré les achats japonais.

ERIC FOTTORINO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La douche de M. Sapin

L'optimisme régnait à Paris sur les marchés financiers, notamment le MATIF, où le cours de l'échéance juin se maintenait à 109, soit moins de 2,50 % sur l'OAT (emprunt d'Etat français) à dix ans. A la veille du week-end précédent, les marchés avaient appris, avec ravissement, que la masse monétaire allemande M3 n'avait progressé, en avril, que de 8,8 % sur une base annuelle, contre 9,4 % en mars. Il est vrai que beaucoup redoutaient un bond de 10 % à 11 %, ce qui aurait, évidemment, contrarié très fortement la Bundesbank, et, peut-être provoqué, de sa part, des réactions douloureuses. Donc, une masse monétaire plus sage, ou moins folle, outre-Rhin, et des espoirs discrets d'une possible baisse des taux d'intérêt à court terme en France.

Las! Mardi 26 mai, à son point de presse hebdomadaire, le ministre Sapin a douché ces beaux espoirs en assurant : « Rien ne se fera sur les taux d'intérêt en dehors d'une action concertée. » Une telle affirmation semble traduire une évidence, celle que la Banque de France après la baisse de ses taux directeurs en octobre, puis leur relèvement, par deux fois, en novembre et décembre, adoptait, désormais, une attitude prudente, et le Trésor avec elle. Mais les marchés, toujours en mal d'anticipation, n'en étaient peut-être pas totalement persuadés. D'où leurs réactions : une chute brutale, à 108,46 des cours du MATIF.

En fin de semaine, toutefois, ces cours remontaient à 108,80, sous l'effet d'achats étrangers, portant, notamment, sur des OAT à trente ans, et plus sensibles aux anticipations, et dont les rendements sont retombés presque au niveau de celui des OAT à dix ans, 8,53 % contre 8,51 %. C'est donc le signe qu'à l'extérieur de nos frontières, les investisseurs s'intéressent toujours au « papier » d'Etat français, plus rémunérateur que le papier allemand (7,92 % pour le Bund à

dix ans), avec des perspectives alléchantes de baisse de rendement, donc de hausse des cours, dans un état qui pouvait être pas trop éloigné.

Un « geste » de la Bundesbank

Il ne faudrait pas beaucoup pousser Berry pour envisager un « geste » de la Bundesbank pour le sommet européen de Munich, au début de juillet prochain. Toutefois, à entendre le président de la Banque centrale allemande, M. Helmut Schlesinger, la baisse des taux outre-Rhin n'est pas pour demain : il ne voit aucune possibilité de le faire dans les circonstances actuelles, car, pour lui, l'inflation est beaucoup trop élevée, les augmentations de salaires récemment accordées sont supérieures aux gains de productivité et la croissance de la masse monétaire est beaucoup trop rapide.

Dans l'immédiat, les analystes de la Société générale estiment que le fait, pour les cours du MATIF, d'avoir baissé sur la barre de 109, est plutôt négatif, leur résistance à 108,46 s'avérant positive, en revanche, et une correction ne pouvant être exclue jusqu'à 108, avant de rebondir vers les 110-111 après

avoir « cessé » franchement 109. Sur le marché obligataire, la semaine a été très calme, avec, seulement, deux emprunts de banques, destinés aux réseaux des guichets. Le Crédit lyonnais a levé 500 millions de francs à dix ans, et 8,80 % nominal, 9,18 % pour les investisseurs, avec un accueil correct. La BNP a taillé plus large, appelant 1,5 milliard de francs à sept ans et 9 % nominal (9,06 % réel), qui est très bien parti, même en dehors des guichets, grâce à son taux.

La semaine prochaine, on ouvre les vannes, avec, tout d'abord, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), lequel Trésor a de grands besoins pour financer le déficit budgétaire, et devrait émettre pour 10 à 14 milliards de francs de titres à long terme, notamment à trente ans, produit dont l'étranger est très friand comme on l'a vu. Si le Trésor laisse un peu de place, on devrait voir apparaître l'émission la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH) pour 1 à 1,5 milliards de francs, le GORTP pour 1 milliard, le Comptoir des Entrepreneurs, et, sous réserve, EDF pour 2,5 à 3 milliards de francs.

F. R.

EN BREF

Les banques s'alarment des difficultés d'Olympia et York. - Les difficultés financières d'Olympia et York, et celles de son programme londonien Canary Wharf continuent de susciter des remous dans la communauté bancaire internationale : ainsi, cinq des plus grandes banques canadiennes ont révélé qu'elles avaient prêté environ 3 milliards de dollars canadiens (environ 13,5 milliards de francs), soit un milliard de dollars canadiens de plus qu'estimé. De son côté, le Crédit lyonnais a démenti être engagé pour 1,25 milliard de dollars américains (6,75 milliards de francs).

Eurotunnel : fin vert des banques. - Eurotunnel a obtenu, vendredi 29 mai, de ses 220 banquiers l'autorisation de continuer à tirer des crédits afin de financer la poursuite des travaux. Le feu vert des banques était nécessaire, Eurotunnel ne respectant pas le ratio financier prévu. Les fonds obtenus dans le cadre de cette dérogation seront « entièrement utilisés d'ici août-septembre », précise Eurotunnel dans un communiqué. Les banques devront alors « réexaminer la situation » en réaction notamment de l'avancement des travaux.

« s'as-
forces
: Lors
à mai,
i fron-
ashi a
ndé à
ournir
ur une
a viet-
ste, il
ation.
u des
n'im-
a-t-il

cation
Jovait
début
ctions
d'être
spécia-
ser ses
: un étran-
a peu
oncell
ine se
t plus
fluente,
lancée
lucres
ar sa
toute
rs et
ns les
suffi-
qu'elle

ONTI
a pro-
sont à
une
avoir
i char-
armées
seulier
accusé
crisis
melle-
dignis-
sain
à oto.

morts
à cents
part et
offen-
sions
tre la
belles
Bret»,
d'as-
Islam,
bo se
de la
Palaïf,
action
la, et
ille de
ed-est,
breux
Velu-
ri-lan-
du 67
gros».

Le soixante-troisième congrès de la PEEP

M. Jean-Pierre Bocquet est élu à la tête de la deuxième fédération de parents d'élèves

Réuni en congrès, du 28 au 30 mai à Toulon, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) a élu à sa tête M. Jean-Pierre Bocquet en remplacement de M. Joëlle Longueval.

TOULON

de notre envoyé spécial

Les fédérations de parents d'élèves changent de tête. Un mois après l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) et une semaine avant la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), réunie en congrès à Toulon (Var), a élu un nouveau président, M. Jean-Pierre Bocquet, cinquante et un ans, grand les reins de la deuxième fédération de parents d'élèves (quatre cent trente mille familles adhérentes), après avoir été élu au premier tour d'une élection pour laquelle trois candidats s'étaient manifestés.

Président de l'Union régionale de la PEEP à Nice, mais originaire de la région du Havre comme l'un de ses illustres prédécesseurs (M. Antoine Lagarde, président de

1974 à 1980), M. Bocquet succède à M. Joëlle Longueval, qui ne sera restée présidente qu'un an. Statistiquement, en effet, tout membre du comité fédéral de la PEEP ne peut siéger plus de neuf ans et tout membre du conseil d'administration plus de six ans. Or M. Longueval cumulait les deux anciennetés.

Entré au conseil d'administration de la PEEP en 1991 et soutenu par la présidente sortante, M. Bocquet s'est déclaré prêt à « lutter contre certaines dérives qui nuisent au rôle de la famille » et qui « ont tendance à rendre les enfants autonomes trop tôt ». Le nouveau président, pour qui la PEEP « est une famille de parents de bonne volonté qui cherchent à améliorer le système éducatif et qui ont certaines valeurs communes dont la primauté de la famille dans l'éducation », faisait allusion notamment aux projets de loi, initiés par M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, tendant à instaurer une « pré-majorité » sociale (pour le droit d'association) à seize ans.

Ce renouvellement de président accompagne un changement de ton sensible de la PEEP à l'égard du gouvernement. Alors que l'association estimait, il y a encore un an ou deux, que M. Jospin allait « dans le bon sens », M. Longueval

s'est exclamée dans son discours d'ouverture, à propos de la rénovation pédagogique des lycées : « Non ! ce lycée n'est pas le nôtre » et s'est interrogée sur l'avenir du baccalauréat « dont on voit mal comment il pourrait rester en l'état ». La présidente sortante s'est prise aux syndicats d'enseignants, surtout, soucieux, à ses yeux, de « protéger des intérêts catégoriels et corporatistes ». Récemment élu conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais (où elle était numéro 2 sur la liste conduite par M. Jean-Louis Borloo) et président de la commission formation du conseil régional, M. Longueval a ainsi conclu : « Une fois de plus le ministre suivant a refermé le dossier, et qui donc pourrait le lui reprocher, alors que la Rue de Grenelle est devenue le cimetière de ceux qui osent ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(Né le 2 janvier 1941 à Eproux (Seine-Maritime), M. Jean-Pierre Bocquet est docteur en médecine en 1966, puis maître de conférences en 1971. Après six années passées au Maroc au titre de la coopération, il a la faculté de médecine de Nice en 1977. Il est, aujourd'hui, chef du service hygiène du centre hospitalier universitaire de Nice. M. Bocquet est membre de la PEEP depuis 1976 et président de l'union régionale de Nice depuis 1989.)

La mise en cause du directeur des affaires criminelles et des grâces

Tous les syndicats de magistrats critiquent l'attitude du garde des sceaux dans l'affaire Tapie

L'ensemble des organisations syndicales de magistrats critiquent le soutien apporté par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, au directeur des affaires criminelles et des grâces, M. Bernard Tapie, mis en cause pour ses contacts avec M. Bernard Tapie et ses avocats, alors que ce dernier tentait d'éviter d'être inculpé par M. Edith Bozette.

Après avoir souligné « les déclarations embarrassées du ministre de la justice sur l'assistance apportée à

Bernard Tapie par le directeur des affaires criminelles et des grâces », le Syndicat de la magistrature (SM), proche de la gauche, « relève la contradiction entre la réaffirmation par le garde des sceaux de l'indépendance de la magistrature et la démarche d'un de ses principaux collaborateurs sous couvert de consultation juridique ».

Le SM « estime injustifiable qu'un représentant du garde des sceaux, qui doit assurer l'égalité des droits entre les citoyens, se soit, soit intervenu dans une procédure en cours dans laquelle Bernard Tapie était mis en cause ».

Enfin, le syndicat en profite pour rappeler l'urgence d'une réforme du statut de la magistrature, notamment de celui du parquet, et de la procédure pénale qui pose obstacle à toute indépendance du pouvoir exécutif dans le déroulement des procédures et à tout empiètement du pouvoir exécutif sur l'indépendance de la justice ».

La réaction des deux autres syndicats de magistrats est similaire. L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) demande que le contenu de l'entretien entre M. Frank Terrier et l'ancien ministre de la ville soit « rendu public », voulant savoir si le directeur des affaires criminelles et des grâces a bien, comme nous l'avons affirmé dans ces colonnes, « ou non, évoqué la possibilité d'une requête en suspension de la procédure ».

« Contrairement au garde des sceaux », l'USM juge « profondément choquant que le directeur des affaires criminelles, ayant pu avoir connaissance du dossier en raison de ses fonctions, se soit entretenu avec M. Tapie et ses avocats au sujet d'une affaire en cours d'instruction ». Rappelant qu'il s'agit d'une « affaire privée », l'USM estime que « pareil traitement de faveur porte atteinte à l'égalité des justiciables devant la loi ».

Enfin, l'Association professionnelle des magistrats (APM, proche de la droite) se dit « scandalisée par les déclarations du garde des sceaux, qui croit devoir couvrir les interventions à la limite de la faiblesse de son directeur ». « Contrairement à toute la tradition républicaine », demande-t-elle, la chancellerie serait-elle devenue l'annexe du cabinet des avocats de M. Tapie ? L'APM déclare attendre avec urgence la démission de Frank Terrier.

M. Bayrou (UDF) : « Un pas de plus... » — M. François Bayrou, secrétaire de l'UDF, qui était, vendredi soir 29 mai, l'invité de France-Inter, a estimé que la réputation de M. Bernard Tapie, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, et M. Bernard Tapie, avant la démission du ministre de la ville, suivie de la reconnaissance de cette démarche par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, constitue « un pas de plus dans une dégradation de la confiance entre l'administration de la justice et le pouvoir politique. Lorsque'il n'y a plus de règles, lorsqu'il n'y a plus le respect d'un code de déontologie, on a beau faire toutes les protestations de vertu que l'on veut, le système est et profondément dérangé qu'il s'en va de partout », a souligné le secrétaire général de l'UDF.

Après cinq ans de procédure

Le Conseil d'Etat refuse l'adoption d'un enfant par un couple de Témoins de Jéhovah

Pour-on être Témoins de Jéhovah et adopter un enfant ? Le Conseil d'Etat vient de répondre par la négative et cette décision risque de faire jurisprudence. L'affaire remonte à septembre 1987. A cette date, M. et M^{me} Jacques et Dominique Frisetti, couple sans enfant, mariés depuis treize ans, domiciliés à Besançon, déposent à la Direction de l'action sociale (DAS) du Doubs, un dossier pour obtenir l'agrément nécessaire à l'adoption d'un enfant.

L'enquête administrative fait apparaître que M. et M^{me} Frisetti appartiennent aux Témoins de Jéhovah. D'ailleurs ils ne s'en cachent pas et écrivent noir sur blanc qu'ils s'opposeraient à toute transfusion sanguine dont l'enfant adopté aurait éventuellement besoin. Un refus qui, on le sait, est un des « dogmes » de cette secte.

Dans ces conditions, M^{me} Brachet, alors directrice de la DAS du Doubs, refuse négativement le dossier le 15 décembre de la même année. Elle motive ainsi sa décision : « Je respecte tout à fait vos convictions religieuses, mais l'estime que certaines prises de position de votre confession par rapport aux pro-

blèmes de santé peuvent entraîner certains risques pour l'enfant ».

Les époux Frisetti forment alors un recours gracieux auprès du président du conseil général, « patron » des services sociaux du département et signataire de l'agrément en matière d'adoption, avant l'aval définitif du tribunal de grande instance. M. Georges Guillot, sénateur RPR, confirme, le 11 juillet 1988, la résolution de M^{me} Brachet.

« Insuffisance de garanties »

Le couple blessois ne s'avoue pas vaincu pour autant. Il porte l'affaire devant le tribunal administratif de Besançon, en s'appuyant sur l'article 10 de la déclaration des droits de l'homme, qui interdit d'inquiéter quiconque « pour ses opinions, même religieuses ». A la surprise de beaucoup, le tribunal administratif rejette l'argumentation de M. et M^{me} Frisetti : l'administration est déclarée coupable de n'avoir retenu « aucune autre appréciation que celle liée à l'appartenance aux Témoins de Jéhovah ».

Après ce verdict, prononcé le 17 juillet 1989, M. et M^{me} Frisetti

déposent une nouvelle demande d'agrément. En effet, l'appel que M. Guillot interjette le 4 septembre, auprès du Conseil d'Etat, n'est pas suspensif. Pour une fois, les lenteurs de l'administration auront du bon. Le dossier du couple blessois ne sera pas instruit avant l'arrêt du Conseil d'Etat, en date d'avril 1992. Que se serait-il passé si, en près de trois ans, M. et M^{me} Frisetti avaient réussi à adopter un enfant ? Aurait-il dû le rendre ?

La décision que vient de prendre le Conseil d'Etat coupe court à toutes les hypothèses. En annulant le jugement du tribunal administratif de Besançon, il a considéré que la Direction de l'action sociale du Doubs et le président du conseil général s'étaient fondés, pour justifier leur refus d'agrément, « sur l'insuffisance des garanties offertes en ce qui concerne l'accueil d'un enfant, et non sur l'appartenance des intéressés à une confession ». Comment le tribunal administratif du Doubs avait-il pu en douter ?

MICHEL CASTAING

Les manifestations anti-arabes

Le président israélien invite la population à faire preuve de « retenue »

Le président de l'Etat d'Israël, M. Haim Herzog, a condamné, vendredi 29 mai, les émeutes anti-arabes qui ont eu lieu à Bat-Yam, près de Tel-Aviv, après l'assassinat, dimanche, d'un adolescent israélien par un Palestinien. « Ce qui s'est passé à Bat-Yam fait le jeu de nos ennemis, car nous réagissons exactement comme ils le souhaitent, a estimé, à la télévision, le chef de l'Etat. Il n'est pas possible d'accepter des slogans tels que « Mort aux Arabes », car bientôt les gens crèveront « Mort aux policiers ».

Les autorités israéliennes ont décidé, vendredi, de prolonger, jusqu'à nouvel ordre, l'isolement de la bande de Gaza et d'étudier la possibilité d'interdire définitivement l'entrée en Israël aux colporteurs de Gaza âgés de moins de trente ans, considérés comme « potentiellement dangereux ». D'autre part, « par mesure de sécurité », l'école de Jérusalem devait être interdite aux Palestiniens de Cisjordanie, dimanche, pendant les festivités du vingt-cinquième anniversaire de la conquête de la partie orientale de la Ville sainte par l'armée israélienne lors de la guerre de six jours.

De son côté, dans un rapport de mission, le Bureau international du travail (BIT) s'est déclaré très contrarié par les difficultés rencontrées par les travailleurs des territoires occupés, s'inquiétant notamment des « brimades » et de la discrimination dont sont l'objet

les Palestiniens employés en Israël. A son avis, la poursuite de l'occupation militaire de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du plateau du Golan « rend impossible le respect intégral des normes et principes énoncés » par cette organisation spécialisée de l'ONU.

Pour sa part, le chef de l'opposition travailliste s'est déclaré, jeudi, en faveur de « concessions territoriales » sur le Golan, annexé par Israël en 1981, lors d'une réunion publique à Tel-Aviv. M. Itzhak Rabin s'est dit « prêt à renoncer à des parties du plateau du Golan en échange de la paix avec la Syrie. Israël ne doit pas se retirer totalement du plateau qui surplombe le nord du pays, mais cela ne signifie pas que nous devons nous accrocher à chaque centimètre carré ».

Un israélien tué par un commando venu de Jordanie. — Les membres d'un commando, venus à la fin de la semaine, ont tué un civil israélien, samedi 30 mai, sur une plage d'Etat, dans le sud d'Israël, a annoncé un porte-parole de l'armée israélienne. Un des assaillants a été tué, un autre blessé et capturé par une unité de l'armée israélienne, alors que deux autres membres du commando « se sont séparés du rivage », a-t-il ajouté, en indiquant que ces hommes devaient avoir « l'intention de commettre un attentat de grande envergure contre les vacanciers ». (AFP, Reuters)

Ancien président de la RFA

Karl Carstens est décédé

Président de la République fédérale d'Allemagne de 1979 à 1984, Karl Carstens est décédé, le 30 mai à l'âge de soixante-dix-sept ans.

(Né en 1914 à Brême, Karl Carstens fait des études de droit et de sciences politiques en Allemagne, en France et aux Etats-Unis. Officier dans la défense anti-aérienne pendant la guerre, il entre, à la fin des hostilités, la profession d'avocat avant de devenir directeur de l'Institut de droit des Communautés européennes à Cologne. Sa carrière politique commence en 1954 lorsqu'il représente la RFA au Parlement de Strasbourg. En 1968, après avoir occupé diverses fonctions aux ministères des finances et des affaires étrangères, il devient le plus proche collaborateur du chancelier chrétien-démocrate Kurt-Georg Kiesinger qui dirige la « grande coalition » avec les sociaux-démocrates. Après la victoire, en 1969, de la coalition socialiste et libérale, Karl Carstens rejoint le service de l'Etat. Délégué de la CDU en 1972, il succède à Rainer Barzel à la tête de ce parti. Président du Bundestag de 1976 à 1979, il est élu, le 22 mai 1979, président de la République fédérale, poste auquel il succède à M. Walter Scheel et qu'il occupe jusqu'en 1984.)

Suppressions d'emplois à Saint-Etienne

L'armée de terre française ne devrait commander que 750 chars Leclerc

Dès cette année, l'ancienne Manufacture d'armes de Saint-Etienne, sous le contrôle du groupe GIAT Industries depuis 1980, va perdre 442 emplois, selon des informations syndicales que la direction de l'usine s'est refusée de commenter. Outre les fusions d'ateliers FAMAS, cette entreprise construite des tourelles de chars et des munitions. Cette annonce par la CGT correspond à la décision du gouvernement de réduire — quasiment de moitié — le volume des commandes de chars AMX-Leclerc par l'armée de terre.

Selon la CGT, entre 1992 et 1995, les effectifs de l'établissement de Saint-Etienne vont passer de 1 574 travailleurs à 675 selon un plan de restructuration. Dès cette année, il y aura 442 suppressions d'emplois. Le PDG de GIAT Industries, M. Pierre Chiquet, avait indiqué, en avril, que l'usine stéphanoise de son groupe serait particulièrement touchée par cette restructuration liée à la baisse du budget de la défense en France et à la mise à l'écart de l'exportation.

Bien que le gouvernement n'ait pas encore précisé publiquement à combien d'effectifs il avait prévu de commander le Leclerc, on sait que la France ne comptera plus que quatre divisions blindées, au lieu des six qu'elle aligne actuellement. Selon des indications de source militaire à l'issue d'un conseil de défense, mercredi 27 mai, l'armée de terre sera autorisée à commander de l'ordre de 750 chars, au lieu des 1 100 prévus à l'origine. Le parc de blindés moyens du corps blindé et mécanisé serait, dans ces conditions, réduit quasiment de moitié puisqu'il compte aujourd'hui 1 320 chars AMX-30 anciens et AMX-30 B2 (la version modernisée).

A Haguenau (Bas-Rhin), le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Amédée Monchal, a déclaré, vendredi 29 mai, que « la chasse au gros doit être fermée dans son armée et dans les états majors, ajoutant « il faut peut-être ouvrir ailleurs que dans l'armée de terre », sans préciser où.

Lundi dans « le Monde »

La conférence de Rio sur l'environnement

Du 3 au 14 juin, Rio-de-Janeiro accueille la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement. Dans son numéro de lundi (dimanche 2 juin) le Monde publie un dossier sur les principales questions qui seront débattues à ce Sommet de la Terre.

SOMMAIRE

DATES

Il y a quarante ans, Jacques Duclos et le « complet des pigeons »... 2

ETRANGER

Le Danemark avait le référendum sur le traité de Maastricht... 3
Une rencontre avec M. Chevènement... 4
Lois des capitales : la légende des Cosaques... 4
Cambodge : la moitié du contingent français de « casques bleus » a débarqué à Sihanoukville... 5

POLITIQUE

Il y a trente-cinq ans, le Parlement débattait du traité de Rome, les députés progressistes exhortant la France à refuser la « sainte Europe »... 6
Une décision du Conseil d'Etat : les couples de fonctionnaires ne peuvent cumuler les suppléments familiaux de traitement... 6
Livres politiques : « Le domaine contesté », par André Laurens... 6

SOCIÉTÉ

Salon un rapport de l'IGAS, l'hôpital de Nevers connaît de graves difficultés financières... 7
Justice : transmis par le juge Van Ruymbeke dans l'affaire de la SAGES, sept dossiers d'élus socialistes sont bloqués au parquet de Rennes... 8
Les internationaux de France de tennis : Roland-Garros, terre américaine ; Carlos Costa en finesse ; les résultats du vendredi 29 mai... 8

HEURES LOCALES

• Axe Boulogne-Amiens : l'autoroute de la discorde en région Nord-Pas-de-Calais • Bataille pour un musée à Arras • Pontoise, une ville sur des carrières

Aéroports de Paris dans le vent

Les responsables du trafic aérien ont débordé un « plein avion »... 15
L'immobilier parisien : la cote des décalés entre particuliers... 15
Revue des valeurs : Crédits, changes, grande marche... 16-17

CULTURE

M^{me} Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie, a inauguré le nouvel Institut français en Hongrie... 9
Le pari de Sapho : chanter Oum Kalsoum... 9

ECONOMIE

Avec 2 897 700 demandeurs d'emploi, le chômage atteint 10 % de la population active... 15
L'immobilier parisien : la cote des décalés entre particuliers... 15
Revue des valeurs : Crédits, changes, grande marche... 16-17

COMMUNICATION

Les débuts d'ARTE sur le câble 15

Services

Abonnements... 2
Cartes... 10
Météorologie... 10
Notes croisées... 8
Spectacles... 14
Télévision... 10

La technique du Monde : 3615 LEMOND 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »
Le numéro de « Monde » daté 30 mai 1992 a été tiré à 462 801 exemplaires.